





**PROCHE-ORIENT** Les chefs de la diplomatie américaine, française, russe et italienne (l'Italie étant président en exercice de l'Union européenne) devaient se retrouver sa-

medi 20 avril à Damas pour tenter de parvenir dans les plus brefs délais à un arrêt des hostilités au Liban, le principe d'un cessez-le-feu paraissant désormais admis par

toutes les parties intéressées. ● A MOSCOU, le groupe des sept pays les plus industrialisés et la Russie ont lancé, vendredi soir, un appel solennel à un « cessez-le-feu immé-

diat » au Liban, affirmant en outre que « seule une issue politique peut régler durablement la crise actuelle et conduire à la reprise du processus de paix ». ● UNE RENCONTRE, sa-

medi, à Damas entre les ministres français et iraniens des affaires étrangères devrait permettre de vérifier l'éventuelle volonté de coopération de Téhéran.

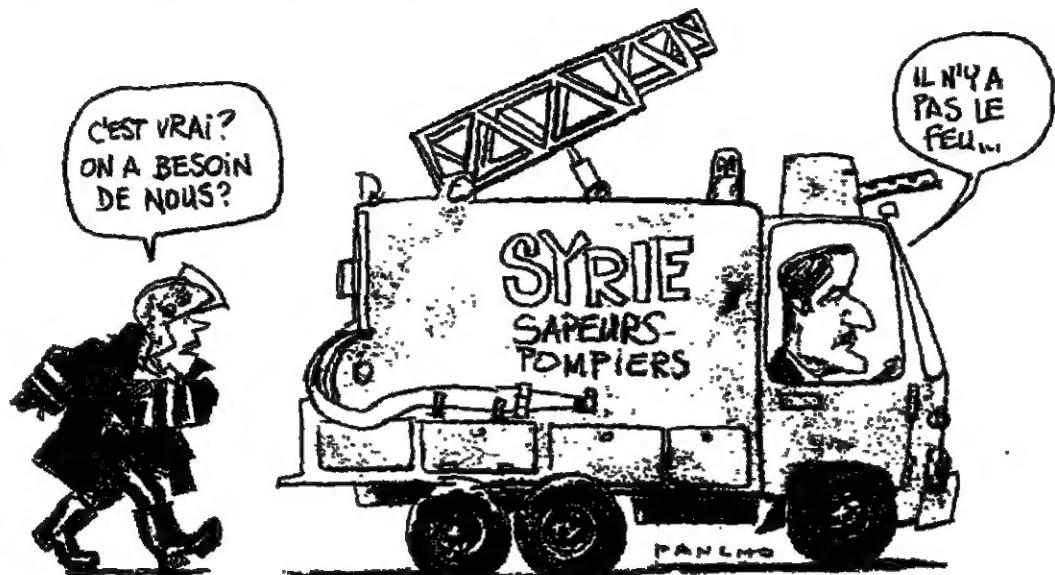
## Rencontres décisives à Damas pour le cessez-le-feu au Liban

Après un appel solennel du groupe des sept pays les plus industrialisés et de la Russie à un arrêt « immédiat » des hostilités, les chefs de la diplomatie américain, russe, français et italien devraient formuler des propositions à cette fin

**BEYROUTH**  
de notre envoyée spéciale  
C'est encore une fois à Damas, tuteur politique de Beyrouth, que va se décider le sort immédiat du conflit qui ensangante le Liban. Attendu samedi 20 avril à Damas, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, va y retrouver ses homologues français, russe et italien (Rome président l'Union européenne) pour « examiner ensemble les modalités d'un cessez-le-feu immédiat ». Le principe d'un arrêt des hostilités est acquis en Israël comme, semble-t-il, dans les rangs du parti intégriste chiite du Hezbollah, mais il reste à en négocier la forme et les termes.

Dès vendredi matin, à Beyrouth, le premier ministre libanais, Rafic Hariri, avait annoncé que « les gouvernements syrien et libanais ont entamé des contacts avec le Hezbollah. Nous espérons parvenir à un cessez-le-feu et le suis optimiste », avait-il dit. Le Hezbollah confirmait peu après son acceptation implicite d'un arrêt des hostilités, à l'issue d'une rencontre à Damas de l'un de ses responsables avec le ministre des affaires étrangères syrien, Farouk El Chareh.

Dans un communiqué publié à Beyrouth, la formation intégriste affirmait, en effet, que les deux parties étaient « convenues de la nécessité de respecter les arrangements de juillet 1993, et étaient entièrement d'accord



sur la nécessité de véritables garanties pour la sécurité des civils au Liban et sur le refus de toute atteinte à la légitimité de la résistance et à son droit à lutter contre l'occupation.

**LE HEZBOLLAH RENFORCÉ**  
Non écrit, l'accord de 1993, obtenu après une semaine de violents bombardements israéliens sur le Liban sud, prévoyait qu'Israël et le Hezbollah ne s'attaquent pas aux civils de chaque côté de la frontière. Il

préservait le droit du Hezbollah à la résistance contre l'occupation, ce que respectent aussi les deux projets de cessez-le-feu officiellement présentés par Paris et Washington aux gouvernements intéressés, et qui - contrairement à ce qu'affirmait la presse israélienne au sujet des propositions américaines - ne font pas mention d'un arrêt des hostilités dans la zone que Tishal occupe au Liban sud.

Le Hezbollah, qui sortira politi-

quement renforcé et militairement intact de cette nouvelle opération israélienne, a tout intérêt aujourd'hui à un arrêt des hostilités. Compte tenu du prix énorme déjà payé par la population libanaise, celle-ci ne lui pardonnerait pas de tergiverser, alors que la formation intégriste est assurée du maintien de son droit à la résistance, même s'il lui sera sans doute discrètement demandé de restreindre ses opérations jusqu'aux élections israéliennes du

29 mai. Elle semble l'avoir compris et, dès jeudi, son numéro deux, cheikh Naim Kasseem, affirmait : « Nous disons que cet accord [de 1993], assorti de garanties sûres, susceptibles de prévenir le renouvellement des agressions contre le Liban, représente une solution partielle, la vraie solution demeurant le retrait complet et inconditionnel d'Israël. »

A Damas où il était arrivé, vendredi, venant de Tel Aviv, le chef de la diplomatie française, Hervé de Charette, s'est entretenu à plusieurs reprises avec son homologue syrien et avec Faris Boust, ministre libanais des affaires étrangères.

**GARANTIES**  
« M. de Charette et M. Boust se sont déclarés prêts à un cessez-le-feu rapide », a indiqué le porte-parole du Quai d'Orsay à l'issue de ces entretiens. Restés dans l'ombre depuis le début des hostilités, la Syrie, qui n'a pas officiellement réagi aux propositions américaines et françaises, a laissé entendre, via la radio d'Etat, qu'elle préférerait l'initiative française : « Les Arabes appuient l'initiative française qui contient des éléments objectifs et positifs », a noté le commentateur de la radio.

Damas ne souhaite pas s'engager dans les garanties formelles que lui demandent les Etats-Unis concernant les opérations du Hezbollah, de crainte de se lier les mains dans ses futures négociations de paix

avec Israël. Le problème de ces garanties exigées par l'Etat juif sera, sans doute, au centre des discussions à Damas de M. Christopher, qui devait être reçu par le président Hafez El Assad. Le secrétaire d'Etat, qui aura été informé de la position exacte d'Israël par le coordonnateur américain du processus de paix, Dennis Ross, en visite à Jérusalem, aura une tâche délicate. « Les Etats-Unis ont perdu une grande part de leur crédibilité en soutenant l'agression israélienne, et la mission de M. Christopher s'avère difficile, souligne vendredi la radio syrienne, car les pertes en vies humaines sont énormes au Liban, et le processus de paix est gravement perturbé. »

Au Liban, où les opérations militaires israéliennes n'ont pas perdu de leur intensité, chacun attend ce cessez-le-feu après neuf jours de violents bombardements qui ont fait cent cinquante-quatre morts et plus de trois cents blessés, quasiment tous des civils. Ces pertes, surtout le massacre de Cana, ont traumatisé le Liban tout entier. « Israël doit être puni et doit payer le prix. Nous devons regarder vers l'avenir, mais nous devons aussi nous assurer que le monde a compris qu'Israël ne peut pas commettre un tel crime et s'en tirer comme cela », a martelé vendredi soir M. Hariri.

Françoise Chipaux

## Le G 7 et la Russie réclament un « arrêt immédiat » des hostilités

**LE GROUPE** des sept pays les plus industrialisés (G 7) et la Russie ont adopté vendredi 19 avril à Moscou une déclaration appelant à « un cessez-le-feu immédiat » au Liban, et apportant leur « soutien total » aux efforts en cours à cette fin, a annoncé la Maison Blanche.

« Nous sommes sérieusement inquiétés des événements au Proche-Orient », dit la déclaration lue par le porte-parole du président Clinton, Michael McCurry. « Seule une solution politique peut conduire à un règlement durable de la crise actuelle et permettre une reprise du processus de paix. Nous apportons notre soutien total aux efforts entrepris dans ce but », indique la déclaration de Moscou, résultat de discussions que les participants au sommet sur la sécurité nucléaire ont eues sur la situation au Liban.

« Les populations du Liban et d'Israël doivent pouvoir vivre en paix et dans la sécurité. Personne ne doit placer d'obstacle ou empêcher le mouvement vers la paix dans toute la région », conclut le texte.

Tous les membres du G 7 (Etats-Unis, Canada, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie et Japon), ainsi que la Russie, se sont gardés de désigner les coupables de l'escalade au Liban, se bornant à prôner l'apaisement. Peu auparavant, la Russie avait annoncé que son ministre des affaires

étrangères, Evgueni Primakov, se rendrait au Proche-Orient. Il devait retrouver samedi à Damas ses homologues américain, français et italien (l'Italie assure la présidence de l'Union européenne).

**« RAPIDEMENT »**  
Selon Catherine Colonna, porte-parole de la présidence française, les quatre ministres devaient non seulement « examiner ensemble les modalités d'un cessez-le-feu immédiat », mais aussi « faire des propositions pour un accord mettant fin à la crise actuelle ».

Alors que le premier ministre israélien, Shimon Pérès, assurait à Jérusalem qu'il y avait « des indications qu'un cessez-le-feu est proche », la Maison Blanche affirmait ne rien savoir de tel : « Il se peut que nous obtenions un cessez-le-feu rapidement, mais je ne suis pas au courant de quoi que ce soit qui amènerait à penser qu'une annonce en ce sens est imminente », a affirmé M. McCurry.

De son côté, le premier ministre libanais, Rafic Hariri, a, dans une déclaration à la chaîne de télévision britannique Channel Four, démenti qu'un arrêt des hostilités intervienne dans les prochaines heures : « Je pense que cela prendra plus de temps que cela », a-t-il dit. - (AFP Reuters)

**« RÉSISTEZ »** devant l'ennemi sioniste « agresseur et porteur de coups jusqu'à ce qu'il se repente de son agression. Le moindre fléchissement de votre position rendra encore plus forte l'ennemi sioniste ». Ainsi parlait, vendredi 19 avril, l'ayatollah Ali Khamenei, Guide de la République islamique d'Iran. Dans un message au secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, l'ayatollah Khamenei vilipendait aussi « les instances internationales » et « certains Etats arabes ».

Quelques heures plus tard, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, Mahmoud Vaezi, déclarait à l'agence allemande DPA, à Bonn, que son pays était « prêt à utiliser tous les moyens susceptibles de contribuer à mettre fin au bain de sang » au Liban sud, à la condition qu'Israël « soit disposé à mettre fin à son action brutale au Liban ».

L'Iran souffle le chaud et le froid dans l'affaire du Liban. Les propos de l'ayatollah Khamenei, qui demeure la plus haute autorité en Iran, sont en contradiction avec les assurances écrites et orales fournies, il y a quelques jours, par les autorités iraniennes, relévent-on à Paris.

Dès la fin de la semaine dernière, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette,

## Téhéran souffle le chaud et le froid

avait écrit à son homologue iranien, Ali Akbar Velayati, pour lui demander - de la même manière qu'il avait sollicité toutes les parties intéressées - de contribuer à l'apaisement de la situation au Liban, dans la mesure où c'est Téhéran qui a porté le Hezbollah sur les fonts baptismaux. La réponse de M. Velayati avait été positive. Le ministre iranien ne s'était pas privé de dire publiquement qu'il existait carrément une coordination franco-iranienne pour régler la crise libanaise. Ce qui est pour le moins exagéré.

Lors d'une conversation téléphonique ultérieure avec M. Velayati, M. de Charette avait pu constater une égale volonté de coopérer : que le directeur Afrique du Nord-Moyen-Orient au ministère iranien des affaires étrangères avait confirmée lors d'un entretien avec son homologue français, Denis Bauchard - lequel accompagnait M. de Charette dans sa navette proche-orientale.

### Des armes iraniennes ?

Téhéran a affirmé, le week-end dernier, un avion-cargo rempli d'armes à destination des milices chiites du Hezbollah, via la Syrie, selon des sources des services de renseignement américains, citées, vendredi 19 avril, par le Los Angeles Times. Un avion-cargo rempli d'armes et d'autres matériels a atterri à l'aéroport international de Damas, affirmant ces sources, sans plus de précisions sur le contenu de cet appareil, rapporte le journal.

Mais, selon ces sources, des roquettes katoucha pourraient faire partie de la livraison. Les Etats-Unis ont accusé l'Iran et la Syrie d'être les deux principaux soutiens du Hezbollah. A Bonn, où il se trouvait, vendredi 19 avril, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, Mahmoud Vaezi, a affirmé, dans une déclaration à l'agence de presse DPA, que son pays ne fournissait aucune aide financière, ni n'assurait aucune formation militaire à la milice du Hezbollah, pas davantage qu'à un quelconque groupe fondamentaliste palestinien. - (AFP)

## « C'est ma terre et les Israéliens ne me forceront pas à la quitter »

**CANA**  
de notre envoyée spéciale  
Cana, vendredi 19 avril, ne peut même pas entrer ses morts. Le silence de ce gros bourg, apparemment désert, n'est troublé que par les passages incessants de l'aviation israélienne. Au lendemain du carnage au quartier général du contingent fidjien de la Force internationale des Nations unies au Liban (Finul), qui, selon le dernier bilan, a fait 97 morts et 102 blessés, l'armée israélienne n'a pas ralenti ses opérations militaires au Liban sud et a intensément bombardé les villages au sud et à l'ouest de Tyr.

A Cana, il faut pénétrer dans les immeubles, qui paraissent inhabités, pour trouver une vie. Maryam Haidar, la soixantaine, était réfugiée au QG fidjien depuis

quatre jours quand les obus sont tombés. Elle est revenue, jeudi soir, dormir dans le couloir sombre de son immeuble. Vendredi, en compagnie d'une voisine, elle a tenté de fuir en voiture vers Beyrouth.

**« MOURIR CHEZ MOI »**  
Mais les bombes lâchées à plusieurs reprises dans la journée par les avions israéliens l'ont rattrapée à Haouch, dans la banlieue de Tyr, et l'ont forcée à rebrousser chemin, terrorisée. « Qu'est-ce que je vais faire ? Implorer-t-elle. S'il vous plaît, demandez à Israël de ne pas bombarder. » L'air dégagé, Mousa, un commerçant de trente-trois ans, ne veut pas fuir : « Après ce que j'ai vu jeudi, je ne veux pas par-

tir. C'est ma terre et les Israéliens ne me forceront pas à la quitter », affirme-t-il.

Un peu plus haut dans le village, dix personnes d'une même famille se terrent au deuxième étage de leur immeuble. Pourquoi sont-ils encore ici ? « C'est très dur de partir et d'abandonner sa maison, explique Oum Ali. Je préfère mourir chez moi que vivre dans le dénuement sans même savoir où ! » Le générateur ronronne, la télévision diffuse et rediffuse les images d'horreur du massacre de Cana. Les femmes pleurent silencieusement, les hommes serrent les poings. « On ne leur pardonnera jamais ça, murmure, ému, Jibril, vingt-trois ans. La paix, tout le monde la veut, mais que les Isra-

liens n'espèrent pas venir un jour ici. »

Des militants du mouvement chiite Amal - dirigé par le président du Parlement, Nabih Berri - montent discrètement la garde alentour. « Huit cents personnes environ sur les huit mille que compte le village sont encore ici », dit l'un d'eux. Et les partisans du Hezbollah ? « Ils sont partout, mais vous ne voyez jamais les vrais combattants », assure-t-il.

Les bombardements proches et intenses n'ont pas empêché ces derniers, vendredi, de poursuivre à un rythme accéléré leurs tirs de roquettes katoucha sur le nord d'Israël.

F. Ch.

geants. Son changement de ton, vendredi, est-il imputable à la lutte entre factions rivales au pouvoir en Iran, au moment où se tenait le second tour des élections législatives et à la volonté des conservateurs - dont le Guide est la figure de proue - de mobiliser les électeurs sur des thèmes révolutionnaires ? Cela augurerait mal de l'avenir en cas de victoire des conservateurs. Ou est-ce définitivement la position officielle iranienne ? Ou bien encore les différences de ton entre le Guide et M. Vaezi correspondent-elles à un double langage : l'un pour la consommation intérieure et l'autre à l'adresse des étrangers ?

La France, qui pour la première fois est directement mêlée à la solution de l'affaire libanaise, demeure la principale courtroie de transmission occidentale avec le régime iranien, avec lequel les Etats-Unis n'ont aucun lien. C'est en partie en cela que tient ce qu'un diplomate français appelle la « valeur ajoutée » de l'initiative française. L'affaire libanaise devrait être à cet égard un point de « dialogue critique » que l'Union européenne maintient avec Téhéran depuis 1992, malgré de vives critiques américaines et israéliennes.

M. Velayati, qui était personnellement intervenu en 1993 pour contribuer à ramener le calme au Liban et parvenir à l'engagement tacite en vertu duquel Israël et le Hezbollah épargneraient les populations civiles libanaises et israéliennes, doit se rendre à Damas. M. de Charette pourrait le rencontrer à cette occasion pour tirer au clair la position de l'Iran.

Mouna Naïm

**GAZA** : le comité exécutif de POLP (CEOLP) a décidé, vendredi 19 avril, de convoquer le 22 avril le Conseil national palestinien (CNP) pour qu'il amende les articles de la Charte, palestinienne appelant à la destruction d'Israël, a-t-on indiqué de source officielle palestinienne. M. Arafat s'était engagé auprès d'Israël à faire amender la charte par le Conseil national avant le 7 mai. - (AFP)



150

## Des soldats français sont intervenus à Bangui

Après la mutinerie d'une partie de l'armée centrafricaine, le calme semblait revenu, samedi matin, dans la capitale

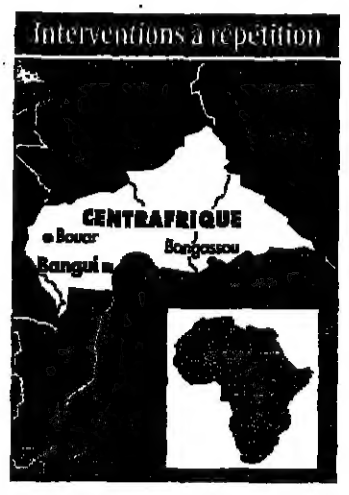
UNE PARTIE des troupes françaises basées en permanence en Centrafrique s'est déployée, vendredi 19 avril, dans la capitale, Bangui, après la mutinerie d'un groupe de militaires centrafricains qui réclamaient le paiement des arriérés de solde. Les heurts, notamment avec la garde présidentielle - des tirs de mortiers ont été entendus -, auraient fait une dizaine de morts, civils et militaires (des membres de la garde), selon divers témoignages. Samedi matin, un calme relatif semblait revenu dans les rues de Bangui. « La plupart » des mutins sont « rentrés dans le rang », indiquait-on de source officielle dans la capitale centrafricaine, après que le président Ange Félix Patassé eut annoncé, vendredi soir, que les sommes dues aux militaires avaient commencé d'être versées.

Les soldats français se sont postés autour du palais présidentiel, ainsi qu'aux abords de l'ambassade de France et de l'aéroport où un Boeing 747 de la compagnie Air France est bloqué depuis jeudi. Le ministre français des Affaires étrangères a déclaré, dans un communiqué, que la

France condamne « toute atteinte à la légalité en République centrafricaine et entend aider les institutions démocratiquement élues à défendre l'ordre constitutionnel et favoriser l'apaisement ». Le Quai d'Orsay a affirmé que « toutes les mesures » ont été prises pour assurer la protection des ressortissants français et étrangers. Deux hélicoptères français ont effectué plusieurs rotations au-dessus de la ville, essayant quelques tirs d'armes automatiques. Environ une centaine au départ du mouvement, les soldats du Régiment mixte d'intervention qui se sont mutinés après s'être emparés d'armes dans l'armurerie d'une caserne et avoir pris possession de véhicules appartenant à des particuliers, ont reçu, jeudi soir puis dans la nuit suivante, le renfort d'éléments de leur uni-

### Une présence française permanente

- Population : environ 3 millions d'habitants, 2 400 ressortissants français. Bangui compte quelque 600 000 habitants.
- Langues : français et sango (officielles).
- Religions : christianisme (24 %), animisme, islam.
- Économie et ressources : l'agriculture (coton, café, tabac) emploie 80 % de la population. Le diamant est l'une des rares richesses du pays, et représente 60 % des recettes d'exportation. PNB : 570 dollars par habitant en 1994 (rapport Banque mondiale 1996).
- Histoire : l'Oubangui-Chari, ancienne colonie française, acquiert son indépendance le 13 août 1960 et devient République centrafricaine. David Dacko, premier chef de l'État, est renversé le 31 décembre 1965 par Jean-Bedel Bokassa, qui se fait élire président à vie et couronner empereur avant d'être renversé le 20 septembre 1979. David Dacko reprend alors le pouvoir avant d'être à son tour renversé le



Interventions à répétition

Le président Patassé, dans la soirée, a affirmé que « trois mois de salaires » étaient payés « ou en voie de paiement ». M. Patassé a souligné qu'il ne voudrait pas « sanctionner » l'armée. « Je suis partisan de régler les problèmes qui préoccupent notre armée, je veux en faire une armée d'élite (...) Je leur demande de ne pas céder aux manipulations politiques », a-t-il dit. Le président a ensuite demandé aux mutins de regagner leurs casernes. Un porte-parole des mutins a déclaré que leurs revendications étaient d'ordre purement matériel. « Nous n'avons aucune intention de déstabiliser le régime. Le président Patassé est élu démocratiquement », a-t-il affirmé.

La République centrafricaine avait déjà connu en 1993 une mutinerie de la garde présidentielle, qui réclamait également le paiement d'arriérés de soldes. Aux premières heures de la matinée du 15 mai 1993, quelques mois avant l'élection du chef de l'État actuel, les militaires de la garde encerclaient le palais présidentiel et bloquaient ses quatre entrées alors que le président d'alors, le général André Kolingba, venait d'arriver dans son bureau. Mais d'autres unités ayant immédiatement manifesté leur loyauté à l'égard du chef de l'État, les mutins déposaient les armes en début d'après-midi, après avoir reçu une satisfaction partielle à leurs revendications. (APR, Reuters.)

1<sup>er</sup> septembre 1981 par le général André Kolingba. Le président Patassé est le premier chef de l'État démocratiquement élu en septembre 1993. Le multipartisme a été rétabli en juillet 1991 après cinq années d'un régime de parti unique. ● Forces armées : 4 950 hommes (armée de terre 2 500, gendarmerie 2 300). ● Présence française : la France dispose de deux bases en Centrafrique, à Bangui et à Bouar, avec un effectif total de 1 417 soldats, sous la dénomination d'« éléments français d'assistance opérationnelle (EFAO) ». Cinq avions de combat Jaguar sont stationnés à Bangui, ainsi que deux avions de transport Transall et deux hélicoptères de transport Puma. C'est le dispositif permanent le plus important de l'armée française en Afrique après Djibouti. La France est liée à la Centrafrique par un accord de défense qui avait été dénoncé en 1970 par l'ex-empereur Bokassa. Mais les troupes françaises étaient revenues en septembre 1979 (opération Barracuda) pour mettre fin à l'« empire ».

## Au Cambodge, la coalition entre royalistes et anciens communistes traverse une grave crise

Le roi Norodom Sihanouk commence le 22 avril une visite d'Etat en France

Avant de commencer une visite d'Etat en France, lundi 22 avril, le roi Norodom Sihanouk a proposé la tenue d'un référendum au Cambodge afin

de sortir de la crise politique qui fragilise la coalition au pouvoir entre royalistes et anciens communistes. Ces derniers ont progressivement

renforcé leur mainmise sur un Etat, en faveur duquel la communauté internationale s'était massivement mobilisée lors des élections de 1993.

PHNOM PENH  
De notre envoyé spécial  
Vox populi, vox dei. Le Cambodge a eu beau célébrer dans le calme, le week-end dernier, le nouvel an bouddhiste, cette trêve ne saurait cacher la gravité de la crise politique qu'il traverse. Pour en sortir, Norodom Sihanouk a proposé, le 10 avril, la tenue d'un référendum, en la présence d'observateurs des Nations unies, qui reviendrait à inviter les électeurs à choisir entre lui et Hun Sen, deuxième premier ministre devenu, en l'espace de moins de trois ans, l'homme-clé du gouvernement royal.

En cas de succès du souverain, un équilibre se rétablirait entre la mouvance monarchique et le Parti du peuple cambodgien (PPC), issu du régime mis en place sous la houlette d'un corps expéditionnaire vietnamite (1979-1989). Dans le cas contraire, a déclaré Sihanouk, la monarchie s'inclinerait « sans pression » et « sans violence » devant la « voix du peuple ». En d'autres termes, le Cambodge opérerait, le cas échéant, en toute légalité cette fois, une mue républicaine. Pour peu que le peuple le veuille.

Pour n'avoir guère suscité d'écho, la proposition du roi - qui devrait entrer en vigueur le 22 avril une visite d'Etat à Paris - offre néanmoins l'insigne de la fragilité de la coalition au sein du gouvernement formé en juin 1993, au lendemain du scrutin organisé par l'Apnuc, l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge, et emporté d'une courte tête (58 députés sur 120) par le Funcinpec, mouvement royaliste, sur le PPC (51 députés). Le « gouvernement d'union nationale », alors réuni, n'a pas résisté d'un coup de force du PPC, n'existe peut-être plus que sur le papier tant le rapport de forces paraît favorable à l'ancien Parti communiste.

Premier ministre et fils du roi, le prince Norodom Ranariddh a évoqué le 23 mars, lors d'un congrès du Funcinpec, la possibilité de retirer sa formation du gouvernement : il a alors reproché au PPC de ne pas appliquer un accord sur le partage des postes dans l'administration locale, ce que le PPC dément catégoriquement. Le 9 avril, Hun Sen a paré, de son côté, d'un « nouveau complot » en vue de l'assassiner et promis d'« écraser » les coupables « quels qu'ils soient ». Des officiels ont même été contraints de démentir avec la plus grande fermeté les informations selon lesquelles des éléments royalistes auraient mis quelques bâtons

### Le Parti du peuple (PPC) contrôlerait une dizaine de régiments sur les douze basés aux alentours de Phnom Penh

dans les roues de l'offensive militaire en cours contre les derniers bastions tenus par les Khmers rouges sur la frontière thaïlandaise. Condamnés par contumace pour des raisons différentes, deux membres de la famille royale sont, en outre, exilés en France : le prince Norodom Sirivudh, demi-frère du roi et ancien secrétaire général du Funcinpec, et le prince Norodom Chakrapong, un autre fils de Sihanouk qui avait, pendant un temps, rallié le PPC. Pour s'être opposé à Ranariddh, un ancien ministre des finances, Sam Rainsy, a été, dans la foulée, exclu du gou-

vernement, du Funcinpec et de l'Assemblée nationale. Il a formé, l'an dernier, un Parti de la nation khmère que les autorités refusent de reconnaître. Les divisions entre dirigeants royalistes ont été exploitées au mieux par un PPC qui, pour sa part, a surmonté son échec électoral de 1993 et une crise interne l'année suivante. Même si Chea Sim, président de l'Assemblée nationale, demeure à la tête de l'ancienne formation communiste, l'homme fort en est aujourd'hui Hun Sen, son vice-président. Ce dernier contrôle, pour l'essentiel, l'administration, les forces armées et les forces de sécurité.

Certains observateurs n'en soulignent pas moins qu'on en reste encore à la guerre des mots. Dans ce registre, le Cambodia Daily a pu rapporter, le 8 avril, citant des diplomates et des officiels, que « des dirigeants du Funcinpec royaliste avaient dessiné des plans en vue d'une confrontation armée avec les forces militaires et de sécurité de l'ancien PPC communiste » et que des « responsables des questions de sécurité au sein du PPC, qui affirment avoir intercepté des informations à propos d'un complot du Funcinpec pour prendre le pouvoir, ont réagi en tenant une série de rencontres secrètes afin d'être prêts à écraser toute insurrection armée ».

Tout en n'écarter pas la possibilité d'un dérapage, les mêmes observateurs font, cependant, valoir que le rapport de forces est très favorable au PPC qui, pour citer un exemple, contrôlerait une dizaine de régiments sur les douze qui sont basés aux alentours de Phnom Penh. En outre, les partisans de l'actuelle coalition gouvernementale seraient nettement majoritaires au sein de l'Assemblée nationale, limitant ainsi la marge de manœuvre du prince Ranariddh au cas où ce dernier choisirait de se

retirer du gouvernement, ce qui est donc loin d'être acquis. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles le roi a lancé, tel un ballon d'essai, l'idée d'un référendum, sa popularité pouvant faire, le cas échéant, pièce au poids administratif et militaire du PPC. Mais le terme de référendum ne figure pas dans une constitution dont, par ailleurs, le seul élément de démocratie directe est la mention d'un Congrès national chargé d'« émettre des vœux » et qui ne s'est jamais réuni faute du vote d'une loi déterminant son organisation et son fonctionnement.

Sûr de son droit - et de ses forces -, le PPC continue donc de jouer la monarchie constitutionnelle et le gouvernement bicéphale tout en préparant activement les prochaines élections, locales en 1997 et générales en 1998. Même si la corruption est un vrai problème, la gestion des finances de l'Etat demeure prudente et le développement de certains secteurs de l'économie s'amorce. En dépit de diverses déclarations, la négociation d'un nouveau compromis entre le Funcinpec et le PPC ne peut donc être exclue, ce qui expliquerait, d'ailleurs, pourquoi la tension est tombée d'un cran depuis le nouvel an.

Mais la méfiance demeure. Entre les royalistes et ceux qui ont progressivement pris en main l'administration du Cambodge depuis 1979, le mariage de raison s'est, en moins de trois ans, défait de toute apparence de chaleur. Il reste à voir dans quelle mesure en pâtira la stabilité d'un pays qui ne s'est pas encore relevé de ruines accumulées pendant plus de vingt ans de guerres et où la loi et l'ordre sont encore remis en cause, ici et là, par les Khmers rouges et quelques autres bandits de grand chemin.

Jean-Claude Pomonti

## Cessez-le-feu et libération d'otages au Liberia

LES MILICES rivales qui s'affrontent à Monrovia ont conclu, vendredi 19 avril, un cessez-le-feu, sous l'égide des Etats-Unis, de l'ONU et du Ghana, a annoncé l'ambassade des Etats-Unis. Première conséquence de cet accord : un groupe de 78 ressortissants étrangers - des Libanais pour la plupart -, retenus en otage dans le camp Barclay, a pu être libéré, a fait savoir, vendredi soir, un porte-parole de la force d'interposition onéran-africaine (Ecomog).

Les discussions menées avec des représentants des miliciens krahn assiégés dans le camp, avec plusieurs milliers de civils, ont permis d'obtenir de leur part un arrêt immédiat des combats, ce que les forces du gouvernement national de transition avaient accepté la veille. Selon cet accord, les soldats de l'Ecomog doivent se déployer autour du camp, où les miliciens fidèles au « général » Roosevelt Johnson sont retranchés, et dans le reste de la capitale libérienne. Jeudi, les deux principaux chefs de guerre, Charles Taylor et Al-hadi Kromah, vice-présidents du conseil d'Etat intérimaire, avaient accepté de retirer leurs hommes, qui encerclaient le camp depuis deux semaines, et de laisser les « casques blancs » de l'Ecomog s'interposer. Mais l'accord n'a pas empêché des échanges de tirs à l'arme lourde, vendredi, dans Monrovia. Des diplomates ont souligné qu'il faudrait du temps pour informer du cessez-le-feu tous les combattants dispersés dans la capitale.

Depuis la reprise des combats à Monrovia, le 6 avril, deux trêves négociées par le Ghana avaient échoué. Jusqu'ici, le déploiement de l'Ecomog n'avait pu avoir lieu. (Reuters.)

### AVIS TRÈS IMPORTANT

## RAPPEL IMMÉDIAT DES FOURS

### COMPACT TURBO PROGRAM MOULINEX

#### TYPE AP5

#### FABRIQUÉS AVANT LE 15 MARS 1996

12 03 6  
Jour Mois Année

Pour connaître la date de fabrication de votre appareil, consultez la plaque signalétique située au dos de celui-ci.

Dans certaines circonstances, ce four peut représenter un risque pour la sécurité des consommateurs (défaut d'isolation électrique). Pour assurer votre sécurité, MOULINEX vous demande avant toute chose :

- DE LE DÉBRANCHER,
- DE NE PLUS L'UTILISER,
- DE NE PAS LE NETTOYER

et de vous rapprocher d'un des Centres Service Agréés MOULINEX (liste jointe au produit ou serveur vocal\* n°36 68 01 66) ou de téléphoner au numéro vert gratuit 05 02 04 41 pour vérification ou modification gratuites de votre appareil. Vous pouvez également, si vous le souhaitez, remplir le coupon ci-dessous (avec votre téléphone), MOULINEX se mettra directement en contact avec vous.

NB : Cet avis ne concerne que la référence du four classique AP5 et non un micro-ondes.

MOULINEX vous prie de bien vouloir l'excuser pour la gêne occasionnée et vous remercie de votre collaboration et de votre confiance.

## Moulinex

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse complète \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

A retourner à : MOULINEX Service Consommateur - 31, Route d'Ancennes - BP 185 - 61000 Alençon



## Les Occidentaux attendent des engagements de Moscou sur les essais et la sécurité nucléaires

Ils ont réaffirmé leur soutien à Boris Eltsine avant les élections

Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays du G7 (Etats-Unis, Canada, Japon, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, France) et de la Russie

ont ouvert, samedi 20 avril, à Moscou, leurs discussions consacrées à la sûreté nucléaire. Le président ukrainien, Leonid Kouchma, devait se

joindre aux discussions à partir du déjeuner, pour évoquer la fermeture de la centrale de Tchernobyl, dix ans après la catastrophe.

### MOSCOU

Le premier jour de réunion des chefs d'Etat et de gouvernement du G7 et de la Russie sur la sécurité nucléaire, vendredi 19 avril, a en fait été dominé par un autre sujet : le Liban. « A l'initiative de la France », qui coprésidé le sommet avec la Russie, les huit dirigeants ont adopté une déclaration commune sur la situation dans ce pays (lire page 2). D'autre part, à l'initiative de la Grande-Bretagne, les responsables européens présents se sont réunis dans la soirée pour parler de la crise de la « vache folle ».

Le président Boris Eltsine a, quant à lui, profité de l'occasion pour parler d'un autre sujet pressant : il a rassuré ses hôtes sur ses chances à l'élection présidentielle du 16 juin. « Je ne dis pas que je suis sûr de gagner, mais il y a de grandes chances que je sois réélu », a-t-il expliqué dans un exposé de trois quarts d'heure lors du dîner au Kremlin. Ses invités ont ri-  
vialisé d'éloges sur « les progrès »

qu'ils ont pu constater à Moscou (préalablement « nettoyée » de ses sans-abri et de ses prostituées pour l'occasion). Chacun a réaffirmé son soutien à « la poursuite des réformes », c'est-à-dire au candidat Eltsine, contre son adversaire communiste Guennadi Ziouganov.

Persone, semble-t-il, n'est venu troubler cette bonne atmosphère avec des sujets délicats

comme la poursuite de la guerre en Tchétchénie ou la détention d'Alexandre Nikitine, militant écologiste emprisonné en Russie pour avoir produit un rapport sur les dangers des déchets nucléaires militaires.

### « SOUS CONDITIONS »

Les membres du G7 - déjà « G8 » pour Boris Eltsine alors que ses partenaires ne sont pas

encore disposés à admettre Moscou comme un membre à part entière -, qui ont été rejoints par le président ukrainien Leonid Kouchma, devaient aborder, samedi 20 avril, les questions de la sécurité nucléaire.

Des avancées « spectaculaires » seraient en préparation. Moscou pourrait ainsi annoncer, mais « sous conditions », son ralliement à l'« option zéro », c'est-à-dire l'arrêt pur et simple de tout essai nucléaire. La Russie devrait aussi s'engager à renoncer à l'immersion des déchets nucléaires et à signer d'autres conventions internationales sur la sécurité et la responsabilité nucléaires. S'agissant de la fermeture de la centrale de Tchernobyl, le sommet devait de nouveau proposer 3 milliards de dollars (15 milliards de francs) sous forme de don ou de prêt au président ukrainien Leonid Kouchma qui, de son côté, en réclame quatre.

José-Alain Fralon  
et Jean-Baptiste Naudet

### Suspension du retrait de Tchétchénie

A peine entamé, le retrait des troupes russes de Tchétchénie, élément-clé du plan de paix de Boris Eltsine, a été suspendu après l'embuscade qui a fait cinquante-trois morts du côté russe en début de semaine, a annoncé vendredi 19 avril à Grozny le leader tchétchène pro-russe Dokou Zavgaliev. Convoqué par la Chambre basse du Parlement à Moscou, le ministre russe de la défense Pavel Gratchev, homme-lige du régime Eltsine, a déclaré vendredi aux députés qu'il était « prêt à démissionner » si les parlementaires le jugeaient responsable de cette « immense tragédie ». Il l'a pour sa part attribuée au plan de paix, qui, selon lui, permet aux combattants tchétchènes de se regrouper. Par ailleurs un bombardement de l'aviation russe vendredi, sur le village Ingouché d'Archty, à la limite de la Tchétchénie, a fait douze morts et vingt-cinq blessés dans la population, selon les autorités ingouches.

## L'Ukraine, « petit invité » du sommet, jouit d'un regain d'intérêt

### KIEV

Il aura été le « petit invité » du sommet de Moscou sur la sécurité nucléaire, mais ce strapontin aux côtés des « grands », offert pour la première fois au président ukrainien, Leonid Kouchma, est aussi le signe d'un regain d'intérêt des dirigeants occidentaux pour l'Ukraine, à l'approche d'une élection russe qui menace de porter au pouvoir à Moscou les tenants d'une « restauration de l'Union soviétique ».

Depuis quelque temps, les déclarations occidentales se multiplient en faveur de l'indépendance de l'Ukraine (la plus importante des ex-Républiques soviétiques après la Russie), pays amené à jouer un rôle charnière en Europe centrale. Avec 52 millions d'habitants, un territoire plus grand que celui de la France et la deuxième armée d'Europe (420 000 hommes), l'Ukraine indépendante est désormais mise en avant comme rempart contre les appétits russes dans la région. « Le succès de l'Ukraine est important pour la stabilité de l'Europe », a déclaré, jeudi 18 avril à Kiev, le premier ministre britannique, John Major. « Nous ne voulons pas que l'Ukraine devienne un satellite », prévenait, en mars, un responsable américain lors de la visite à Kiev du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, confirmant ainsi le virage à 180 degrés opéré par Washington depuis qu'en

1991 le président Bush avait mis en garde l'Ukraine contre toute velléité d'indépendance. Les Etats-Unis ont aujourd'hui à la pointe d'une stratégie qui consiste à soutenir Kiev pour décourager l'expansionnisme en vogue à Moscou. L'Ukraine occupe cette année la troisième place sur la liste des pays récipiendaires d'aide financière américaine, derrière Israël et l'Egypte mais devant la Russie, reléguée en quatrième position. Si son bilan en matière de réformes économiques laisse encore à désirer et si son image aux yeux de l'opinion internationale reste largement entachée par la catastrophe de Tchernobyl, l'Ukraine a néanmoins enregistré quelques « bons points ».

### NATIONALISME « DOUX »

Les massacres commis en Tchétchénie par les troupes russes ont mis en relief, par contraste, le bon traitement de ses minorités par l'Ukraine et surtout sa capacité à gérer de façon pacifique le problème de la Crimée (péninsule pro-russe rattachée à Kiev), dont la CIA prédisait voici deux ans qu'il pourrait déboucher sur un conflit généralisé. Après une période de nationalisme flamboyant (présidence de Léonid Kravtchuk, 1991-1994), qui pouvait laisser craindre le pire entre Kiev et Moscou, l'Ukraine arbore une sorte de nationalisme « doux », précautionneux, résultant à la fois de la présidence prag-

matique de Léonid Kouchma et d'une crainte ravivée de trop provoquer l'ours russe.

Contrairement au président biélorusse, qui caresse l'idée d'une fusion avec la Russie, Léonid Kouchma a rejeté les propositions d'« intégration approfondie » mises en avant par un Boris Eltsine en pleine campagne électorale. Avec l'Azerbaïdjan et la Moldavie, l'Ukraine est par ailleurs l'une des rares Républiques de la Communauté des Etats indépendants (CEI) à continuer de s'opposer au principe du stationnement des troupes russes sur son territoire.

Devenues l'objet d'attentions particulières de l'Ouest, les autorités ukrainiennes ont pourtant du mal à définir leur propre stratégie dans le grand jeu de recomposition géopolitique de l'Europe et notamment face à l'élargissement de l'OTAN. L'Ukraine (qui n'est pas candidate à l'adhésion) redoute ce processus presque autant que la Russie, mais pour des raisons différentes : prise en tenaille entre deux éventuels blocs militaires antagonistes, elle craint d'être poussée, par défaut, dans les bras de Moscou, qui détient encore bien des leviers (approvisionnement en gaz et en pétrole, minorité russe). Les « partenaires » occidentaux de l'Ukraine seraient-ils alors aussi prompts à soutenir son indépendance ?

Natalie Nougayrède

## Le ralentissement économique européen handicape la croissance des pays industrialisés

### WASHINGTON

Un G7 chassé l'autre. A peine les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés avaient-ils achevé, samedi 20 avril, à Moscou, leurs discussions sur la sécurité nucléaire que leurs ministres des finances, épaulés par les gouverneurs des banques centrales, devaient se retrouver à Washington dimanche, en une nouvelle formation G7.

Pour discuter, cette fois, de la situation économique mondiale, sujet traditionnel dans ce genre d'enceinte. Avec cette fois en prime le problème des informations économiques à fournir régulièrement à la communauté financière, via le Fonds monétaire, pour permettre aux marchés financiers d'avoir une meilleure appréciation de la situation des pays et, donc, de réagir de façon plus appropriée qu'ils ne l'ont fait jusqu'à maintenant. Les Sept devaient également se pencher une nouvelle fois sur la question du renforcement des moyens financiers mis à la disposition du FMI et sur l'allègement de la dette des pays pauvres.

Une fois n'est pas coutume : le calme prévaut sur le marché des changes depuis que le yen et le dollar ont conclu une trêve. Selon un des artisans de la réunion de Washington, celle-ci est à mettre au compte de « la stratégie de renversement ordonné décidée au printemps 1995 ». Une accalmie qui permettra aux grands argentiers de consacrer davantage de temps

à la situation économique des pays membres. Et, sans doute, de méditer les mises en garde adressées le 17 avril par les économistes du FMI à l'occasion de la présentation de « Perspectives économiques mondiales ». Tout en se montrant relativement optimistes pour 1997, les experts du Fonds ont en effet été contraints de revoir à la baisse leurs prévisions de croissance d'ici à la fin de l'année pour les pays industrialisés et de la ramener à 2,2 % en moyenne, essentiellement en raison de la contre-performance des économies allemande et française (Le Monde du 19 avril).

### LA MONNAIE UNIQUE MENACÉE

Alors que le Japon enregistre actuellement une reprise plus marquée que prévu et que les Etats-Unis continuent à afficher une croissance encore soutenue et non inflationniste, l'Union européenne est à la traîne. Elle comptait 11 % de chômeurs par rapport à sa population active en février, soit, selon les derniers chiffres d'Eurostat, 18,3 millions de personnes privées d'emploi. Cette situation est jugée préoccupante non seulement au regard des conséquences propres à chaque pays membre, mais aussi dans la perspective de la réalisation de la monnaie unique européenne, qui exige que soient atteints certains objectifs fixés par le traité de Maastricht. Ainsi le ralentissement de l'activité pourrait compromettre la réalisation de l'union monétaire européenne en 1999.

La récente annonce, par le gouvernement allemand, d'une compression encore plus drastique des dépenses publiques, et tout particulièrement des dépenses sociales, est révélatrice des difficultés actuelles de l'Union européenne. Confirmant le pronostic des économistes du FMI qui prévoient, au mieux, une augmentation de 1 % du PIB allemand cette année, le ministre de l'Economie, Günter Rexrodt, indiquait le 16 avril que son pays ne pourrait pas tenir l'objectif de croissance fixé à 1,5 % pour 1996. Au même moment, son homologue du travail, Bernhard Jagoda, fixait à 3,8 millions le nombre de chômeurs que le pays risque de compter à la fin de l'année, soit une légère diminution par rapport aux 3,99 millions enregistrés en mars. Il reste que l'Office d'indemnisation des chômeurs, placé sous l'autorité de son ministère, a établi son budget sur la base de 3,54 millions de chômeurs. A elle seule, cette forte hausse du chômage allemand par rapport aux prévisions initiales va entraîner un surcoût de 5 milliards de marks, l'équivalent de 17 milliards de francs.

Un argument de plus pour le gouvernement de Helmut Kohl qui - avec l'aval du FMI - entend réduire les dépenses, et notamment l'ensemble des prestations sociales. Au grand dam des syndicats, qui menacent de se mettre en grève.

Serge Marti

## Silvio Berlusconi et Romano Prodi face à face

A deux jours des élections italiennes, les chefs des deux coalitions ont débattu avec civilité... sans parler de la justice

### ROME

de notre correspondant

A deux jours des élections législatives en Italie, le duel télévisé, vendredi 19 avril, entre les chefs des deux coalitions, M. Prodi et M. Berlusconi, est resté très en deçà de l'attente, malgré une bande-annonce alléchante, sur la musique de Rocky, la série des films de boxe de Sylvester Stallone. Après deux mois de rixes électorales, les adversaires avaient retrouvé quelque civilité.

A la droite du journaliste Enrico Mentana donc, Silvio Berlusconi, chef du Pôle des libertés, la coalition de centre-droit ; self-made man milliardaire ; fondateur de Fininvest et surtout créateur de Forza Italia (FI), le parti-entreprise qui, aux législatives de 1994, lui avait permis de devenir président du Conseil. Costume sombre, cravate à pois, éternel bronzage à peine accentué par le maquillage. Sous cette image de papier glacé, il affichait, outre le sourire électoral de rigueur, une sobriété mesurée des gestes et une grande habitude des caméras. Normal pour le propriétaire de deux grandes chaînes privées dont, précédemment, la cinquième chaîne, sur laquelle avait lieu le débat.

A la gauche du modérateur, le professeur catholique Romano Prodi, animateur de l'Olivier, la vaste coalition de centre-gauche. Lunettes épaisses du grand technocrate qui fut par deux fois à la tête de l'IRI, conglomérat industriel d'Etat, le veston ouvert sur une large cravate rouge ; une ombre bleue de barbe renaissance et l'élection embrouillée : Romano Prodi ne crevait, certes, pas l'écran, mais, paradoxalement, de ce léger débraillé, naissait une chaleur instinctive qui, aux yeux de certains, pouvait avoir la force de la conviction.

Que se sont-ils dit ? Rien que les électeurs n'aient déjà entendu au long de cette longue campagne. Chacun a réitéré son credo : « Solidarité », « Etat social à préserver », « Unité du pays et priorité à l'emploi et à la formation des jeunes dans le Mezzogiorno » pour Romano Prodi ; « Changement », « Soutien aux jeunes entrepreneurs », « Allègement des taxes pour les petites entreprises » pour Silvio Berlusconi. Ce dernier répéta une bonne dizaine de fois le mot « entreprise », comme un appel aux artisans, commerçants et petits entrepreneurs qui forment le terrain productif du Nord industriel. Un Nord qui, après avoir été séduit en 1992 par la Ligue d'Umberto Bossi, s'était rallié à Forza Italia il y a deux ans, et héste, dit-on, aujourd'hui à poursuivre plus à droite encore son chemin, pour rejoindre les rangs d'Alliance nationale (AN), le parti de Gianfranco Fini, cet allié-ennemi

de Silvio Berlusconi qui le dévore de l'intérieur.

Pour le reste, les deux dirigeants sont d'accord : la pression fiscale, trop élevée, doit être allégée ; et surtout, en cas de match nul, dimanche soir, il conviendra de former un gouvernement de « large entente », au service des réformes constitutionnelles jugées de part et d'autre nécessaires.

Le plus pugnace aura été sans conteste M. Berlusconi, même s'il a perdu un peu de sa superbe d'il y a deux ans. Il s'est constamment plaint de la partialité de la presse à son encontre, au point d'exhiber un supplément de la Repubblica dans lequel le siège de son parti ne figure pas avec les autres, dans la présentation générale des élections données par le journal. Le plus gros de ses attaques a porté sur le point faible de l'adversaire : l'alliance électorale de l'Olivier avec les nostalgiques de Rifondazione comunista (PRC), qui aggrave l'aspect hétéroclite de la coalition de centre gauche.

En revanche, la palme du bon

Chacun a réitéré son credo : « solidarité », « unité du pays » pour Romano Prodi ; « changement », « soutien aux entrepreneurs » pour Silvio Berlusconi

mot est allé à Romano Prodi, qui, évoquant la disproportion de moyens entre la campagne avec hélicoptères, techniciens, spécialistes des médias de Silvio Berlusconi, et la sienne, effectuée avec un autobus Pullman à travers le pays, s'est dit convaincu « de ce que jamais une armée de mercenaires ne porterait sur une armée de volontaires ».

Manquait un sujet très attendu, sur lequel les deux adversaires ont souvent croisé le fer : la justice. Pas un mot. Au point que l'on pouvait totalement oublier que le professeur Prodi a reçu un avis d'ouverture d'enquête concernant la privatisation d'une entreprise de l'IRI et que Silvio Berlusconi est actuellement jugé pour « corruption » de la brigade financière.

Marie-Claude Decamps

Lire aussi notre éditorial page 11

## La cavalcade solitaire d'Umberto Bossi

### ROME

correspondance

On va voter en Italie. Mais tout ce qui se passe de l'autre côté du Pô ne semble guère intéresser Umberto Bossi. Le chef de file de la Ligue du Nord ne jure désormais que par une idée, un projet : la Padanie, qui serait un Etat formé par les riches régions situées au nord du Pô, auxquelles il ajoute, au risque d'une petite entorse à la géographie, quelques zones limitrophes. Son objectif reste le même : le fédéralisme, à obtenir au plus vite, faute de quoi il ne reste plus qu'à se séparer. C'est le discours actuel d'Umberto Bossi, qui semble dernièrement très inspiré par le héros de Braveheart, l'indépendantiste écossais. « Les guerriers sellent leurs chevaux », aime-t-il répéter en haranguant les foules.

Combien de cavaliers se retrouveront, avec lui, à Rome le soir du 21 avril ? Infinitement moins que ces 180 parlementaires qu'il réussit à faire élire en 1994 grâce à son accord électoral avec Silvio Berlusconi. Qu'importe, cette cavalcade solitaire aux accents séparatistes se fait, aujourd'hui, aussi bien contre

la droite que contre la gauche, avec laquelle il avait soutenu le gouvernement Dini tout au long de l'année dernière et qui semblait, à un certain moment, vouloir conclure une alliance avec l'homme du Nord.

Umberto Bossi a radicalisé son discours. Provocateur plus que jamais, il a lancé coup sur coup son « Parlement de Mantoue » et sa « Constitution du Nord ». Il tonne contre « Roma ladrona » (« Rome la voleuse ») et le fait sans doute en connaissance de cause. Partie en sourdine, sa campagne semble en effet avoir été payante. La Ligue se voit en reprise. Elle pourrait ajouter à son électoral traditionnel, à son noyau dur remobilisé par la radicalisation du discours de son chef, le vote de ceux qui trouvent un peu trop confus les programmes et les candidats des deux principales coalitions. A deux jours des élections, Umberto Bossi paraissait ainsi s'être rapproché de son véritable objectif, celui de devenir l'arbitre de la situation. S'il réussissait ce coup de maître, on peut être sûr qu'il vendrait cher son ralliement.

Salvatore Alibé

Du 22  
Foru

22 avril  
toutes les Foru  
permettent de  
les possibilités



150

Publicité

LE MONDE / DIMANCHE 21 - LUNDI 22 AVRIL 1996 / 5

## Silvio Berlusconi Romano Prodi face à face

Les deux jours des élections italiennes, les deux coalitions ont débattu sans parler de la justice

Le débat télévisé entre Silvio Berlusconi et Romano Prodi, le dimanche 19 avril, a été l'un des moments les plus attendus de la campagne électorale italienne. Les deux hommes, chefs de file des deux principales coalitions, ont débattu de la justice, de l'économie, de la politique étrangère, mais sans jamais aborder le sujet de la justice. Berlusconi, leader de la coalition de centre-droite, a insisté sur la nécessité de réformer le système judiciaire, qui est considéré comme l'un des principaux problèmes de l'Italie. Prodi, leader de la coalition de centre-gauche, a répliqué que la justice était un domaine où l'on ne pouvait pas improviser et qu'il fallait attendre les résultats des élections pour décider de la meilleure façon de procéder. Le débat a été très animé, mais les deux hommes ont évité de s'engager dans une véritable querelle. Les téléspectateurs ont pu constater que les deux candidats ont des positions très différentes sur la justice, mais qu'ils sont capables de dialoguer et de débattre de manière constructive.

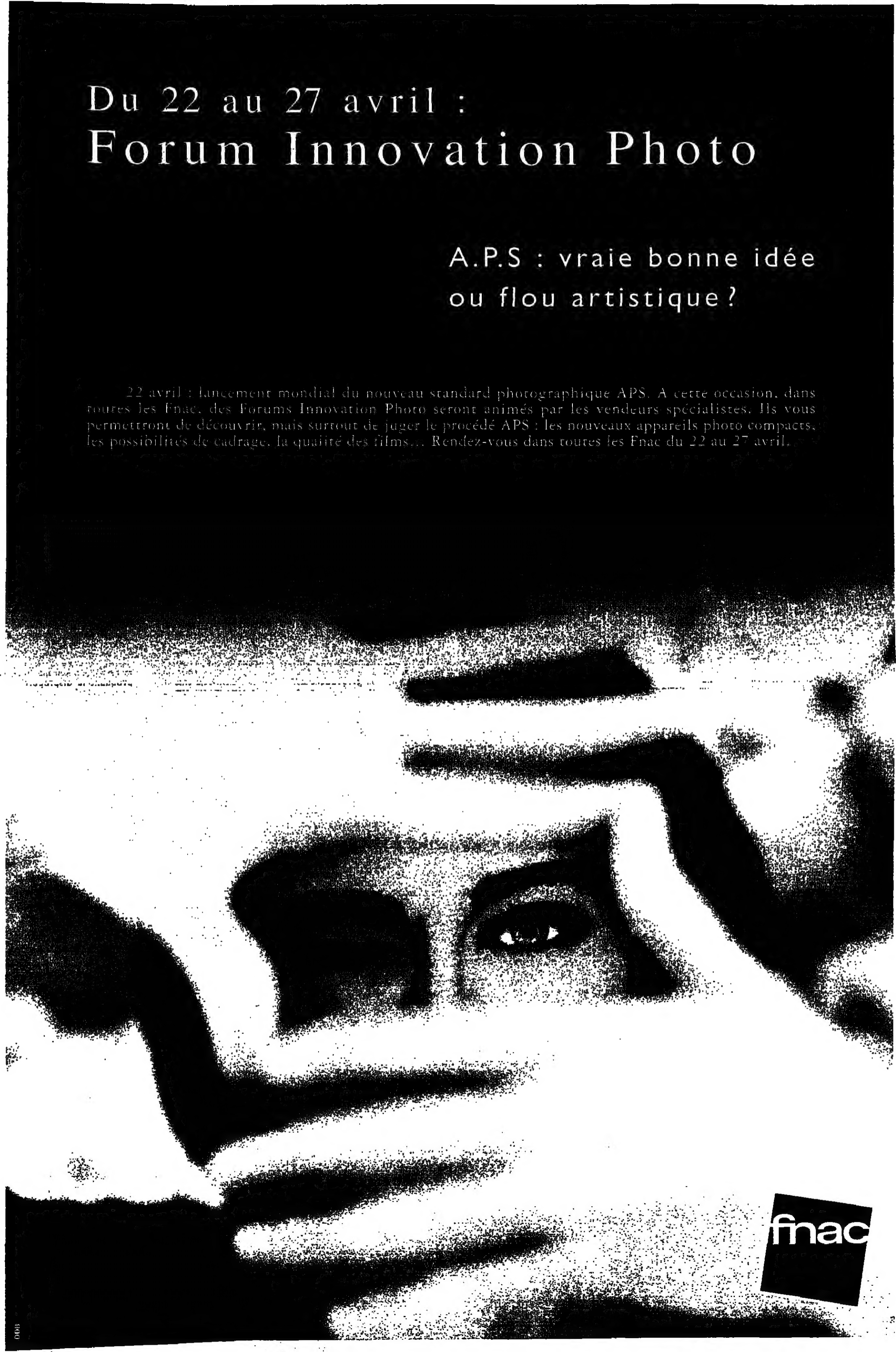
## La cavalcade sentimentale d'Umberto Bossi

Umberto Bossi, leader de la coalition de centre-droite, a été l'objet d'une véritable cavalcade sentimentale ces derniers jours. Il a été entouré par ses partisans, ses amis, ses collègues, et a été félicité pour sa performance lors du débat télévisé. Bossi a réagi avec humilité et a remercié tous ceux qui l'ont soutenu. Il a également déclaré qu'il était prêt à accepter le résultat des élections, qu'il soit favorable ou défavorable à sa coalition. Cette attitude a été saluée par ses partisans, qui ont vu en Bossi un homme d'honneur et de courage. La cavalcade sentimentale a permis à Bossi de se reconnecter avec ses partisans et de leur exprimer sa gratitude. Elle a également permis à Bossi de se préparer à l'éventualité d'une victoire, en se entourant de ses proches et de ses amis.

# Du 22 au 27 avril : Forum Innovation Photo

A.P.S : vraie bonne idée  
ou flou artistique?

22 avril : lancement mondial du nouveau standard photographique APS. A cette occasion, dans toutes les Fnac, des Forums Innovation Photo seront animés par les vendeurs spécialistes. Ils vous permettront de découvrir, mais surtout de juger le procédé APS : les nouveaux appareils photo compacts, les possibilités de cadrage, la qualité des films... Rendez-vous dans toutes les Fnac du 22 au 27 avril.



fnac



**NÉGOCIATIONS** La délégation du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) a suspendu, vendredi 19 avril, sa participation à la réunion du comité de suivi

des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie. Le FLNKS, qui revendique la création d'un État indépendant, dès 1998, et laisserait à la France la responsabilité de la sécurité

intérieure, de la défense et des affaires étrangères, a refusé de s'engager trop vite dans la voie d'un compromis, de crainte de ne pas être compris. Le PRÉSIDENT du

FLNKS, qui va réunir un bureau élargi le 27 avril, se déclare prêt à poursuivre les discussions sur la base d'un règlement définitif du contentieux colonial, à travers « un proces-

sus irréversible » d'accession à l'indépendance. Le GOUVERNEMENT considère que la suspension des négociations n'est pas une rupture, mais un « signal d'attente ».

## Le FLNKS suspend les discussions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Les indépendantistes kanaks ne veulent pas s'engager trop vite sur la voie d'un compromis, mais sont prêts à rediscuter sur la base d'un règlement du contentieux colonial. Le gouvernement reste serein

**C'EST UNE TRADITION** : lorsque les responsables du Front de libération nationale kanak et socialiste se retrouvent à Paris, ils se répartissent dans deux hôtels, tout proches l'un de l'autre. Vendredi soir, assez tard, une moitié de la délégation au comité de suivi des accords de Matignon erre aux alentours de la Madeleine, en quête d'un restaurant. Fettuccini et vin rosé, petit budget. « Les Français n'ont rien compris. » A la mi-journée, vendredi 19 avril, le FLNKS a claqué la porte.

« On nous écoute, mais on ne nous entend pas. C'est tragique, la mentalité kanak n'est pas comprise. » La veille au soir, le président du Front, Rock Wamytan, était ressorti « confiant », après avoir entendu le premier ministre, Alain Juppé, s'exprimer sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Il n'était pas le seul. D'un commun

accord, dans la cour de l'hôtel Matignon, les indépendantistes kanaks minimisaient l'incident provoqué par la publication, dans *Le Figaro*, d'un projet d'accord-cadre reconnaissant à la Nouvelle-Calédonie « une identité propre au sein de l'ensemble français » (*Le Monde* du 20 avril). C'est la coutume : on n'éclate pas ses divisions chez les autres.

Mais, le même jour, dans la soirée, la quinzaine de membres de la délégation indépendantiste se réunissent et jugent que trop, c'est trop. Après la divulgation, dans la presse, d'un document interne, ressentie comme une provocation, le rejet par M. Juppé de toute évolution institutionnelle qui s'apparenterait à l'indépendance est soudain mal vécu. « On négocie. Ça veut dire qu'on examine toutes les hypothèses : l'autonomie et l'indépendance », affirme Raphaël Ma-

pou, membre du bureau politique du Parti de libération kanak (Pulka), la composante considérée comme la plus radicale du FLNKS. « On les avait prévus : il ne fallait pas que le premier ministre ferme la porte. »

Les choix des Kanaks sont parfois difficiles à comprendre, notamment lorsqu'ils revendiquent la création d'un État indépendant, dès 1998, mais qui laisserait à la France la responsabilité de la sécurité intérieure, de la défense, des affaires étrangères. Les Français comprennent, à tort, qu'il s'agit là d'un statut d'autonomie, à la mode polynésienne. « Pas du tout ! Nous, nous ne venons pas ici pour avoir un peu de flic », s'empare Charles Pidjot, chargé au sein du FLNKS de conduire les négociations avec l'Etat et le camp anti-indépendantiste en comité restreint. « Dès lors que l'on refuse

une rupture du type de celle qui s'est produite avec l'Algérie, l'indépendance passe par une période transitoire, une période de rétrocession des compétences, pendant un certain nombre d'années qui reste à définir », explique M. Mapou.

**GENTIMENT** « On a pensé que l'indépendance-association serait le meilleur habillage pour l'opinion publique », ajoute un autre membre de la délégation. Le FLNKS a refusé, vendredi, de s'engager trop vite sur la voie d'un compromis qui ne serait pas compris. Il l'a fait gentiment. Au ministère de l'Outre-mer, après trois quarts d'heure de discussion, Charles Pidjot s'est retiré ostensiblement, pour marquer son désaccord, mais les autres membres de la délégation sont ensuite partis, les uns après les autres, sur la pointe des pieds. « Chez nous, le si-

lence pèse plus lourd que la parole, dit d'un air sombre Raphaël Mapou. Nous sommes un peuple de consensus. On arrive toujours à accepter ce qui est inacceptable. Mais, comme responsables politiques, il faut bien, à un moment, se faire comprendre. » Le 27 avril, le FLNKS va se réunir en bureau élargi. « On va convoquer la base », précise Victor Tutugoro, de l'Union du peuple mélanésien, une petite composante du FLNKS, « parce que la Nouvelle-Calédonie, c'est une chaudière actuellement ».

Au gouvernement, on se déclare « serein ». On juge que la suspension des négociations n'est pas le signe d'une rupture, tout juste « un signal d'attente ». « Interrompre n'est pas rompre. Il faut que chacun se retourne vers sa base », a affirmé le ministre délégué à l'Outre-mer, Jean-Jacques Peretti. Cehul-ci, maire de Sariati, en

Dordogne, devait accueillir, samedi et dimanche, dans sa commune les délégations du FLNKS et du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, présidé par le député (RPR) Jacques Lafleur. Les indépendantistes n'ont pas. Là encore, c'est une coutume : quand le ciel s'assombrit, en Kanaky, il arrive que l'on se retire au village. « Notre volonté de trouver une solution consensuelle est intacte. Mais Lafleur a adhéré au projet de Juppé, et Juppé à celui de Lafleur », dit un négociateur. Le président de l'Union des syndicats de travailleurs kanaks et exploités (USTKE), Louis Kotra Ureguei, précise : « Le FLNKS n'a qu'un seul interlocuteur. On a pu se rendre compte à quel point les liens entre le président du RPR [M. Juppé] et le président du RPRC sont déterminants ».

Jean-Louis Saux

### « Un processus irréversible d'accession à l'indépendance »

DANS UN COMMUNIQUÉ publié vendredi 19 avril, Rock Wamytan, président du FLNKS, a déclaré :

« La proposition d'un statut d'autonomie interne, annoncée par le premier ministre, Alain Juppé, et présentée comme une option ferme et définitive, est en contradiction avec la démarche engagée par les partenaires des accords de Matignon depuis le 16 octobre 1995. Cette position, qui montre très clairement les limites de la solution dite consensuelle, fait totalement abstraction du règlement du contentieux colonial entre l'Etat français et le peuple kanak. (...) »

« Le FLNKS a fait part de son projet politique pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, dont les principes sont les suivants : mise en place d'un processus irréversible d'accession à la souveraineté, au travers de la création d'un Etat associé à la France ; règlement du contentieux colonial, par un geste fort de l'Etat,

devant se traduire par le transfert du patrimoine minier et de l'ensemble des ressources naturelles, ainsi que des outils de développement. (...) La période transitoire, susceptible d'être négociée, devait permettre de poursuivre la politique de développement et de rééquilibrage engagé, afin que l'évolution vers une indépendance politique s'accompagne des outils et des moyens d'une indépendance économique. La réponse [du] premier ministre (...) indique un refus clair du gouvernement français d'engager un véritable processus de décolonisation politique et économique de la Nouvelle-Calédonie. (...) Face à cette situation, la délégation officielle du FLNKS a pris la décision d'interrompre, ce jour, les discussions sur les bases engagées en octobre 1995. (...) »

« Le FLNKS annonce cependant son intention de poursuivre les discussions sur les bases d'une solution négociée entre le peuple kanak et l'Etat français, visant à régler définitivement le contentieux colonial, au travers d'un processus irréversible d'accession à la souveraineté et à l'indépendance de notre pays. »

### COMMENTAIRE

#### GAGNER DU TEMPS

En quittant, vendredi, la table des négociations, la délégation du FLNKS a voulu marquer son refus de se voir embarquer, plus vite qu'à son rythme, dans une voie compromettante. Elle a marqué ainsi son indépendance d'esprit. Le peuple kanak est lourd de trop de frustrations. Il redoute de se faire piéger, une fois encore. L'arrêt des négociations, imprévisible, n'est sans doute qu'un épisode, mais on aurait tort d'en négliger les raisons. Au sein de la délégation indépendantiste, le président du FLNKS, Rock Wamytan, et celui de l'Union calédonienne, François Burik, ont sans

doute eu le tort de trop efficher leur bonne volonté à l'égard de leurs partenaires, l'Etat et les représentants du camp anti-indépendantiste.

Le FLNKS est une formation composite qui rassemble toutes les sensibilités. Ses responsables les plus radicaux, souvent venus de l'action syndicale ou du monde de l'entreprise, ont notamment été choqués par la partialité de l'Etat. Ils ont eu le sentiment que le gouvernement et le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPRC) ne constituaient qu'un seul et même interlocuteur.

Le gouvernement, c'est clair, n'est pas favorable à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Il a réellement donné des signes de bonne volonté en acceptant le

principe d'une reconnaissance officielle des méfaits de la colonisation et en apportant son soutien au choix des indépendantistes de rééquilibrer le développement économique de la Nouvelle-Calédonie. Mais il hésite encore sur la façon de redistribuer la maîtrise des ressources minières, déterminantes pour l'avenir et qui ont, de surcroît, une valeur de symbole dans la culture mélanésienne. Et surtout, déterminé à régler rapidement le dossier calédonien, le gouvernement a négligé la difficulté des dirigeants du FLNKS à convaincre leurs compatriotes d'accepter une solution institutionnelle qui ne serait pas l'indépendance immédiate.

J.-L. S.

## L'impôt sur la fortune est allégé pour les résidences principales

LES CONTRIBUABLES assujettis à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) paieront, en juin, au titre de 1996, une contribution moins forte que prévu. La nouvelle n'est pas encore officielle, mais elle le sera dans les prochains jours. C'est la décision que vient de prendre le ministère du budget.

On se souvient de l'origine de l'affaire (*Le Monde* du 30 mars). La chambre commerciale de la Cour de cassation a récemment rendu un arrêt (n° 301 P. En date du 13 février) donnant raison à un contribuable en litige avec l'administration fiscale. Ce contribuable avait minoré de 30 % la valeur de sa résidence principale dans sa déclaration à l'impôt sur les grandes fortunes.

Les services des impôts n'avaient pas admis cette pratique. Ceux-ci considéraient qu'une décade n'était admissible que pour les biens mis en location, leur valeur marchande étant moindre que pour les appartements libres de toute occupation.

C'est donc ce point de contentieux que la Cour de cassation a tranché. Sans se prononcer sur le montant de la décote pratiquée par le contribuable, à l'évidence excessif, elle a observé que le bien taxable étant « occupé », c'est « en fonction de cette circonstance », et seulement en fonction de celle-ci, que l'évaluation devait être faite. En clair, le fait que l'occupant soit le propriétaire du lieu est indifférent.

Alors que les résidences principales constituent près de 15 % des patrimoines assujettis à l'ISF, cet arrêt est donc important et a placé le gouvernement devant un choix difficile.

Il pouvait en effet décider de légiférer pour que cette jurisprudence ne s'applique pas. Il y a renoncé pour les raisons que l'on devine : alors que dès 1995, l'ISF a déjà fait l'objet d'une surtaxe de 10 %, sans doute le gouvernement

n'a-t-il pas jugé opportun d'ouvrir un débat qui aurait fait quelques vagues à droite.

En conséquence, la jurisprudence va donc s'appliquer. De quelle manière ? Le ministère du budget a donné consigne au directeur général des impôts de publier, ce qui est souvent la procédure utilisée en ce type de circonstances, un « commentaire d'arrêt » dans le bulletin officiel des impôts (BOI). Cette instruction sera rendue publique dans les prochains jours et fixera les nouvelles règles du jeu. L'interprétation de l'arrêt devrait être plutôt restrictive. D'abord, contrairement à ce que pensaient de nombreux fiscalistes, Bercy exclut que la jurisprudence puisse aussi s'appliquer aux résidences secondaires. Certains contribuables l'espéraient, en faisant valoir que le motif retenu par la Cour de cassation pouvait également s'appliquer à elles.

Les experts du ministère des fi-

nances sont d'un avis contraire. Ils observent qu'un propriétaire qui vend sa résidence principale n'a pas forcément d'appartement de repli, ce qui peut justifier une minoration dans l'évaluation du bien concerné, alors qu'avec une résidence secondaire, on est dans un cas de figure totalement différent.

**UNE CHARGE SYMBOLIQUE** Bercy devrait également donner une instruction aux services fiscaux sur le montant de la décote autorisée.

Traditionnellement, celle-ci varie. Pour un appartement en location, la valeur marchande est sensiblement minorée en début de bail et remonte en fin de bail ; la décote autorisée par le fisc évolue donc, elle aussi, en fonction de la durée du bail.

Dans le cas, nouveau pour le fisc, des résidences principales, le système devrait être proche, car la décote sera évidemment fonction

de l'évolution du marché immobilier. L'instruction devrait toutefois fixer la minoration maximale autorisée. Celle-ci devrait être proche de 20 %.

Au total, Bercy tend donc à considérer que l'effet de cette jurisprudence sur les rentrées fiscales au titre de l'ISF devrait être très faible, même si elle pourrait faire passer sous le seuil d'imposition (4,61 millions de francs) de nombreux contribuables concernés par la première tranche du barème.

Mais en ira-t-il de même pour les retombées politiques ? C'est loin d'être acquis. C'est le paradoxe de cet impôt : s'il pèse d'un poids quasi dérisoire dans le paysage fiscal français (à peine 9 milliards de francs sur quelque 1 400 milliards de francs de recettes), sa charge symbolique est considérable.

Laurent Mauduit

## M. Arthuis a installé la commission sur la réforme fiscale

LE MINISTRE de l'économie et des finances, Jean Arthuis, et le ministre délégué au budget, Alain Lamassoure, ont procédé, vendredi 19 avril, à l'installation de la commission de réflexion chargée de faire des propositions de réforme fiscale au gouvernement.

Présidé par Dominique de La Martinière, ancien directeur général des impôts, et composé de Robert Baconnier, qui a occupé le même poste avant de passer au privé pour diriger un grand cabinet de conseil fiscal, de Bernard Ducamin, conseiller d'Etat et auteur d'un rapport connu sur la fiscalité, de Jacques Delmas-Marsalet, ancien chef du service de la législation fiscale et enfin de Jean Marmot, président de la commission des comptes de la Sécurité sociale, ce groupe de travail devra

remettre ses conclusions avant la fin du mois de mai.

Le ministre des finances a indiqué qu'il attendait de lui « un texte d'orientation fiscale ». Celui-ci sera ensuite soumis, à l'automne, au Parlement, en même temps que le projet de loi de finances pour 1997. Selon M. Arthuis, les propositions devront répondre à plusieurs objectifs : « Renforcer l'équité » d'un système de prélèvements obligatoires « qui a mal vieilli », réformer ce système dans le but d'« améliorer l'efficacité économique » et « alléger les prélèvements et les simplifier ».

Le ministre n'a pas indiqué précisément quels étaient les impôts qui seront concernés par ce travail de réflexion. Tout juste a-t-il précisé que le but poursuivi n'était pas de « faire un rapport de plus »,

mais de « définir un chemin praticable » pour les cinq années qui viennent. Il a également précisé que la commission devrait lui suggérer « des mesures favorables à l'investissement des entreprises ».

De tous ces nombreux objectifs, quels sont ceux qui seront prioritaires ? Pour leur première réunion de travail, les membres de la commission se sont gardés de lever le voile sur ce que pourrait être leur recommandation principale. Devant les photographes, M. de La Martinière, que Jacques Chirac a déjà consulté ces derniers mois sur les questions fiscales, s'est juste laissé aller à cette confidence : « Personnellement, je paie beaucoup d'impôts. Beaucoup trop. Surtout cette année... »

L. M.

## Alain Carignon souhaite rester président du conseil général

L'ANCIEN MAIRE (RPR) de Grenoble, condamné le 16 novembre 1995 à cinq ans de prison, dont deux avec sursis, pour « corruption », « recel d'abus de biens sociaux » et « subornation de témoins », a décidé de rester à la tête du département de l'Isère au-delà du 30 avril 1996.

Alain Carignon avait pourtant affirmé, à plusieurs reprises, qu'il « remettrait [son] mandat de président » du conseil général à cette date. Onze conseillers généraux RPR et divers droits sur cinquante-huit, tous signataires d'une pétition en sa faveur, ont déclaré vendredi 19 avril avoir reçu le soutien de cinq cents élus de l'Isère pour lui demander de demeurer à son poste pendant la durée de son procès en appel, qui s'ouvrira le 20 mai à Lyon. M. Carignon a fait savoir aussitôt qu'il répondait favorablement à leur sollicitation. (Corresp.)

## Le RPR varois s'organise pour contrer le Front national

APRÈS SES ÉCHECS lors de l'élection législative partielle à Brignoles et la victoire du Front national à Toulon aux dernières municipales, le RPR a annoncé, vendredi 19 avril, la réorganisation de sa fédération du Var. Le mouvement néogaulliste va créer à Toulon une nouvelle structure, baptisée « section de ville », dont la responsabilité a été confiée au conseiller général Marc Bayle. Membre du cabinet du ministre délégué à l'Outre-mer, M. Bayle est également l'auteur d'un ouvrage très critique sur le FN, *Le Front national, ça n'arrive pas qu'aux autres*, dans lequel il dénonce notamment « les compromissions souterraines d'une partie de la droite varoise ».

### DÉPÊCHES

■ **RUMEURS** : Jean-Paul Roux, coordonnateur de l'UFF-UNSA, première organisation syndicale dans la fonction publique d'Etat, a demandé, jeudi 18 avril, que le gouvernement « arrête de procéder par insinuations dans la presse, s'il ne veut pas faire exploser le dialogue social ». Cette déclaration fait suite à des rumeurs, en provenance de Bercy, sur une diminution des effectifs de la fonction publique en 1997 (*Le Monde* du 19 avril).

■ **EMPLOIS** : Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, a annoncé, jeudi 18 avril, la mise en place de groupes de travail entre la ville, les associations, l'ANPE et les services de l'Etat pour favoriser la création d'emplois familiaux. Selon la ville, l'ensemble de ce marché représente 14 000 emplois équivalents temps plein, soit de 20 000 à 25 000 personnes.

■ **MÉMOIRE** : Bernadette Chirac a visité le Musée du septennat à Château-Chalon (Nièvre), vendredi 19 avril. Ce musée a été créé par François Mitterrand en 1986, pour recevoir tous les cadeaux reçus par l'ancien président lors de ses voyages officiels.

Prix de l'ann...  
Chaque ann...  
1800 F



**Après Chicago, Dallas/Fort Worth, Miami et New York,**

**annoncer l'ouverture d'un**

**nouvelle Classe Affaires, vous pourrez découvrir de nouveaux écrans vidéo individuels**

**Sony Walkman™ et apprécier 75 % d'espace supplémentaire pour les jambes.\*\***

**Pour fêter l'événement, nous vous proposons l'aller et retour en Classe Economique**

**à 1800 F. Sachez enfin que ce vol direct et quotidien Paris-Boston peut vous emmener**

**jusqu'à Los Angeles. Pour toute information ou réservation, contactez votre agence**

de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris/Ile de France) ou 05 23 00 35

(n° vert/province). 3615 American Airlines (2,23 F/mn). **American Airlines**

Vol quotidien sans escale Paris-Boston-Paris		
VOL	DEPART	ARRIVÉE
147	12h40	14h30
146	18h35	7h30 (+1)

\*Billet aller et retour non remboursable. Le voyage aller devra être effectué avant le 31 mai 96 et le retour avant le 20 juin 96 à minuit. Tarif valable uniquement pour un aller et retour effectué du lundi au jeudi, supplément de 250 F pour un départ et retour du vendredi au dimanche. Réservations à effectuer au moins 7 jours avant le départ. Achat du billet à effectuer 7 jours avant le départ ou dans un délai de 24 heures après la réservation. Minimum de séjour : la nuit du samedi, maximum de séjour 30 jours. Taxes non comprises. Nombre de sièges limité. Les prix ne sont pas valables sur tous les vols et peuvent être sujets à modifications sans préavis. Les tarifs et horaires sont sujets à approbation gouvernementale. Des changements dans votre billet peuvent se faire moyennant la somme de 600 FF selon les restrictions s'appliquant à ce nouveau tarif. D'autres restrictions peuvent s'appliquer. <sup>®</sup>Espace défini sur un avion comportant 3 classes de services. Sony et Video Walkman sont des marques déposées de Sony. American Airlines est une marque déposée d'American Airlines, Inc. ©. Tous droits réservés.



21/04/1995

« VACHE FOLLE » Alors que Londres réclame la levée de l'embargo provoqué par l'épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine, un document confidentiel du Comité

scientifique vétérinaire de l'Union Européenne dénonce le caractère potentiellement infectieux de tous les dérivés bovins d'origine britannique. ● LE COMITÉ n'a pas pu ob-

tenir le détail des procédés britanniques de fabrication de la gélatine et émet des doutes sur la plupart des procédés de fabrication du suif. Le refus d'assouplir l'embargo sur

les produits dérivés des carcasses bovines qui frappe le Royaume-Uni se fonde sur ces conclusions. ● L'AGENCE européenne du médicament a, pour sa part, fait savoir que

les gélatines issues des bovins britanniques ne devaient pas être utilisées par l'industrie pharmaceutique. Celle-ci lui a donné des assurances en ce sens.

## La gélatine d'origine britannique pourrait être dangereuse

Selon un document du Comité scientifique vétérinaire de l'Union européenne, tous les dérivés fabriqués à partir des bovins du Royaume-Uni doivent être considérés comme potentiellement infectieux

### BRUXELLES

de notre envoyé spécial  
Un document confidentiel du comité scientifique vétérinaire de l'Union européenne fournit de nouveaux éléments de compréhension de la crise internationale née de l'hypothèse britannique d'une possible transmission à l'homme de l'épidémie de la « vache folle ». On estimait, il y a quelques jours encore, que rien ne justifiait, d'un strict point de vue scientifique, de s'interroger sur les conséquences sanitaires de l'utilisation des très nombreux produits (aliments pour l'homme et l'animal, médicaments, cosmétiques, etc.) contenant des dérivés de la gélatine et du suif issus de la destruction des carcasses bovines d'origine britannique. Tout, pourtant, est aujourd'hui remis en question avec la décision prise, le 16 avril, par le comité vétérinaire permanent de l'Union européenne. A la surprise de nombreux observateurs, ce dernier a décidé de ne pas assouplir l'embargo sur les produits dérivés des carcasses bovines qui, depuis plusieurs semaines, frappe le Royaume-Uni.

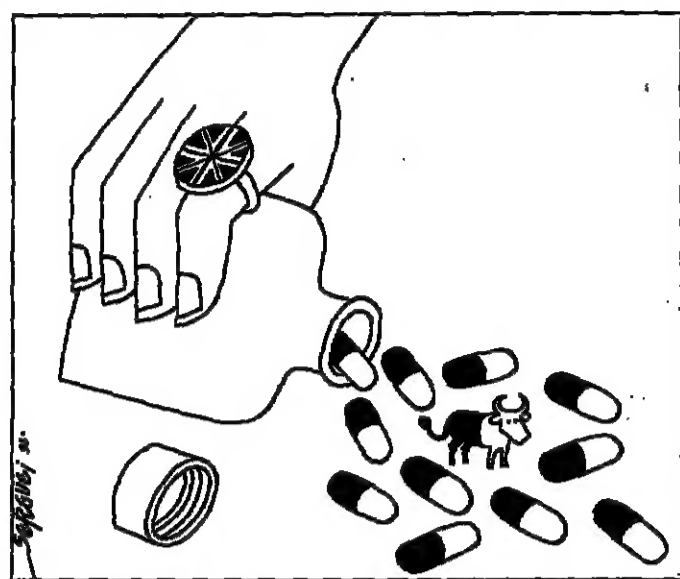
Cette décision, essentielle d'un point de vue scientifique et économique, se fonde sur un document daté du 9 avril, signé du comité scientifique vétérinaire de l'Union européenne. Ce document, confidentiel, analyse les risques potentiels liés à l'utilisation des « produits d'origine animale en relation avec l'encéphalopathie spongiforme bovine » (ESB). Il a été rédigé à la

demande de la commission de Bruxelles. Son objet est de situer, à la lumière des données scientifiques disponibles, le risque pouvant exister pour l'homme et l'animal exposés à certains produits comportant des dérivés bovins d'origine britannique.

### CERTAINS PROCÉDÉS VALIDÉS

En introduction, les auteurs de ce document rappellent que le comité scientifique s'était déjà prononcé à deux reprises sur cette question, en février 1992 et en décembre 1994. C'est la révélation de l'existence de dix cas « suspects » de maladie de Creutzfeldt-Jakob qui avait conduit les autorités européennes à demander à cette instance de reprendre en urgence l'étude du problème. Le document rappelle que les données en vigueur relatives au caractère infectieux sont variables selon la nature des tissus ovins et bovins concernés par les pathologies neurodégénératives dues aux prions. Il souligne ainsi que les tissus qui permettent la fabrication de gélatine (les peaux et les os) et le suif (ou tallow) correspondent a priori aux risques infectieux les moins importants. Il rappelle d'autre part que les dispositions prises en Grande-Bretagne (destruction des abats et des carcasses des animaux atteints par l'ESB), si elles sont effectivement mises en œuvre, devraient permettre de réduire encore le risque infectieux.

« Le comité scientifique vétérinaire reconnaît que certains procédés



ont été validés comme pouvant inactiver les agents des encéphalopathies spongiformes transmissibles, peut-on lire dans ce document. Cependant, l'ensemble des données sur les procédés de fabrication de la gélatine n'ont pas été publiées. Aussi, une analyse complète des risques ne peut pas être faite pour cette substance. Il est nécessaire d'associer différents procédés, à la fois chimique et physique, pour obtenir les meilleures garanties possibles. En d'autres termes, le comité scientifique vétérinaire n'a pas pu obtenir le détail des procédés britanniques de fabrication de la gélatine, tout se passant comme si les secrets industriels prévalaient sur l'analyse objective du risque. Cette situation est d'autant plus curieuse que certains de ces procédés de fabrication ont été récemment transmis au siège londonien de l'Agence européenne du médicament.

Au chapitre du suif, le comité scientifique vétérinaire souligne que les données disponibles jusqu'à présent concernant les différents procédés de fabrication - on en compte sept - montraient que l'on ne retrouvait pas de traces d'infectiosité de l'agent de l'ESB après injection de ces produits à

des animaux de laboratoire. Cependant, de nouvelles données concernant l'inactivation d'un agent responsable de la tremblante du mouton indiquent que seul un procédé (133 degrés sous 3 bars durant 30 minutes) permet de faire disparaître les traces d'infectiosité, ajoute le comité scientifique vétérinaire.

raire. (...) Seul ce procédé peut être considéré comme fournissant toutes les garanties pour la production du suif. En d'autres termes, les membres de ce comité jugent que six des sept procédés de fabrication ne devraient plus être autorisés en Grande-Bretagne.

### GARANTIES D'INNOCUITÉ

Ce document détaille ensuite les procédés qui, aux yeux des experts de l'Union européenne, devraient être mis en œuvre (traitements acide et alcalin, chauffage) afin de fournir les plus solides garanties d'innocuité, qu'il s'agisse de la gélatine, des acides aminés ou des phosphates. Le comité ajoute que tous ces produits devraient à l'avenir être étiquetés avec la mention des techniques de fabrication utilisées. Il entend de la sorte obtenir des données que la partie britannique estime de fait couvertes par le secret industriel.

Cependant, le comité scientifique vétérinaire souligne que « les abats spécifiques des bovins britanniques (cerveau, moelle épinière, thymus, rate, intestins et amygdales) de même que la colonne vertébrale (...) ne devraient faire l'objet d'aucune utilisation (alimentation hu-

maine et animale, médicaments, cosmétiques) et ce quel que soit le procédé de fabrication retenu ». Le comité note par ailleurs que les fabricants de gélatine des pays de l'Union européenne n'utilisent pas de gélatine dérivée de matériel bovin du Royaume-Uni.

« Le comité scientifique vétérinaire insiste sur le fait que les risques associés au matériel bovin issu du Royaume-Uni tiennent au fait qu'il existe dans ce pays une forte incidence d'encéphalopathie spongiforme bovine, conclut ce document. Toutefois, à la lumière de ce qu'on rapporte les autres pays de l'Union européenne concernant cette maladie, le comité insiste pour qu'une analyse similaire soit menée concernant les produits d'origine bovine de ces pays. » Le comité scientifique vétérinaire estime toutefois que, tant que cette analyse n'aura pas été menée, les dispositions établies en février 1992 demeurent valables. Ceci signifie notamment que la France, où seize cas de « vache folle » ont été recensés, ne peut être visée par les mesures s'appliquant à la Grande-Bretagne.

Jean-Yves Nau

## L'embargo pénalise les productions d'outre-Manche

### LONDRES

de notre correspondant

L'industrie britannique de la gélatine est l'un des secteurs économiques les plus touchés par la crise de la maladie de la « vache folle ». Un de ses porte-parole, Barry Blyth, de la plus grosse entreprise de cette branche, Croda Colloids, regrette que l'embargo n'ait pas été levé par Bruxelles sur « un produit reconnu comme complètement sûr, y compris par l'Organisation mondiale de la santé », en raison des procédures de traitement à l'acide et de stérilisation poussées dont elle est l'objet. Il voit là « une pénalisation déraisonnable ». Comme tout ce qui est tiré du bœuf britannique, la gélatine produite à partir des os et de la peau de vache reste donc interdite à l'exportation, au contraire de celle produite avec de la peau de porc.

Trois sociétés se partagent la production et l'importation de gélatine au Royaume-Uni, une industrie qui emploie environ 400 personnes pour une production de 12 000 tonnes et un chiffre d'affaires de dizaines de millions de livres : Croda Colloids, PB Gelatine,

contrôlée par un groupe belge, et Gelatine Products, par des Allemands. Pour le moment, elles compensent l'embargo en fournissant de la gélatine importée ou à base de peau de porc. Ce produit est fort utilisé dans l'industrie agroalimentaire (environ 60 % du total) et pharmaceutique, en particulier pour confectionner des gélules.

### DE NOMBREUSES APPLICATIONS

Outre la fameuse « jelly », la presse britannique a publié des listes de produits alimentaires fabriqués par des marques connues (Nestlé, Cadbury-Schweppes, etc.) dans lesquels de la gélatine est incorporée en raison de ses propriétés gélifiantes, émulsifiantes ou stabilisatrices : desserts, produits laitiers et à base de viande, boissons (jus de fruits, vins), chewing-gum, bonbons, chocolat... Mais les sociétés productrices affirment aujourd'hui qu'elles utilisent de la gélatine animale importée ou de la gélatine végétale.

Patrice de Beer

## Mise en garde de l'Agence européenne du médicament

Les gélatines issues des bovins britanniques ne doivent pas être utilisées par l'industrie pharmaceutique, a fait savoir, vendredi 19 avril à Londres, l'Agence européenne du médicament. Cette mesure vise à prévenir les risques de transmission à l'homme de l'agent responsable de l'encéphalopathie spongiforme bovine. L'Agence européenne, qui est l'organe compétent de l'Union européenne en matière de produits pharmaceutiques, a souligné dans un communiqué que les gélatines entrant dans la composition de médicaments ne devaient pas « dériver d'animaux abattus en Grande-Bretagne ». Les firmes qui détiennent des brevets de commercialisation de médicaments et celles qui sont candidates à des autorisations « ont confirmé que les produits concernés ne contenaient pas de tissus de bovins d'origine britannique », a indiqué l'Agence européenne.

## Le Comité international pour la dignité de l'enfant demande à M. Toubon une enquête sur la justice niçoise

DANS UN COURRIER adressé au garde des sceaux, Jacques Toubon, le Comité international pour la dignité de l'enfant (CIDE) a demandé, jeudi 18 avril, l'ouverture d'une enquête « sur les dysfonctionnements de la justice niçoise » après la révélation de plusieurs cas d'enfants maltraités et victimes d'abus sexuels « qui pourraient accréditer le soupçon de l'existence d'un réseau de pédophilie. Cette association humanitaire, dont le siège est à Lausanne (Suisse), a été saisie des cas de trois enfants - Florian Maffei, Aurélien Jenart et Lauriane Kamal - dont le parquet de Nice a eu à connaître mais dont les dossiers « n'ont pas eu le suivi judiciaire que l'on est normalement en droit d'attendre ».

Deux de ces enfants ont séparément relaté, devant des experts psychologiques américains, des « fêtes » ou des « réunions » au cours desquelles des adultes au-

raient abusé sexuellement de très jeunes enfants et auxquelles auraient participé des « juges » (Le Monde du 9 avril). « Au vu des éléments qui nous ont été apportés, écrivait le président du CIDE, Georges Glatz, dans un courrier adressé le 7 décembre 1995 au procureur général d'Aix-en-Provence, on peut raisonnablement se demander si nous ne sommes pas en présence d'un réseau pédophile impliquant des membres de la magistrature jusqu'à un très haut niveau. »

Ce soupçon n'est pas directement évoqué dans la lettre adressée à M. Toubon. Le comité rappelle néanmoins que, « dans ces trois cas, des experts judiciaires ont établi de façon précise des faits de maltraitance et de sévices qui justifiaient amplement des mesures d'instruction et des décisions de justice », et que de telles mesures n'ont pas été prises. Seule une en-

quête préliminaire a été ouverte, en décembre 1995, par le nouveau procureur de Nice, Jean-Jacques Zimhelt, mais elle se heurte à une difficulté majeure : aucun des enfants, réfugiés à l'étranger ou soustraits à la justice, ne peut être interrogé.

« Que les dossiers soient retirés à des autorités manifestement incompetentes »

Le dossier de Lauriane Kamal, qui a accusé à plusieurs reprises sa mère et le concubin de celle-ci de lui faire subir de mauvais traitements, voire des attouchements, révèle de très nombreuses anomalies. Alors que le juge des enfants de Grasse (Alpes-Maritimes), Marie-Agnès Murciano, avait ordonné, le 29 février, le placement de la fillette dans un foyer, la mère de Lauriane avait disparu avec sa fille. Une plainte de la famille a entraîné l'ouverture d'une information judiciaire pour « non-représentation d'enfant », mais aucun mandat d'arrêt n'a été délivré. « Force est de constater, écrit le président du CIDE, que le parquet de Grasse n'a pas fait diligence pour assurer l'exécution de cette décision, exécutoire de plein droit. »

Au contraire, la justice a penché en faveur de la mère, fille d'un ancien haut magistrat niçois : le 10 avril, le premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a suspendu l'exécution provisoire dont la décision du juge des enfants était assortie en attendant que la cour d'appel statue sur le fond du dossier, le 3 mai. Le premier président a estimé que le placement de l'enfant dans un foyer comportait « des risques sérieux de déstabilisation et de perturbations dans ses relations et modes de vie, alors que tout indique qu'il y a lieu de la maintenir dans sa position actuelle ». Au terme de huit mois d'enquête, le juge des enfants de Grasse avait pourtant invoqué « une suspicion parfaitement sérieuse de mauvais traitements physiques et sexuels » sur la fillette.

Parlant de « déni de justice », le CIDE rappelle à M. Toubon que la France a ratifié la convention de New-York de 1990, qui protège les enfants « contre toute forme de violence physique ou sexuelle ». Outre une enquête interne, le CIDE exige « que les dossiers des enfants concernés soient retirés à des autorités manifestement incompetentes et transmis à une autre juridiction, sans lien avec la région niçoise, pour instruction et jugement ». Il demande également « que la même procédure soit appliquée pour tous les autres cas d'enfants maltraités actuellement soumis à l'arbitraire des autorités judiciaires niçoises ».

Hervé Gattegno

## “GRAND JURY” RTL-Le Monde

PROFESSEUR

MARC

GENTILINI

ANIMÉ PAR  
OLIVIER MAZEROLLE  
AVEC  
FRANCK NOUCHI (LE MONDE)  
ET  
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

DIMANCHE  
18 H 30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

(Publicité)  
**UNIM**  
Union nationale pour les intérêts de la médecine  
Association inscrite près le tribunal d'instance de Metz  
volume LI n° 4 - 1, rue Lanson - 57048 Metz Cedex 1

**avis de convocation**  
Messieurs et Mesdames les adhérents sont priés de bien vouloir assister à l'Assemblée générale ordinaire de l'association qui se tiendra le samedi 26 mai 1995 à 10 heures dans les salons de l'Hôtel L'HORSET SAVOY, 5, rue François-Elsner à Cannes, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1- Rapport d'activité du Conseil d'administration
- 2- Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31-12-94
- 3- Election du président
- 4- Election de la commission pour l'année 1995
- 5- Divers

Pour faciliter l'organisation de cette assemblée, les adhérents désireux d'y assister sont priés de se faire connaître, au siège social : 1, rue Lanson - 57048 METZ, CEDEX 1  
Siège social : résidence Lorraine - 1, rue Lanson - 20, rue du 20<sup>e</sup> Corps Américain  
57048 METZ Cedex 1 - Tél. : 03-83-95-94 - Fax : 03-83-95-95



## L'abbé Pierre confirme son soutien aux thèses négationnistes de Roger Garaudy

Le fondateur d'Emmaüs, qui persiste et signe, évoque les « exagérations » de l'après-guerre

L'abbé Pierre confirme son soutien à son vieil ami Roger Garaudy, poursuivi en justice pour négation des crimes contre l'humanité pour son livre *Les Mythes fondateurs de la poli-*

tique israélienne, qui contient des thèses ouvertement négationnistes. Personnalité figurant parmi les plus populaires auprès des Français, l'abbé Pierre critique la politique

israélienne, qu'il juge « suicidaire », et évoque un « repli » du peuple juif. Le MRAP, qui a poursuivi en justice Roger Garaudy, a fait état de sa « consternation ».

L'abbé Pierre confirme son soutien à son vieil ami Roger Garaudy, poursuivi en justice pour négation des crimes contre l'humanité pour son livre *Les Mythes fondateurs de la poli-*

tique israélienne, qui contient des thèses ouvertement négationnistes. Personnalité figurant parmi les plus populaires auprès des Français, l'abbé Pierre critique la politique

israélienne, qu'il juge « suicidaire », et évoque un « repli » du peuple juif. Le MRAP, qui a poursuivi en justice Roger Garaudy, a fait état de sa « consternation ».

israélienne, qu'il juge « suicidaire », et évoque un « repli » du peuple juif. Le MRAP, qui a poursuivi en justice Roger Garaudy, a fait état de sa « consternation ».

israélienne, qu'il juge « suicidaire », et évoque un « repli » du peuple juif. Le MRAP, qui a poursuivi en justice Roger Garaudy, a fait état de sa « consternation ».

### COMMENTAIRE CONSTERNANT

La première réaction au soutien de l'abbé Pierre à la lecture révisionniste de Roger Garaudy, c'est l'incrédulité. On ne peut pas croire que le fondateur des communautés Emmaüs, qui combat depuis toujours le racisme sous toutes ses formes, puisse apporter le plus infime crédit aux aberrations du philosophe. On ne peut pas croire que le négationnisme vienne ne se rait-ce qu'effleurer l'esprit du grand résistant qu'il a été, aidant de nombreux juifs à passer

les frontières suisses et espagnoles. On ne peut pas croire que l'abbé Pierre, qui voue une ferveur inimitable à Jean-Marie Le Pen, dont il qualifie le parti de « Front de négation nationale », puisse avoir la moindre sympathie pour un thème de l'extrême droite.

Est-il alors aveuglé par une amitié qui le lie à Roger Garaudy « depuis plus de quarante ans » et s'est-il fallacieusement laissé séduire par la prétendue « quête d'absolu » de l'ancien communiste converti à l'islam ? L'abbé Pierre a reconnu qu'il n'avait fait que « parcourir » le livre de M. Garaudy et sa lettre de soutien paraît lui avoir été « sou-

flée » par un certain entourage. A quatre-vingt-trois ans, celui qui s'est, dans le passé, déjà laissé emporter par sa fougue naïve, est peut-être plus influençable.

Car l'abbé Pierre a confirmé sa caution. On passe alors de l'incrédulité à la consternation. L'apôtre des sans-logis, sacré comme « le Français qui compte le plus » par les sondages, a-t-il pleinement conscience de la portée de ses propos ?

Se rend-il compte qu'au soir d'une vie exceptionnelle il s'engage, pour la première fois, dans un combat détestable, qui peut le tacher à jamais ?

Michel Castaing

Nicolas Weil

■ **CORSE** : Charles Santoni, le militant nationaliste blessé mardi à Ajaccio au cours d'une fusillade avec des policiers du RAID, devrait être transféré à Paris samedi 20 avril. Grièvement blessé au bras droit, Charles Santoni avait été placé en garde à vue dans une clinique d'Ajaccio. La garde à vue en matière de terrorisme étant limitée à quatre jours, Charles Santoni devrait être hospitalisé à l'Hôtel-Dieu, où sa mise en examen devrait lui être signifiée par un juge d'instruction anti-terroriste.

■ **FAITS DIVERS** : une jeune brésilienne, playmate, soupçonnée d'avoir commis une dizaine de braquages depuis le 10 novembre 1995 a été interpellée, mardi 16 avril, à Paris. Avec son compagnon, Luciano Rodriguez Gratiavel, elle avait attaqué, sous la menace d'une arme automatique, plusieurs instituts de beauté et parfumeries ainsi qu'une agence du Crédit lyonnais, qui avait filmé la scène avec une caméra de surveillance. La jeune fille, qui avait joué dans Emmanuel 7 et travaillé pour une émission de charme de la télévision française, a été écrouée.

■ **SÉCHERESSE** : la préfecture de la Moselle a recommandé, vendredi 19 avril, « vigilance » et « prudence » aux promeneurs en forêt, à la suite du sinistre qui a détruit, mercredi, 100 hectares de bois près de Saint-Avold. Estimant que les risques d'incendie sont accrus par la sécheresse, elle rappelle que les feux et barbecues en bordure de forêt sont interdits et que l'incinération des herbes sèches est strictement réglementée. L'incendie de Saint-Avold est le plus important enregistré en Moselle depuis des années.

### CARNET

#### AU CARNET DU « MONDE »

##### Naissances

M. László MINDSZENTI et M. Kristina BLIN, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils.

##### Israël

né le 25 mars 1996, à Paris, chez Abdelaziz OUANANI et Anna MINDSZENTI.

Bonafous, 47140 Frespech.

Hannah et Ilan ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille.

Keren, le 15 avril 1996.

Arielle et Laurent MUNTJAE-WENTRAUB, 168, rue de Jemmapes, 75010 Paris.

Anne-Jeanne et David NAUDÉ ont la joie d'annoncer la naissance de

Virgile, le 15 avril 1996.

86, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

##### Mariages

Franco LENARDON et Béatrice TCHOUBA ont la joie d'annoncer leur mariage, qui a eu lieu à Douala (Cameroun).

Les familles respectives se rejoignent de cette union.

Marie, sa fille, et Nicolas, sa petite-fille.

Les familles Benzekri, Bourdouxhe, Muller et Szwed, ont la tristesse de faire part du décès de

Madeleine BOURDOUXHE, veuve de Jacques MULLER, écrivain, membre de la Librairie Académique de Belgique.

née à Liège, le 25 septembre 1906, décédée à Bruxelles, le 17 avril 1996.

Un service religieux aura lieu en l'église Notre-Dame de la Chapelle, place de la Chapelle, Bruxelles, le lundi 22 avril, à 9 heures, suivi de l'inhumation au cimetière d'Uccle.

Marie Muller, 34, rue Emile-Banning, 1050 Bruxelles.

M<sup>me</sup> Catherine Bousquet, son épouse, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> François Charvériat, le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Loup Carlier, Et les familles Rigal, Goutaudier, Macabéd et Bousquet,

ont l'honneur de faire part du décès accidentel, survenu le 14 avril 1996, de

Gilles BOUSQUET, professeur des universités.

Les obsèques auront lieu le jeudi 25 avril, à 14 h 30, en l'église du Sacré-Cœur, Saint-Etienne (Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le professeur Patrice Quezennec, doyen de la faculté de médecine Jacques-Léonard de Saint-Etienne,

Le professeur François Berthou, assesseur du doyen,

Le conseil de gestion de la faculté de médecine,

Et l'ensemble de la communauté universitaire stéphanoise, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

professeur Gilles BOUSQUET, professeur de chirurgie orthopédique et traumatologique,

survenu le dimanche 14 avril 1996.

M<sup>me</sup> Jean Chatelain, son épouse,

Ses enfants, Ses petits-enfants, Toute sa famille,

ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Jean CHATELAIN, professeur émérite de l'université Paris-I,

ancien directeur des Musées de France, officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite,

survécu le 18 avril 1996, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité le lundi 22 avril, à 16 heures, en l'église d'Yverres (Essonne).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, avenue du Général-Leclerc, 91330 Yverres.

Le conseil d'administration, Les présidents des sections de province et les membres de l'Association France-Tunisienne,

ont l'immeuble regret de faire part du décès de leur président et ami,

Jean CHATELAIN, professeur émérite de l'université Paris-I, directeur honoraire des Musées de France, directeur fondateur de l'Ecole tunisienne d'administration, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, commandeur de l'Ordre national de la République tunisienne.

Les obsèques auront lieu le 22 avril, à l'église Saint-Honest d'Yverres (Essonne), à 16 heures.

(Lire ci-contre.)

« ... Soyez des hommes, soyez forts, faites tout avec amour »

Première épître aux Corinthiens 16, versets 13-14.

Après un courageux combat contre la maladie,

Christophe DEPUTOT

nous a quittés, le 18 avril 1996, à l'âge de trente-cinq ans.

De la part de Edith et Jean-Claude Depoutot, ses parents,

Lucien Depoutot, son grand-père,

Daniel et Cécile, David et Claire, Nicolas et Françoise, ses frères et ses belles-sœurs,

Louise, Adèle et Célestine, ses nièces,

Ses oncles et ses tantes, Ses cousins et cousines, Ses fidèles amis et amies, qui l'ont entouré de leur affection.

Un culte sera célébré le mardi 23 avril, à 10 h 30, à la chapelle du CHU de Brabois, à Vandœuvre, suivi de l'inhumation au cimetière de Nancy-Préville.

Des dons peuvent être faits à l'Institut Pasteur, 25, rue du Docteur-Roux, Paris-15<sup>e</sup>, CCP 9630272 Paris.

9, rue des Bégonias, 54000 Nancy.

Les anciens élèves, Et amis de

Claude ESTADAS, (Idora Rochange).

ont la douleur de faire part de son décès, survenu à Toulouse, le 14 avril 1996, dans sa quatre-vingt-septième année.

La messe des funérailles a été célébrée à Lagor (Pyrénées-Atlantiques), le 17 avril.

Le président de l'université Pierre-Mendès-France, Et le délégué régional du CNRS, Le directeur de l'UFR DGES, Le directeur de l'IREPD,

Les personnels de l'IREPD et de l'université Pierre-Mendès-France, ont la très grande tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami,

Jean Claude GUEGAN,

survécu dans sa cinquante-huitième année.

La cérémonie d'adieu a eu lieu le vendredi 19 avril, au centre funéraire intercommunal de La Tronche, avenue du Grand-Sablon (Isère).

THÈSES  
Tarif Étudiants  
65 F la ligne H.T.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

#### Condoléances

##### Nous déplorons la perte des victimes de la catastrophe

qui s'est produite le 11 avril 1996, à l'aéroport de Düsseldorf.

Nous prions tous leurs parents et amis d'agréer l'expression de notre profonde sympathie et de nos plus respectueuses condoléances.

La Flughafen Düsseldorf GmbH, Les sociétés, Le conseil de surveillance, La gérance, Et tous les employés de l'aéroport.

#### Anniversaires de décès

Il y a neuf ans, le 21 avril.

##### François TRONIK

nous a quittés.

Il vit dans le souvenir de ceux qui l'ont aimé.

Communications diverses

Les Journées de la Mémoire (soit), Lundi 22 avril 1996, à 20 h 30. Table ronde : « Mémoire et souvenir : Commémoration et espérance », avec Simone Veil, Claude Buchenberg, Theo Klein et Gilles Bernheim. Centre communautaire de Paris. Tél. : 49-95-95-92. PAF. 5, rue de Rochefort, 75009 Paris, Métro Cadet.

#### Expositions

Dans le cadre de sa mission culturelle, le Consistoire central de France organise une exposition sur

##### LES LIEUX JUIFS DE POLOGNE

qui aura lieu le lundi 22 avril 1996, 19, rue Saint-Georges, Paris-9<sup>e</sup>.

Cette exposition a été réalisée avec le concours de l'Ambassade de Pologne à Paris.

Le vernissage sera suivi d'un débat présidé par Jean Kahn, président du Consistoire central de France, sur le thème

##### MÉMOIRE JUIVE MÉMOIRE POLONAISE

au palais du Luxembourg (Séna).

Interviendront au cours de ce débat : Adam Michnik, cofondateur de Solidarnosc.

Jan Blonki, professeur à l'université de Cracovie, écrivain. Konstantin Gebert, journaliste de Gdansk.

Jean-Yves Pétel, écrivain. Krzysztof Stelmach, ambassadeur de Pologne pour les relations avec les communautés juives dans le monde.

Jean-Charles Szurek, professeur de civilisation polonaise à l'INALCO. Agata Tuszynska, écrivain. Modérateur : Antoine Spire.

#### DISPARITIONS

■ **JEAN CHATELAIN**, ancien directeur des Musées de France, est mort jeudi 18 avril à Paris. Il était âgé de soixante-neuf ans. Juriste, agrégé de droit, Jean Chatelain, né à Nice en 1916, fit presque toute sa carrière à l'université : à Poitiers d'abord, puis à Strasbourg, où il enseignait à la faculté de droit. Il est ensuite nommé à la tête de l'Ecole tunisienne d'administration, où il demeure, de 1948 à 1953. Après l'indépendance de la Tunisie, il reste dans ce pays en tant que chef de la mission universitaire et culturelle française, puis comme directeur des études à l'Ecole nationale d'administration, Tunis. André Malraux le place, en 1962, à la direction des Musées de France, où il restera douze ans, jusqu'en 1974. Un an avant de quitter la DMR, il publiait *Dominique Vivant Denon et le Louvre de Napoléon*, puis, en 1982, *Œuvres d'art et objets de collection en droit français*, suivi, en 1987, d'*Administration et gestion des Musées et, enfin, de Droit et administration des musées* en 1993. Jean Chatelain était officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Arts et des Lettres.

■ **LUCILLE BREMER**, danseuse et actrice américaine, est morte d'une crise cardiaque, mardi 16 avril, à San Diego (Californie). Elle était âgée de soixante-troize ans. Danseuse à Broadway, elle débute au cinéma dans *Le Chant du Missouri* (1944), de Vincente Minnelli, aux côtés de Judy Garland et de Margaret O'Brien. Toujours sous la direction de Minnelli, elle tourne *Ziegfeld Folies*, avec Fred Astaire, *Yolanda et le voleur* (1945), également avec Fred Astaire, et *The Clouds Roll By*, que signe Richard Whorf, mais qui doit beaucoup à Minnelli. La sortie du premier de ces trois films ayant été plusieurs fois retardée, l'échec commercial des deux autres porte un coup fatal à la carrière de l'actrice. Elle apparaît encore dans trois films produits par une petite compagnie, la Eagle-Lion, épouse en 1948 Abelard de Rodriguez, le fils

d'un ancien président du Mexique, et renonce alors au cinéma. Elle devient plus tard propriétaire d'un magasin de vêtements pour enfants à La Jolla (Californie).

■ **WILLIAM K. EVERSON**, collectionneur et historien du cinéma, qui est mort le 14 avril à New York à l'âge de soixante-sept ans, était un passionné. Professeur, auteur de livres essentiels, notamment sur le cinéma muet américain et sur Laurel et Hardy, il parcourait le monde avec toujours dans les bras autant de bobines de films qu'il lui était possible d'en porter. Né le 8 avril 1929 à Yeovil (Grande-Bretagne), de son vrai nom Keith William Everson, il avait inversé ses deux prénoms en hommage à un réalisateur américain aujourd'hui oublié et qu'il admirait, William K. Howard. Ayant commencé très jeune à collectionner tous les documents ayant trait au cinéma, il devait par la suite rassembler un nombre considérable de copies de films muets, souvent promis à la destruction, et qu'il se faisait une joie de montrer. Du cinéma américain, il connaissait tout et parlait avec un enthousiasme unique. Sa disparition est celle d'un pionnier.

■ **MARIO VEGAS**, acteur et metteur en scène portugais, est décédé le 1<sup>er</sup> avril, à l'âge de quarante-sept ans, dans un hôpital de Lisbonne. Acteur à multiples facettes, considéré comme un des plus doués de sa génération, Mario Vegas a joué au théâtre aussi bien des personnages des classiques portugais (Gil Vicente) et espagnols (Lope de Vega) que des personnages d'auteurs comme Nicolai Erdmann (dont *Le Suicidé* restera peut-être sa plus grande création), Samuel Beckett, Bertolt Brecht, ou encore Eduardo de Filippo et Copi (Eva Peron). Mario Vegas était aussi un extraordinaire « diseur » de poésie : dans des récitals, à la télévision ou sur une quinzaine de disques, la poésie était l'arme de combat de ce libertaire. Ses auteurs préférés allaient des innombrables poètes portugais Almeida-Negreiros et Pessoa à Neruda et Ginsberg.

#### JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 15-mardi 16 avril est publié :

● **Assurances** : un décret fixant pour l'année 1996 les cotisations des régimes d'assurance-invalidité-décès des professions libérales.

Au Journal officiel du mercredi 17 avril sont publiés :

● **Aménagement** : un décret portant création de l'établissement public d'aménagement du Mantois-Seine-Aval.

● **Rage** : un arrêté modifiant la liste des départements atteints par la rage.

● **Pêche** : un arrêté portant cessation de la pêche de l'anchois au chalut pélagique dans les zones de pêche soumises à la réglementation communautaire.

● **Documentation** : un avis de mise en vente, aux éditions de la Documentation française, des ouvrages suivants : *La Participation financière* (Collection Transparences, 72 pages, 50 F), *Les Administrations en Europe : d'une modernisation à l'autre* (Revue française d'administration publique, 184 pages, 90 F).

dangereuse

à partir des boi

productions d'entre-M

GRAND JURY  
RTL-Le Monde

PROFESSEUR  
MARC  
MENTILIN

ANNE PAU  
OLIVIER MAZOUZ

FRANCK BOUCHÉ

JEAN-PIERRE INKAR

RTL  
DIRECT SUR RTL



## HORIZONS

ENQUÊTE



## La mafia calabraise fait toujours régner sa loi sur la région la plus pauvre de l'Italie. Elle ne fera pas voter Forza Italia aux élections législatives du 21 avril comme elle l'avait recommandé en 1994

Le prestige, c'était important pour l'ancienne 'Ndrangheta. « L'Onorata società », lorsque, au siècle dernier, elle se voulait le défenseur des plus faibles. Une survie, cet étatisme qui durera longtemps, dans les coins reculés de l'Aspromonte, la montagne refuge des kidnappeurs. Car le séquestre de personnes a été une des premières activités de la mafia locale : cent en vingt ans. De quoi trouver l'argent pour investir dans la cocaïne colombienne, l'héroïne turque et le trafic de missiles et d'explosifs venus de l'Est, une des spécialités de la 'Ndrangheta, avec le recyclage des déchets toxiques.

Dans l'Aspromonte, parmi ces rochers sauvages qui coulent à pic sur la mer Ionienne, cette mer « vineuse » où, selon Homère, Ulysse fit relâcher ses vaisseaux, le sanctuaire de Polsi accueille chaque année pèlerins et mafieux sous les châtaigniers. Le pèlerinage des uns sert de couverture au « sommet » des autres. Tout le monde le sait. Et il n'est pas rare que quelques-uns des 24 000 forestiers locaux – un des rares moyens de survie – fassent le guet. C'est là, près de Locri, que se trouve Africo Nuovo, un bourg maudit, reconstruit après une inondation, où les maisons sempiternellement inachevées, faute d'argent, tombent en ruine à demi construites, et où, désoeurés, les hommes traînent en grappes le long des routes. Africo Nuovo, où la route nationale devient une piste et où, il y a trois ans, une rixe mafieuse a fait trente morts.

C'est là aussi qu'habite Don Sil-

Comme l'explique le procureur adjoint de la direction nationale antimafia, Enzo Macri, vétéran émérite de « ce Far West où la justice est en liberté surveillée », la 'Ndrangheta a dangereusement évolué. Après un flirt insolite avec les communistes, connus en exil du temps du fascisme, « au point que certains mafieux s'étaient fait tatouer la faucille et le marteau sur l'épaule », et un autre avec la droite éversive des années 70, elle a plus tard, pris en marche le train affairiste de la démocratie-chrétienne et de ses alliés socialistes. « La 'Ndrangheta a renié ses vieux codes d'honneur, elle s'est infiltrée, souvent à travers la maçonnerie, au cœur même des institutions, raconte Enzo Macri. Elle est devenue très puissante à Milan et aussi à l'étranger, notamment au Canada et en Australie. »

**T**RANSFORMATION opérée à travers une sanglante guerre de mafia qui, entre 1985 et 1991, fera 350 morts à Reggio. La paix sera finalement signée, l'été 1991, grâce à la médiation des chefs de Cosa Nostra, venus de l'autre côté du détroit. Le résultat ? Règne à Reggio une *pax mafiosa*, pesante, pernicieuse. « La mafia n'a pas besoin ici de massacres spectaculaires pour s'affirmer, dit tristement le juge Macri. Elle contrôle tout et une bonne part de la politique. » Pour le reste, les chiffres parlent d'eux-mêmes : cinq maires de Reggio ont été arrêtés ; en dix ans, le PSI local a été mis sous tutelle cinq fois ; et l'un de ses plus illustres représentants, l'ex-maire de Cosenza, Giacomo Mancini, quatre-vingt ans, a été condamné, non sans polémiques, pour « association mafieuse ». Enfin, au cours des deux grands coups de filet intervenus l'année dernière, les opérations « Galaxie » et « Olympe », de nombreuses personnalités politiques locales ont fait l'objet d'enquêtes.

Aux élections législatives de 1994, depuis leur prison sous haute surveillance, les boss avaient fait voter massivement Forza Italia, pariant sur le vainqueur. Et cette fois ? « A quelques heures du scrutin du 21 avril, la mafia est désemparée, confie un policier soucieux de son anonymat. Elle votera "utile", au coup par coup, droite ici, gauche là-bas, nous avons déjà les noms, une grande première. Comme le vote catholique, le vote mafieux s'est effrité. »

En attendant, de timides associations contre la criminalité se sont créées, et le maire de Reggio, Italo Falcomata, un professeur progressiste, écarté par la tâche, tente de rendre aux habitants de Reggio la « fierté perdue de leur ville ». « La mafia, l'essaye de faire comme si elle n'existait pas », dit cet homme obstiné, qui a fait saisir les biens des parrains condamnés et reçoit une véritable cour des miracles tous les mercredis, intervenant jusqu'à Rome, pour qu'on ne coupe pas l'électricité de ses administrés, dont un tiers sont sans emploi.

Dans les rues, les politiciens qui avaient promis un centre sidérurgique à Gioia Tauro, quand l'acier était en crise, et un pôle chimique fantôme, ont entonné un nouveau chant des sirènes : le pont sur le détroit – projet vieux de vingt ans – qui fera de la Calabre la « nouvelle Floride ». Mais qui croirait à ces nouvelles chimères ? Dans son appartement raffiné, où il prend un jour de repos, le jeune président du tribunal de Locri, dont un parent enlevé n'est jamais revenu et dont une cousine a été tuée, est bien las. « Nous faisons des procès du matin au soir, sans moyens, sans personnel, sans le minimum de sécurité. Les gens sont résignés, on nous a abandonnés, dit-il. Assez de cathédrales dans le désert, cette région crie "vendetta". »

Marie-Claude Decamps  
Dessin : Hanna Pyzniska

## La Calabre oubliée

**L**A petite chatte, insouciance, dort sur les genoux de sa maîtresse, sans savoir que Teresa Cordopatri dei Capece, cette longue silhouette en grand deuil, assise très droite malgré la fatigue, est déjà morte depuis cinq ans. Morte symboliquement, bien sûr, ce 10 juillet 1991, lorsque, pointé sur elle, le pistolet du tueur qui venait de fou-droyer son frère, le baron Tonino, s'est enrayé. Et c'est là, dans la lumière encore pure de ces matins d'été où même Reggio de Calabre, la Reggio du chaos urbain et de la 'Ndrangheta, la puissante mafia locale, retrouve un peu de sa grâce passée, celle de ses maisons « liberty » et de sa promenade face au détroit de Messine, que le poète D'Annunzio trouvait « la plus belle du monde » ; c'est là, que s'est définitivement joué le destin de la baronne Teresa.

Depuis, elle se bat pour survivre, non par courage, mais « par devoir », dit-elle, pour témoigner, en sachant que les tueurs, qui au téléphone lui promettent une mort ignoble, une « mort d'homme » – pieds et poings liés ensemble, avec une corde qui enserrera le cou pour qu'elle s'auto-étrangle –, finiront, un jour, par avoir raison des portes blindées et des gardes du corps qui ne la quittent plus : la 'Ndrangheta n'oublie pas les offenses, et Teresa Cordopatri l'a gravement offensée.

Son père et son frère avant elle avaient refusé de céder les vingt-cinq hectares d'oliviers de l'antique fief de Castellace, dans la plaine de Gioia Tauro, accordé à

leurs ancêtres au temps de Frédéric II, que guignaient depuis vingt ans les nouveaux maîtres du lieu, le clan mafieux des Mammoliti. La baronne, elle, a tout dénoncé. Chaque intimidation, chaque vol, chaque supercherie, comme celle de ce fermier qui, pour un prix dérisoire, louait ses terres, alors qu'il n'était qu'un prête-nom des Mammoliti. Arrêtés après l'assassinat du baron, ce dernier, un pauvre bougre, était en possession de quinze comptes bancaires. « On l'a "suicidé" en prison, avant l'interrogatoire, explique Teresa Cordopatri. C'était un témoin clef. Il fallait le protéger : une fois encore, les forces de l'ordre sont responsables. »

L'autorité, l'Etat, cet Etat indifférent et pesant à la fois, qui semble avoir si bien oublié la Calabre, au fond de la botte italienne, c'est contre eux que la baronne, dont le nom veut pourtant dire « cœur de patrie », fera vingt et un jours de grève de la faim, en septembre 1994. Avec quelque raison : le fief lui réclame un lourd arriéré d'impôts pour une terre qu'ont fait fructifier à sa place les Mammoliti, et pour laquelle – un comble – ils ont reçu, y compris en prison, des subventions de la Communauté européenne, cette manne du Mezzogiorno. L'image de cette femme digne de plus de soixante ans, plantée sur son lit de camp devant le tribunal pour obtenir justice, fera le tour du monde, parvenant enfin jusqu'à Rome.

L'assassin du baron Tonino est condamné. Le gouvernement suspend les mesures fiscales. Le clan Mammoliti, presque au complet, est arrêté. Justice est faite ? Lorsque Teresa, accompagnée de

policiers, retourne sur la terre de son enfance, elle ne la reconnaît pas, et demande à un paysan : « A qui est cette propriété ? » Et lui, la regardant dans les yeux, répond par bravade : « Avant aux Cordopatri, maintenant aux Mammoliti. » Justice, mais à quel prix ? Condamnée à la « mort sociale », Teresa Cordopatri est abandonnée de tous. Personne ne veut travailler pour elle. Trop dangereux. Reclus, elle a quitté sa maison trop exposée, emmenant quelques meubles, fâché, chez sa cou-

trats se défendent. « C'est normal, ici, de n'avoir aucune confiance dans les institutions. On parle toujours de la Sicile, mais c'est en Calabre que l'omerta, la loi du silence, est la plus dure », explique, blasé, le jeune juge Alberto Cisterna.

« Jusqu'ici, nos procès étaient très faibles, difficiles à soutenir. Nous n'avons eu aucun "repenti" de la 'Ndrangheta avant 1991 pour nous aider, alors qu'en Sicile il y en avait dès 1984. De plus, la structure de notre mafia est très familiale. Trahir, c'est dénoncer un père, un frère :

« On parle toujours de la Sicile, mais c'est en Calabre que l'« omerta », la loi du silence, est la plus dure »

sine, d'où elle ne sort que pour aller, sous escorte, bêcher, sarcler, récolter les fameuses olives, avec les deux machines prêtées par le gouvernement. « Je sens la terre et la fumée, mes ongles sont cassés, s'excuse-t-elle, et je sais que j'aurai une fin atroce, mais je me suis réapproprié mes terres. C'est une victoire que je dois à ma propre dignité, à la mémoire de mes ancêtres. Si j'en veux à quelqu'un, c'est à l'Etat. »

**D**ANS le petit palais de justice, si encombré de meubles en désordre qu'on pourrait croire qu'il s'apprête à lever le camp à tout moment pour céder la place aux 159 bandes recensées de la 'Ndrangheta (5 600 affiliés et 15 000 hommes de main estimés) qui règnent sur la plus pauvre des régions méridionales, les magis-

trats se défendent. « C'est normal, ici, de n'avoir aucune confiance dans les institutions. On parle toujours de la Sicile, mais c'est en Calabre que l'omerta, la loi du silence, est la plus dure », explique, blasé, le jeune juge Alberto Cisterna.

« Jusqu'ici, nos procès étaient très faibles, difficiles à soutenir. Nous n'avons eu aucun "repenti" de la 'Ndrangheta avant 1991 pour nous aider, alors qu'en Sicile il y en avait dès 1984. De plus, la structure de notre mafia est très familiale. Trahir, c'est dénoncer un père, un frère :

lo, le vieux prêtre, confidant des « parrains », véritable padrone du village, selon le journaliste Corrado Stajano, qui lui a consacré un livre. Une légende noire. Don Sillo, fondateur « avec ses économies », d'un institut privé dont on l'accuse de vendre les diplômes. Don Sillo, qui aurait dit, le regard perçant, à un importun : « Tu ne sais pas qui je suis ? Même les pierres me connaissent. Toi qui es tu ? Une fourmi que je peux écraser. » Pour l'heure, Don Sillo, interpellé pour cor-vicé mafieuse et relâché faute de preuve, cite Platon et offre le Coca-Cola, qui a pénétré plus vite que la légalité à Africo, en racontant, dans son petit salon encombré de madones, sa version du passé. Un passé où la mafia « protégeait les pauvres contre les barons : du syndicalisme avant la lettre. »

« Il y avait bien quelques homicides, quand les hommes avaient trop bu », concède-t-il, mais régnaient « la peur de Dieu, les grands idéaux, et on ne trahissait pas ». Et de s'en prendre aux envahisseurs, à Garibaldi, qui, dit-il, jubilaient comme si c'était hier. « A été blessé, ici, dans l'Aspromonte, et a fini par partir ». Le reste n'est qu'injustice, liée à ce Nord qui « a envoyé au Sud ses rebuts industriels en guise de développement et ses idées politiques où chacun cherche à faire le bien mal et le mal, bien ». Et il ajoute : « Eux volent des milliards et on parle d'évasion fiscale. Dans le Sud, on chipe une poule, c'est un crime de mafia ! » Comment voit-il l'avenir ? « La corruption du Nord a tout gâché : l'homme est devenu une bête pour l'homme, même la 'Ndrangheta n'est plus ce qu'elle était. »



# Le Monde

EDITORIAL

## Jeu ouvert en Italie

**L**ES Italiens votent dimanche 21 avril, pour la troisième fois en quatre ans, pour élire sénateurs et députés. Le pronostic est difficile, mais il est fort probable que le résultat qui sortira des urnes ne sera pas net. Pour la bonne raison que la loi électorale est inchangée par rapport à mars 1994 et que les acteurs sont à peu près les mêmes. Des élections inutiles, alors ? Sûrement pas.

Tout d'abord, il était devenu impossible de gouverner : l'expérience au pouvoir de Silvio Berlusconi avait duré moins de neuf mois, le cabinet technique de Lamberto Dini tout juste un an en jouant les prolongations, et aucune autre solution n'a pu se dégager.

Un moment, au mois de janvier, droite et gauche se sont passés près d'un accord pour changer la loi électorale, mais ont renoncé faute de consensus sur la réforme ultérieure des institutions. Il ne restait d'autre issue que le vote.

Contrairement aux apparences, ce scrutin n'est pas sans nouveauté. Le vote catholique, qui a longtemps représenté un bloc de 40 % des voix, est cette fois-ci, et sans doute pour toujours, vraiment libre.

Un autre blocage historique a été levé quand le président Bill Clinton a admis, recevant le président italien Scalfaro à Washington le 1<sup>er</sup> avril, qu'il ne verrait aucun inconvénient à une victoire de la gauche, et donc des ex-communistes, en Italie. Déjà, en 1994, le tabou concernant la présence au gouvernement de la droite héritière du fascisme avait été brisé, si bien que le jeu politique est aujourd'hui plus ouvert qu'il ne l'a jamais été.

C'est peut-être justement ce qui fait peur à beaucoup d'Italiens. Dans la Première République, une large coalition allant jusqu'à cinq partis restait éternellement au pouvoir, tandis que le PCI (environ 30 % des voix) et le MSI (entre 6 % et 8 %) étaient voués à l'opposition. Sous l'instabilité gouvernementale, la permanence était

grande : presque tout le monde était dans le jeu et pouvait bénéficier des prébendes qui s'y rattachaient.

Avec les bouleversements de ces dernières années et surtout l'abolition partielle du système proportionnel, le pays, dans la douleur et la confusion, a accouché de deux coalitions, l'une de droite, l'autre de gauche.

Ce qui signifie, comme partout, que celle qui gagne élimine du pouvoir celle qui perd : très angoissant pour un pays qui déteste l'affrontement bloc contre bloc. Mais c'est aussi la seule possibilité d'alternance, donc de changement.

En 1994, après que la Ligue du Nord eut fait défection de l'alliance de droite, la classe politique italienne a retrouvé les délices des combinaisons de couloir et des montages au coup par coup. Ce qui n'a pas empêché le gouvernement Dini d'agir et le pays de prospérer. Cette fois encore, la Ligue d'Umberto Bossi risque de se retrouver en position d'arbitre : l'alternance sera alors de nouveau « sous condition ». « Que voulez-vous, ironisait récemment un commentateur, nous autres Italiens, nous n'aimons ni le blanc ni le noir, mais le gris où tout est possible. »

### L'AVIS DU MÉDIATEUR

Deux flux de correspondances concernant les missions de l'enseignement se rejoignent ici. Le premier a sa source dans un éditorial du Monde du 6 mars qui commentait sévèrement les appréciations, elle-mêmes sévères, portées par les enseignants sur leurs élèves, dans



une enquête organisée par le ministère de l'éducation nationale. Le second répond à un article de Danièle Sallenave, paru dans les pages « Débats » du Monde du 23 mars, sous le titre significatif : « Il n'y a pas d'école sans disciplines ».

## A propos de mauvaises notes

par André Laurens

**O**N ne traite pas impunément du rôle des enseignants. Plus portés à donner des notes qu'à en recevoir, ils sont prompts à répliquer dès qu'ils sont mis en cause. Aussi Le Monde a-t-il été pris à partie pour un éditorial regrettant la « crispation enseignante ». Il publie des extraits de cette correspondance avec le soubord d'en retenir les plus virulents, tout en préservant la cohérence de la critique. Toutes les lettres que Le Monde a reçues ne sont pas, il s'en faut, de la même veine que les extraits cités ci-dessous afin d'illustrer, au risque de verser dans le

procès politique et du coup de sang, la force du débat. Cela étant, l'éditorial en cause était-il si brutal et injuste dans un journal qui a toujours prêté une grande attention aux questions de l'éducation nationale ? A la lecture, il relève du commentaire légitime, mais point neutre, qu'appelle toute expression significative émanant d'une partie du corps social, mais le concernant dans son ensemble. Il n'est, en outre, dépourvu ni de mesure ni de nuances. Sa limite serait plutôt de se fonder sur les résultats d'une enquête, avec ce que ce genre de démarches a de réducteur et de catégoriel, et, par là,

d'aborder en termes génériques l'ensemble d'une corporation. Cependant, les résultats de cette enquête sont là, non dépourvus de sens, notamment pour les premiers intéressés. Les grilles d'interprétation proposées, les causes de la « crispation » avancées par nos correspondants ne sauraient faire l'économie de toute autre réflexion, à l'extérieur, en particulier dans la presse, et à l'intérieur du corps enseignant. En témoigne la réponse à l'article de Danièle Sallenave sur le savoir-faire qui implique la transmission du savoir.

### DU COURRIER

« LE MONDE »

#### QUEL TYPE DE SOCIÉTÉ ?

L'éditorial du Monde du 6 mars est une véritable provocation. Il est vrai qu'une série d'articles tendancieux l'avaient précédé. (...) Vous êtes parfaitement bien placés pour comprendre que la société française est au bord de l'explosion : votre couverture du champ social est suffisamment éloquent. Vous savez que l'unique possibilité d'accéder à un statut supérieur dans notre société passe par l'école, et qu'elle ne peut plus remplir ce rôle. Le chômage, la crise n'en sont pas les responsables, mais la conséquence. On a déposé cette noble institution de ses prérogatives (et vous prétendez hypocritement : « l'enseignement est maître absolu en sa classe ») : pouvoir accorder ou non des diplômes, qui raisonnent trop souvent en termes affectifs et non pédagogiques, redoublent et réorientent rarement afin de justifier un recrutement professionnel trop faible, examens simplifiés et truqués. Ignorez-vous les consignes ministérielles en/ou rectoires dérivées aux membres des jurys de baccalauréat afin de respecter les pourcentages que vous citez (...) ?

Il vous faut des responsables, et vous dénoncez ainsi, sans grandes nuances, les enseignants, vous les jetez en pâture à un lectorat qui recoupe souvent les limites des élites de la société française : ceux que l'on appelle encore naguère les professeurs, incapables d'assumer leur nouveau rôle de travailleurs sociaux. Serait-ce le rôle que vous demandez de jouer aux enseignants de vos enfants ? A partir du moment où vous soumettez un enseignement différent en banlieue et à Paris-centre - « la transmission des savoirs (...) est souvent mise en avant pour refuser tout autre type de relation avec les élèves » -, vous justifiez l'injustifiable : une école à deux vitesses (...). Toute une série d'articles relatifs à l'enseignement et menant à votre éditorial dénotent une vraie antipathie à l'égard d'un corps institutionnel, qui devrait être défendu afin de protéger la cohésion sociale (ce qui ne semble pas être votre problème malgré quelques précautions de langage) et la grande majorité des élèves qui veulent travailler, mais qui ne le peuvent pas à cause de la présence de petits délinquants incontrôlables dans de nombreux établissements

colaires, à cause de familles laxistes qui compromettent l'avenir de leurs enfants, à cause d'une élite qui a dédaigné délibérément d'abandonner les couches inférieures de la société, sur le modèle anglo-saxon.

Des enseignants sont démunis face à des élèves avertis par un environnement aisé (TV, jeux vidéo, culture des parents), les moyens de remédier à ce problème leur sont refusés et vous osez écrire : « Comment, sur de tels constats, construire une relation pédagogique correcte ? » Dites clairement ce que vous voulez, quel type de société vous désirez : mais, par pitié, ne choisissez pas des bous émissaires déjà trop éprouvés afin de légitimer l'abandon de certains principes constitutifs de notre société... et de notre culture.

Jean-Pierre Guinand, Lille

#### JE SUIS CRISPÉE

Je ne saurais vous exprimer à quel point j'ai été révoltée, outrée, par votre éditorial condescendant et malséant du 6 mars. Commentez par l'argument des chiffres (70 % de bacheliers) dont vous osez hypocritement vous servir. Est-il vraiment ignot des professionnels de l'information que les correcteurs du baccalauréat sont soumis à de multiples pressions pour les incliner à l'indulgence, ou qu'on note certaines épreuves sur 20 ou 24 ? (...) Je fais partie de ces dinosaures crispés (agressés, en plus, nouvelle tare) qui pensent que le plus précieux cadeau qu'ils puissent faire aux élèves, c'est de savoir qu'ils leur permettront de comprendre le monde et leur propre vie, et leur permettra de ne pas être complètement dominés ni démunis.

J'ai la prétention d'estimer qu'il n'est pas inutile de posséder un vocabulaire un peu plus étendu que celui nécessaire à la survie, d'élargir son imaginaire et ses capacités de réflexion par la lecture, de pouvoir expliquer clairement et précisément quelle est sa pensée, à l'écrit comme à l'oral. J'ai le mauvais goût de recommander à mes élèves de lycée de lire, au moins une fois par semaine, un quotidien. Je serais plus en phase si j'affectais de prendre « Hélène et les garçons » pour un chef-d'œuvre. Je leur dis aussi que répéter « ben... j'veux dire... enfin... quoi, c'est super » (notons la variante capitale : « c'est nul ») en marchant péniblement un chewing-gum pourrait faire mauvais effet lors d'un entretien, et léter le doute sur leurs capacités, pourtant parfois

#### SAVOIR ET SAVOIR-FAIRE

(...) Danièle Sallenave (Le Monde du 23 mars) construit un argumentaire sur une acception noble et ambitieuse de la vraie discipline : lieu du savoir et de la méthode. Ceci posé, la discipline donne nécessairement accès à l'univers du rationnel et de la liberté. Une faille, pourtant, dans ce développement magistral, scandé de références à la raison : est-ce bien de la réalité scolaire qu'il s'agit ? Ou d'un absolu théorique dont rien n'empêche, en effet, de postuler qu'il est la clé de tous les accomplissements ? Et que se passe-t-il donc au long de ces classes où l'égrenement, l'empilement des disciplines ne semblent pas produire grand-chose des heureux effets annoncés ?

Un regard non dogmatique, ou moins prévenu, accepte l'évidence que l'école n'est ni invariable dans le temps, ni uniforme dans la société. Un enseignement axé sur la seule transmission - certes réfléchi, méthodique, critique - des savoirs a pu remplir parfaitement son office, voire fonctionner encore dans certains contextes. Pour autant, un modèle adéquat en lettres supérieures n'est

pas universellement transférable. Ce qui ne signifie en aucune façon le renoncement aux disciplines, mais l'exigence d'un mode de transmission qui prenne en compte la capacité de l'élève (...).

La maîtrise d'un champ de connaissances reste - mais qui le conteste, y compris parmi les réformateurs - un pré-requis absolu pour devenir enseignant. C'est un capital à étendre et à mettre inlassablement à jour au long d'une carrière ; un fonds indispensable et néanmoins non suffisant. Le maître ne peut être (s'il le fut jamais) qu'un docteur qui profère, et pas davantage un animateur ludique. Il lui faut devenir un professionnel capable d'exercer un métier complexe : abstraire un savoir de spécialiste au niveau de ses élèves, faire de quoi il n'y aura ni appropriation ni progrès ; reconnaître d'où l'on part et quel objectif on s'assigne ; être à même d'évaluer, ce qui ne se réduit pas à l'attribution de notes, et d'orienter sur un mode qui ne soit pas de la seule régulation ; prendre en compte la probable hétérogénéité d'une classe ; faire éventuellement face à des situations paroxystiques. Dans tous les cas, tirer, hisser chaque élève aussi loin qu'il peut aller, non seulement vers des diplômes mais aussi dans la construction d'une personne consciente, autonome, socialisée.

De telles ambitions, auxquelles l'école n'est pas prête à renoncer, supposent quelque talent, de la conviction et des compétences sûres dans une profession sur laquelle l'opinion publique oscille entre commiseration et dénigrement. L'éducation nationale n'est en perte de confiance que si des évolutions devenues inéluctables, dont celle qui est ici en question, restent paralysées. L'éviction des disciplines est un fantasme improductif. Mais il faut prendre acte de l'obsolescence rapide des savoirs certifiés, et admettre enfin que ceux-ci n'existent ni d'un savoir-faire ni d'ouverture à d'autres horizons.

C'est en ce sens, sans provocation paradoxale, qu'une pédagogie intelligemment entendue, loin de menacer les savoirs disciplinaires, peut en maintenir le rôle formateur. (...) Les seules renoncements prescrits sont donc au docteurisme qui assèche, à l'incertitude orgueilleuse envers d'autres champs et - osons le dire - à une certaine désresponsabilisation, volontiers cautionnée par l'excellence disciplinaire, à l'égard de la mission civique de l'école.

Anne-Marie Perrin-Naffakh, Bordeaux

## Aux origines du malaise policier

Suite de la première page

Le malaise policier trouve aussi ses origines dans une multitude de dysfonctionnements internes à l'institution. Ainsi du mode de travail des quelque 90 000 gardiens et gradés des commissariats de sécurité publique : obtenus en 1984, la réforme de la durée du travail - cinq équipes, au lieu de quatre, se relayant pour assurer la permanence dans les commissariats - a été lourde d'effets pervers. Elle a accru la fatigue des exécutants en bloquant le cycle professionnel sur trois jours et trois nuits. Elle leur a permis d'exercer un « deuxième métier » (travail au noir) et d'habiter souvent fort loin du lieu de travail. Aujourd'hui, selon M. Monjardet, les policiers sont « les agents publics dont la rémunération est la plus élevée pour la durée de travail la plus courte ». Et, malgré l'accroissement des effectifs (74 000 policiers en 1950, 113 000 en 1993), le « potentiel policier réel » a décliné « sous l'effet de réductions massives de la durée du travail ».

D'autres sources de la crise traversée par la corporation remontent à l'établissement de la police, réalisée en 1941 par le régime de Vichy. Avec ses mécanismes nationaux de recrutement, cette réforme conduisit à affecter les nouvelles recrues dans les grandes métropoles et, surtout, la région parisienne. Les jeunes policiers devaient ensuite patienter de nombreuses années avant de regagner, par mutations successives, leur région d'origine. « L'organisation policière française a ainsi produit de toutes pièces un paradoxe majeur : celui de faire assurer une tâche [la police dans les grandes villes] qui demande insertion, interconnaissance et permanence par des personnels en perpétuel mouvement. »

#### DES TENTATIVES AVORTÉES

Face à l'envoie de la délinquance et à l'explosion des émeutes dans les banlieues, face aussi à l'extension d'une crise de la société qui place les policiers au avant-postes, c'est la police urbaine qui est le plus sujet à critiques. « Le « que fait la police ? » n'est plus seulement une plaisanterie : pour le citoyen, relayé par l'État, et donc pour le pouvoir, la question devient sérieuse », souligne M. Monjardet. S'étant fixé comme responsabilité prioritaire la répression de la délinquance, la police des villes se trouve submergée par la massification des délits, auxquels elle oppose des taux d'efficacité dérisoires. Une majorité des policiers continuent toutefois de considérer que « l'objet direct de l'activité policière n'est que cette fraction de la population définie comme délinquante ». D'où une certaine frustration : en additionnant les services spécialisés dans la lutte contre la délinquance à temps plein, « il est douteux que la lutte

contre le crime mobilise réellement plus de 15 % à 20 % des effectifs ».

Parce que la profession recouvre des champs d'activité très variés - M. Monjardet préfère parler de « métiers policiers » -, la crise policière touche moins les autres secteurs de l'institution que sont, à côté de la police urbaine, le maintien de l'ordre et la police criminelle. Les renseignements généraux (RG) et les compagnies républicaines de sécurité (CRS) se sont ainsi, sur la longue durée, plutôt bien acquittés de leur mission. Rien d'étonnant à cela puisque, historiquement, le pouvoir exécutif a érigé le maintien de l'ordre politique en priorité du système policier. La lutte de la police judiciaire (PJ) contre la criminalité organisée a été, elle aussi, marquée du sceau de l'efficacité : la PJ fonctionne sur un mode nettement professionnalisé, dans une domaine où l'expertise et la mesure de la performance peuvent être objectivées. La question du pouvoir dans la police reste cependant complexe, nuance M. Monjardet, tant cette institution est l'objet de tensions conflictuelles : « L'appareil policier est indissociablement : un instrument du pouvoir, qui lui donne des ordres ; un service public susceptible d'être requis par chacun ; une profession, qui développe ses intérêts propres. »

A trop négliger cette complexité, de nombreuses réformes du système policier ont échoué au cours des quinze dernières années. Placé à un poste d'observation stratégique de 1989 à 1994, conseiller technique dans le domaine de la recherche à l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure, M. Monjardet passe au crible ces tentatives avortées. La première vague visait à renforcer les moyens - recrutement de 10 000 policiers supplémentaires en 1981, amélioration de la formation, modernisation des équipements. Elle n'a « produit au mieux que le maintien à niveau du potentiel policier ». Présentée en 1991 par le ministre Philippe Marchand comme la « plus importante réforme des structures de la police en France depuis cinquante ans », la départementalisation des services a, selon M. Monjardet, sombré dans les conflits internes à la profession. Enfin, la stratégie opérationnelle liée aux plans locaux de sécurité, en 1993, « est restée pur effet d'annonce ».

S'il ne prend pas en compte les réformes entreprises depuis - le désinvestissement de la police en civil et de la police en tenue, notamment -, le sociologue se montre sceptique sur la possibilité de transformer une « police bloquée ». La perspective, « tant étrangère à la complexité policière, le débat n'est pas clos. Avant Dominique Monjardet, un chef de la police californienne, August Vollmer, écrivait : « Le citoyen attend du policier qu'il ait la sagesse de Salomon, le courage de David, la force de Samson, la patience de Job, l'autorité de Moïse, la bonté du Bon Samaritain, le savoir stratégique d'Alexandre (...) et enfin une connaissance approfondie des sciences naturelles, biologiques et sociales. S'il a tout cela, il se peut qu'il soit un bon policier. »

Erich Ichniyan

#### RECTIFICATIFS

##### PRIX FEMINA

L'édition du Monde des livres du 19 avril annonçait par erreur l'attribution des prix Femina Vacaresco et Femina du premier roman pour le 26 avril. Ces récompenses seront attribuées le lundi 22.

##### PSA

Le bénéfice réalisé en 1995 par PSA Peugeot Citroën a été de 1,7 milliard de francs, comme l'indiquait notre article dans Le Monde

du 19 avril, et non de 1,5 milliard de francs, comme écrit par erreur dans le titre de cet article.

##### CLAUDE CHEYSSON ET POL POT

M<sup>me</sup> Simone Veil, qui était l'invitée, dimanche 14 avril, sur France Culture, de l'émission « Le Rendez-vous des politiques » (Le Monde du 16 avril), nous prie de préciser que c'est par erreur qu'elle a attribué à l'ancien ministre Claude Cheysson une poignée de mains avec Pol Pot.



**DÉRÈGLEMENTATION** Les conseils d'administration de Bell Atlantic et de Nynex, deux des compagnies régionales de téléphone - les « Baby Bells » - nées du

démantèlement du géant AT&T en 1984, devraient entériner, dimanche 21 avril, le principe d'une fusion. ● CETTE OPÉRATION, qui se traduirait dans la réalité par l'absorption

de Nynex par Bell Atlantic, donnerait naissance au numéro deux du téléphone outre-Atlantique derrière AT&T. ● DEUX AUTRES compagnies régionales, SBC Communications et

PacTel (Pacific Telesis), ont déjà annoncé leur fusion. Avec cette union, elles espèrent faire des économies d'échelle et veulent offrir des services de téléphonie longue distance.

● AT&T, MCI OU SPRINT, les compagnies de liaisons interrégionales s'apprêtent à passer à l'offensive pour offrir des services de liaison locale et de télévision.

## Les télécommunications américaines sont entrées dans une phase de concentration

En 1984, en faveur de la concurrence, le groupe monopoliste AT&T était démantelé en huit exploitants séparés. En 1996, ils fusionnent deux à deux pour offrir tous les services de téléphone et de télévision

LE DIMANCHE 21 AVRIL, pourrait bien marquer le début d'une nouvelle ère pour l'industrie américaine des services de télécommunications. Si tout se passe comme prévu, les conseils d'administration de Bell Atlantic et de Nynex, deux des compagnies régionales de téléphone - les « Baby Bells » - nées du démantèlement du géant AT&T en 1984, devraient entériner le principe d'une fusion. Cette opération, qui se traduirait dans la réalité par l'absorption de Nynex par Bell Atlantic et dont le montant est évalué à 22 milliards de dollars (110 milliards de francs), donnerait naissance à un nouveau poids lourd du téléphone outre-Atlantique.

Avec un chiffre d'affaires de 27 milliards de dollars (135 mil-

liards de francs), des bénéfices évalués à 3 milliards de dollars et 36 millions de clients dans treize États de la Côte est des États-Unis, le nouvel ensemble se poserait en numéro deux américain outre-Atlantique, derrière AT&T. Deux autres « Baby Bells », SBC Communications (ex-Southwestern Bell) et PacTel (Pacific Telesis), ont déjà annoncé leur fusion, au début du mois d'avril.

Pour ces deux opérations, l'élément « détonateur » est l'ouverture totale à la concurrence du secteur de services de télécommunications récemment décidée par les autorités américaines. Début février, le Parlement américain a adopté un projet de loi qui bouleverse à nouveau le paysage issu de la première dérég-

lementation de 1984. A cette date, AT&T (société fondée par Graham Bell au siècle dernier) avait été démantelée en huit morceaux : sept sociétés, les « Baby Bells », qui héritaient chacune d'un monopole sur une région des États-Unis, et une huitième, qui a conservé le nom d'AT&T et les réseaux des communications longue distance. Cette dernière ne bénéficiait d'aucun monopole, et une concurrence (MCI, Sprint...) ne tardait pas à voir le jour.

Le Parlement vient de procéder à une ouverture supplémentaire. D'une part, en mettant fin aux monopoles régionaux. D'autre part, les opérateurs longue distance peuvent désormais proposer des liaisons locales, de même que les sociétés de télévision câblée si elles

le souhaitent. En compensation, les « Baby Bells », ainsi que les câblo-opérateurs, sont autorisés à faire leur entrée sur le marché de la téléphonie longue distance. Enfin, les opérateurs téléphoniques, qu'ils soient locaux ou longue distance, peuvent prétendre eux aussi à offrir des services de télévision.

### DES NOUVELLES FRONTIÈRES

C'est dans ce contexte de redistribution des cartes que s'inscrivent les rapprochements entre PacTel et SBC Communications, d'une part, et Bell Atlantic et Nynex, d'autre part. Ces compagnies régionales unissent leurs forces, espérant des économies d'échelle. Leur objectif est prioritairement de reconstruire un tel monopole. Ensuite, parce que les frontières du

Les zones géographiques couvertes par ces groupes sont riches en potentialités dans ce domaine. Sur le territoire desservi par SBC Communications et PacTel, les communications longue distance (sortantes et entrantes) représentent par exemple un pactole de 14 milliards de dollars par an, le chiffre étant du même ordre pour le territoire sous la coupe de Bell Atlantic et de Nynex.

Ces alliances constituent-elles les prémices d'un retour au système « Ma Bell », c'est-à-dire à un opérateur unique, en l'occurrence AT&T avant son démantèlement ? Les analystes écartent cette hypothèse. Tout d'abord, parce que les législateurs ne laisseraient pas se reconstruire un tel monopole. Ensuite, parce que les frontières du

Marché ne sont plus les mêmes non plus. Ce n'est plus seulement le téléphone qui est en jeu, mais, plus largement, l'ensemble des services de communication, y compris la télévision, par câble ou par satellite, les programmes audiovisuels, les services d'information en ligne accessibles par ordinateurs, etc.

Un marché que certains analystes estiment à 500 milliards de dollars. Les ambitions affichées par les groupes de télécommunications ne trompent d'ailleurs pas. Pour tous, compagnies régionales ou spécialistes du téléphone longue distance, il s'agit d'être en mesure d'offrir aux consommateurs toute cette palette de services.

Philippe Le Cour

## Les entreprises régionales sont très exposées à la concurrence par une productivité plus faible

DANS LA BATAILLE qui s'engage, les sept compagnies régionales sont très exposées. Elles bénéficient d'un marché total évalué à près de 100 milliards de dollars (500 milliards de francs) qui pourrait atteindre 120 milliards de dollars à la fin du siècle. Depuis leur création, suite au démantèlement d'AT&T en 1984, les Baby Bells n'ont connu, dans leurs zones géographiques respectives, qu'une situation de monopole. Malgré de lourdes suppressions d'emplois, elles affichent, selon les spécialistes, des ratios de productivité moins bons que leurs homologues du téléphone longue distance, AT&T, MCI et Sprint. Surtout, selon les experts, elles n'ont pas investi suffisamment pour moderniser leurs réseaux.

Des études indiquent que 40 % de leurs abonnés professionnels et 65 % de leurs abonnés résidentiels sont prêts à changer d'opérateur. « L'éclatement du monopole sur le téléphone local devrait conduire immédiatement 20 % des abonnés à opter pour un nouveau fournisseur », estime de son côté Joe Nacchio, l'un des vice-présidents d'AT&T.

Toutefois, les licences dérogatoires accordées à certains opérateurs longue distance pour opérer sur des marchés locaux montrent que la volatilité des clients reste faible : après un peu plus d'un an, AT&T et le câblo-opérateur TCI n'ont gagné qu'un peu plus de 20 000 lignes sur 370 000 à Rochester (État de New York).

Très rentables (13 % de marge

après impôt en moyenne), les Bells ont par ailleurs un gros avantage : elles contrôlent la « boucle locale », c'est-à-dire les lignes qui vont jusqu'à chez les abonnés. Les nouveaux entrants sur le marché local devront soit composer avec elles soit les contourner. Cette empreinte locale des Bells leur sera aussi utile pour proposer à leurs abonnés des services de communication longue distance. SBC propose déjà des services longue distance à ses abonnés au téléphone mobile.

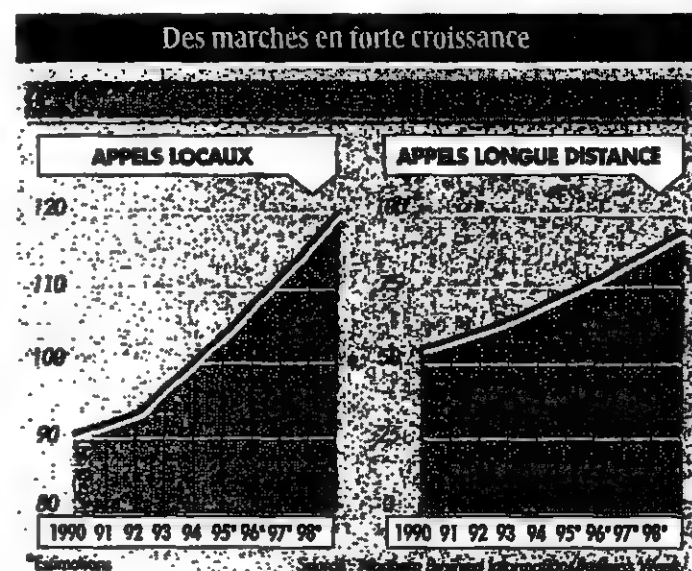
### ALLIANCES INDISPENSABLES

Pour cela, les Bells devront obtenir les autorisations et prouver que leurs marchés locaux sont ouverts à la concurrence. Les compagnies régionales estiment qu'elles pourront prendre 20 % du marché de la téléphonie longue distance en cinq ans, en visant le grand public et les petites entreprises. Pour toucher une population d'abonnés potentiels plus importante et réduire les coûts, des alliances seront nécessaires. SBC et PacTel ont opté pour une fusion. Bell Atlantic et Nynex sont sur la même voie. Le partenariat avec certains des « petits » concurrents d'AT&T, MCI et Sprint n'est pas non plus exclu. C'est ainsi que GTE s'est associé à WorldCom.

Avec la libéralisation, les Bells vont également s'intéresser à la télévision et aux services sur le câble. Bell Atlantic exploite déjà commercialement un système de

TV interactive dans le New Jersey. Ameritech, SBC, BellSouth et GTE se sont associés à Walt Disney pour créer Americast, alors que PacTel, Bell Atlantic et Nynex ont créé Tele-TV. Dans les deux cas, il s'agit de développer des programmes TV interactifs. Mais, contrairement au téléphone longue distance, l'activité vidéo devrait demander plus de temps avant de produire des effets.

Ph. L. C.



Sept sociétés - les Baby Bells - se partagent actuellement l'essentiel du marché des communications locales, alors que deux groupes - AT&T, MCI et Sprint - contrôlent 90 % du marché des communications longue distance.

## Un emploi sur quatre va être supprimé à l'usine d'électro-ménager Esswein

### LA ROCHE-SUR-YON de notre correspondant

L'usine Esswein, spécialisée dans la fabrication de lave-linge, sèche-linge et lave-vaisselle qui emploie 1 464 salariés à La Roche-sur-Yon, s'apprête à supprimer 365 emplois. Cette société commerciale sous plusieurs marques, notamment Thomson, Brandt et Vedette. Un comité d'entreprise extraordinaire est convoqué, lundi 22 avril, pour débattre de ces mesures.

Le groupe italien Elfi, qui a racheté en décembre 1992 cette société à Thomson Electronique, justifie ces suppressions par 46 millions de francs de pertes accumulées sur trois exercices, alors que la multinationale a investi 250 millions de francs en quatre ans. De plus, explique Elfi, les prévisions de vente restent pessimistes pour 1996 avec une nouvelle baisse estimée à 55 000 appareils, la production moyenne annuelle de ces dernières années atteignant quelque 530 000 machines (dont 30 % sont

exportées). Pour faire admettre ces coupes claires, qui touchent un emploi sur quatre, Elfi avance l'argument de la concurrence espagnole et italienne, où la productivité est deux fois plus élevée.

CGT et CFDT dénoncent le « démantèlement » du service recherche-développement. « On veut faire de nous une simple entreprise de montage », disent-ils. Les syndicats s'interrogent sur le choix des lave-linge séchants alors que la demande française s'effondre (158 000 machines par an en 1992, seulement 111 000 prévues en 1996). Ils refusent les suppressions d'emplois, demandant d'autres choix de production (« On est trop sur le haut de gamme ») et réitèrent l'argument de productivité (« L'écart salarial entre les Italiens et nous est seulement de 65 francs »). Enfin, les syndicats critiquent les comptes, estimant que le groupe italien n'a pratiquement pas investi d'argent frais à Esswein.

Gaspard Norrito

taquer les communications longue distance sans investir massivement : les réseaux qui traversent le territoire américain sont loin d'être saturés, et il est possible de louer des capacités de transmission à AT&T, MCI et Sprint pour les revendre.

### 20 % DU MARCHÉ EN CINQ ANS

Les « Bells » estiment pouvoir s'arroger 20 % du marché du téléphone longue distance en cinq ans. AT&T ne conteste pas ce chiffre, mais estime que le marché « adressable » par les compagnies régionales ne sera que de l'ordre de 15 à 20 milliards de dollars. AT&T estime également que sa marque, sa présence nationale, son expérience de la concurrence, lui offriront un avantage lui permettant de défendre ses positions. Son premier concurrent, MCI, ne dit guère autre chose.

Tous deux assurent que ces éléments serviront aussi dans leurs contre-attaques sur les marchés des communications locales. AT&T a déjà annoncé la couleur : il veut entrer sur les marchés locaux dès l'été 1996. Il se donne pour objectif un tiers du marché local d'ici à cinq ou dix ans.

Il faudra aux opérateurs

longue distance obtenir un accès physique aux abonnés. Une solution passe par la location de lignes aux compagnies régionales. C'est ce que compte faire dans un premier temps AT&T. « C'est la voie la plus rapide », selon Robert Allen, son PDG. Cela suppose que les « Bells » acceptent.

Avec un réseau local existant par région, la capacité disponible risque néanmoins d'être vite atteinte. C'est pourquoi une autre solution consiste à construire de nouveaux réseaux. Mais l'opération sera coûteuse. MCI a engagé un programme évalué à 2 milliards de dollars visant les principales villes américaines. L'accès aux abonnés pourra aussi se faire par la voie radio, la plupart des opérateurs longue distance exploitant des réseaux de téléphonie mobile. AT&T Wireless (ex-McCaw Cellular) couvre 80 % du territoire américain.

Les services de télévision ne sont pas négligés par les opérateurs longue distance. AT&T est entré, fin janvier, à hauteur de 2,5 % dans le capital de DirecTV, la société de Hughes Electronics qui exploite des services de télévision numérique par satellite. MCI s'est de son côté allié au groupe News Corp de Rupert Murdoch pour décrocher une licence d'exploitation pour un service quasi similaire.

Ph. L. C.

## Les trois principaux acteurs

● **AT&T.** Chiffre d'affaires pour les seuls services de télécommunications : 47,3 milliards de dollars. Résultat : 139 millions de dollars (toutes activités confondues, y compris les équipements de télécommunications et l'informatique).  
● **MCI.** Chiffre d'affaires : 15,3 milliards de dollars. Résultat : 1,07 milliard de dollars.  
● **Sprint.** Chiffre d'affaires : 13,56 milliards de dollars. Résultat : 395 millions de dollars.

### Sept sociétés

● **BellSouth.** Chiffre d'affaires : 17,89 milliards de dollars (1 dollar vaut environ 5 francs). Résultat : 1,23 milliard de dollars (après provisions de 3,4 milliards de dollars).  
● **Nynex.** Chiffre d'affaires : 13,4 milliards de dollars. Résultat : 1,8 milliard de dollars (après provisions de 3,2 milliards de dollars).  
● **Bell Atlantic.** Chiffre d'affaires : 13,4 milliards de dollars. Résultat : 1,07 milliard de dollars.  
● **Ameritech.** Chiffre d'affaires :

13,4 milliards de dollars. Résultat : 2,01 milliards de dollars.  
● **SBC Communications.** Chiffre d'affaires : 12,7 milliards de dollars. Résultat : 930 millions de dollars (après provisions de 2,6 milliards de dollars).  
● **US West.** Chiffre d'affaires : 9,48 milliards de dollars. Résultat : 1,18 milliard de dollars.  
● **PacTel.** Chiffre d'affaires : 9,04 milliards de dollars. Résultat : 2,3 milliards de dollars (après provisions de 3,36 milliards de dollars).

■ **AIR FRANCE EUROPE :** la grève, jeudi 18 et vendredi 19 avril, a été suivie par plus de 90 % des pilotes (hors encadrement) de l'ancienne Air Inter, rebaptisée Air France Europe. L'ensemble des syndicats avaient appelé au mouvement pour protester contre l'affrètement croissant d'heures de vols auprès de compagnies tiers. La compagnie intérieure a assuré 60 % de ses vols sur les deux jours. Vendredi 19 avril, les représentants des pilotes et du personnel au sol se sont unis contre la politique de la direction.  
■ **ALITALIA :** la compagnie italienne, contrôlée par le groupe public IRI, a enregistré une perte « de gestion » record de 442 milliards de lire (1,4 milliard de francs) contre un résultat négatif de 289 milliards de lire l'année précédente. Une plus-value de 395 milliards de lire de cession de la participation d'Alitalia dans les Aeroporti di Roma a permis de ramener la perte nette consolidée à 85,9 milliards de lire. Un plan de relance de la compagnie devrait être dévoilé dans les prochaines semaines.  
■ **AIR AFRIQUE :** le comité des ministres des pays membres d'Air Afrique a décidé d'« écarter le mandat » du PDG de la compagnie, le Français Yves Rolland-Billecart. Nommé en 1989 à la tête de la compagnie panafricaine, M. Rolland-Billecart avait été reconduit en 1994 pour un mandat de cinq ans. L'endettement de la compagnie est actuellement de 200 milliards de francs CFA (2 milliards de francs).  
■ **SLIGOS :** le groupe français de services informatiques table en 1996 sur un résultat net de l'ordre de 3 % du chiffre d'affaires après avoir renoué avec les bénéfices en 1995, a indiqué, vendredi 19 avril, son président Henri Pascaud. La société, contrôlée par le Consortium de Réalisation (CDR), compte atteindre 5 % de rentabilité en 1998.  
■ **FIDELITY :** la Security and Exchange Commission (SEC), la commission des opérations boursières américaine, enquête sur des investissements opérés à compte personnel par des gestionnaires vedettes de groupe de gestion de placements, Fidelity Investments, selon le Washington Post du vendredi 19 avril. La SEC s'est refusée à confirmer ou démentir ces informations.



# PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 21 - LUNDI 22 AVRIL 1995

**BOURSE** Les bons de souscription, titres relativement méconnus, présentent de grands avantages pour le possesseur d'un portefeuille boursier à condition d'en connaître le fonctionnement

et les risques. ● ILS OFFRENT en tout cas l'avantage de pouvoir investir en complément des lignes existantes des capitaux moins importants qu'en achetant directement des actions, et de réaliser

des plus-values souvent plus importantes en cas de hausse. ● LE MANIEMENT d'instruments aussi spéculatifs - il s'agit en fait d'options d'achat d'actions à long terme - nécessite beaucoup de ri-

gueur. Il faut choisir des bons disposant d'une bonne liquidité afin de pouvoir effectuer les transactions sans difficulté et se fixer des objectifs afin de se prémunir contre les fluctuations brutales de

cours. Il est prudent dès l'acquisition de passer un ordre de vente à un cours donné, y compris un cours à la baisse, ce qui permet de fixer à l'avance un niveau de perte acceptable.

## Les bons de souscription permettent de jouer les actions en limitant les risques

Ces titres relativement méconnus sont comparables à des options d'achat sur longue période. Ils procurent, quand la hausse est au rendez-vous, des gains importants par rapport aux capitaux investis

**SANS FAIRE PREUVE** d'un optimisme démesuré, un analyste financier estime que « si la Bourse de Paris continue de s'apprécier, les sociétés cotées livrant à nouveau des capitaux en émettant des bons de souscription ». Un titre relativement méconnu qui offre pourtant le grand avantage d'investir des capitaux moins importants qu'en achetant directement des actions et de réaliser des plus-values souvent plus importantes. Même en attendant un probable regain d'intérêt pour ce type d'opération, l'investisseur individuel peut réaliser de bonnes affaires avec les titres existants.

Parmi la cinquantaine de bons de souscription cotés à Paris - ils s'achètent et se vendent comme des actions -, une quinzaine au moins retiennent l'attention des spécialistes. En des transactions importantes qu'ils suscitent, et sur-

tout des fluctuations spectaculaires de leurs cours de Bourse, +200 % en un an pour le bon Sita 1992, doublement depuis le début de l'année pour le bon Sodeexo 1991.

Comment fonctionnent ces titres négociables ? Un bon « Filippachi media à échéance 30/9/96 » permet de souscrire une action Filippachi media à tout moment jusqu'au 30 septembre 1996 au prix d'exercice de 725 francs fixé lors de l'émission. Le prix d'exercice est généralement inférieur de 10 % à 20 % à celui du cours de l'action. Le 17 avril, par exemple, l'exercice du bon avait coté 996 francs, correspondant au prix d'exercice (725 francs) majoré du cours du bon le même jour, 271 francs. A la même date, l'action cotait 1 066 francs, ce qui mettait les deux modes d'acquisition de l'action à peu près à égalité. Ce qui est logique, le prix du bon fluctue en

fonction du cours de l'action, mais comme sa valeur est plus faible, ses gains en pourcentage sont bien plus importants. Ainsi, depuis le début de l'année, le bon Filippachi media a battu l'action à plate couture, avec une hausse de plus de 300 % !

### TROIS RÈGLES DE BASE

Tous les bons n'affichent pas une telle performance. Mais les opérations d'achat et de vente (« trading »), constituent, de loin, l'approche la plus intéressante. Avec une mise de fonds réduite, le bon de souscription permet de répliquer la performance de l'action correspondante, voire de la dépasser. La valeur nominale du bon, en général très inférieure à celle de l'action, explique cet effet de levier.

Le maniement d'instruments aussi spéculatifs nécessite pourtant beaucoup de rigueur de la part de

l'investisseur individuel, qui peut utiliser trois règles de base. Au départ, il ne faut pas perdre de vue qu'à la Bourse, on a d'abord affaire à des entreprises. Miser sur un bon émis par une société aux performances incertaines revient dans la plupart des cas à acheter un billet de loterie. Une fois l'entreprise sélectionnée, on mettra toutes les chances de son côté en choisissant des bons disposant d'une bonne liquidité comme GTM, Lagardère, Pinault Printemps Redoute ou Sita. Enfin, il faut se fixer des objectifs afin de se prémunir contre les fluctuations brutales de cours. « Au moment de l'achat », conseille Patricia d'Ille, de la banque Monte Paschi, « déterminez le cours auquel vous souhaitez vendre ». En effet, il est prudent dès l'acquisition de passer un ordre de vente à un cours donné, y compris un cours à la baisse, ce qui permet de fixer à

l'avance un niveau de perte acceptable.

Cette démarche est largement motivée par le fait qu'un bon peut perdre l'essentiel de sa valeur en un laps de temps réduit. C'est le cas des titres qui arrivent à échéance. Les professionnels conseillent par conséquent de se limiter aux bons dont l'échéance est lointaine : six mois semble un minimum. Dans cette catégorie, on trouve notamment Schneider, Christian Dior, Sita et Sodeexo, qui ont la préférence de Florence Goniche, analyste à CPR finance.

Dans certains cas, le bon offre une alternative intéressante à l'action dont on estime qu'elle a épuisé, pour une certaine période, son potentiel de hausse. En se positionnant sur le bon, l'investisseur prend un ticket pour une éventuelle hausse, mais il limite aussi son exposition au risque en cas de baisse,

car les montants investis sont moins importants.

Mais comparé au « trading », l'achat d'actions par l'exercice de bons de souscription ne présente qu'un intérêt limité. Reste le cas de l'investisseur qui détient des bons distribués gratuitement par une société. Il peut envisager de les exercer afin de renforcer sa ligne d'actions. Par ailleurs, quand la somme disponible est insuffisante pour acheter une action particulièrement prometteuse, les bons permettent de prendre une option à moindre coût.

Compléments utiles à un portefeuille boursier, qu'ils dynamisent tout en facilitant sa gestion, les bons de souscription constituent aussi pour l'investisseur individuel une initiation aux options sur actions négociées sur le Monep.

Antoine Gendré

### Calculer le coût théorique

● La prime d'un bon de souscription : elle mesure en pourcentage le surcoût entraîné par l'achat d'un bon, puis sa conversion en actions par rapport au prix de l'action. Filippachi 30/9/96, 2 bons pour une action. Le 17 avril 1995, prix d'exercice : 350, cours du bon : 38,30, cours de l'action : 301. Prime =  $(2 \times 38,30 + 350) / 301 - 100 = 141,7$  (soit 41,7 %).

Plus la prime est élevée, plus la possibilité de l'amortir par la

hausse de l'action est faible. ● Le prix théorique du bon : il dépend du cours de l'action - plus celui-ci est élevé, plus le prix du bon augmente, car la probabilité d'exercer le bon s'accroît ; de sa durée de vie : plus elle est importante, plus le prix du bon est élevé, car les chances que l'action augmente sont plus grandes ; et de la volatilité, qui mesure l'amplitude des variations de l'action.

### Comment profiter du plan d'épargne populaire

Le plan d'épargne populaire (PEP) a déjà six ans. Cette enveloppe fiscale permet aux épargnants de bénéficier d'une exonération totale des intérêts acquis à condition de laisser fructifier son capital pendant au moins huit ans. Deux grandes familles du PEP se partagent le marché : les PEP bancaires et les PEP qui - comme leur nom l'indique - achètent un contrat d'assurance-vie.



Dans les deux cas, il n'est pas possible de détenir plus d'un seul plan par contribuable (deux pour un couple marié). Le montant maximum des versements est de 600 000 francs. Mais la valeur du PEP peut excéder ce plafond par le simple jeu de la capitalisation des intérêts. Ainsi un particulier qui a versé 300 000 francs sur un plan dont la valeur a atteint 420 000 francs peut encore effectuer des versements totalisant 300 000 francs.

#### FISCALITÉ

Remarque : les personnes non imposables qui ont ouvert un PEP avant le 22 septembre 1993 ont droit à une prime épargne versée par l'Etat.

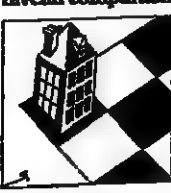
Après huit ans, les sommes retirées - qu'il s'agisse de l'épargne acquise ou de la conversion de ce capital en rente viagère - sont exonérées d'impôt sur le revenu. Entre huit et dix ans, tout retrait met fin au PEP. Après dix ans, la récupération d'une partie de l'épargne d'interrompt pas le plan, mais tout nouveau versement devient impossible. En cas de sortie anticipée avant huit ans, les intérêts acquis sur les sommes retirées sont soumis à l'impôt sur le revenu (sauf cas de force majeure prévus par la loi). Deux solutions : soit l'épargnant opte pour le prélèvement libératoire. Le taux est alors de 39,4 % pour une sortie avant quatre ans et de 19,4 % entre 4 ans et 8 ans. Soit il préfère l'intégration des intérêts dans ses revenus.

Enfin, la CRDS (contribution au remboursement de la dette sociale) sera prélevée chaque année au taux de 0,50 % sur le montant des intérêts générés par le plan.

Laurent Edelmann

### Vers une stabilisation des prix des terres agricoles

Les statistiques que la FNSAIFER (Fédération nationale des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) vient de publier peuvent être interprétées de deux façons. Les pessimistes relèveront qu'en 1995 le prix de la terre agricole était en moyenne de 18 950 francs à l'hectare, soit à un niveau comparable à celui atteint en 1955 si l'on fait abstraction de l'inflation.



En 1995 toujours, 442 000 hectares ont changé de main, soit un marché en hausse de 47 % quant à la superficie transférée, mais dont la valeur globale a une nouvelle fois reculé (de 1,1 % par rapport à 1994). Les optimistes souligneront, pour leur part, que la baisse des terres est en voie de stabilisation puisque le prix moyen à l'hectare n'a cédé que 0,7 % entre 1994 et 1995. Alors que les régions les plus désertées (moins de 15 000 francs l'hectare) se situent de chaque côté d'une ligne allant du Jura à la Loire-Atlantique, celles qui entrent dans une zone économique vivace (Bassin parisien, Alsace, bassin méditerranéen, etc.) voient l'hectare s'échanger au-delà des 25 000 francs. Réconfortant si on tient compte du prix moyen des vignes AOC, qui, sans retrouver les niveaux spéculatifs de l'année 1992, voient leur valeur moyenne s'apprécier de 3 % (268 000 francs l'hectare).

Fort de ce panorama, que faire des quelques hectares de terres agricoles dont, comme des milliers de Français, vous avez peut-être hérité de la tante Bernie ? A condition de vous contenter d'un rendement brut assez faible (environ 4 %), vous pouvez louer vos terres en pacage sur le fait qu'il sera possible d'en tirer un meilleur prix à l'avenir. Par ailleurs, n'oubliez pas que d'un point de vue fiscal, les terres agricoles louées dans le cadre d'un bail à long terme (au moins douze ans) bénéficient au cours de la première mutation à titre gratuit d'un abattement de 75 % sur la valeur taxable pour la partie n'excédant pas 500 000 francs et de 50 % au-delà.

Arnaud de Préminville



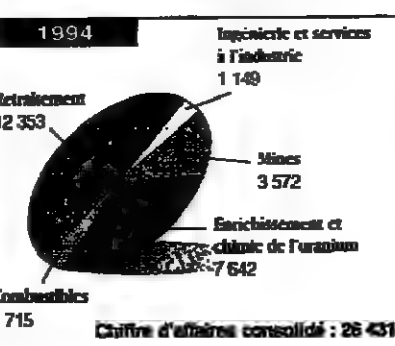
**COGEMA en 1995 :**  
chiffre d'affaires  
et résultat net  
en hausse de 16 %



Un extrait de la campagne institutionnelle COGEMA 1995.  
Le Conseil d'Administration de COGEMA, réuni le 28 mars 1996, sous la présidence de Jean Syrota, a arrêté les comptes de l'exercice 1995.

**Le Groupe COGEMA,**  
avec ses filiales françaises  
et étrangères, maîtrise  
l'ensemble des opérations  
et services qui constituent  
le cycle du combustible  
nucléaire (extraction,  
enrichissement, transport,  
retraitement et recyclage).  
Il est également présent  
dans l'ingénierie et  
les services à l'industrie.

### RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ (en millions de francs)



### Poursuite de la progression du chiffre d'affaires

La progression du chiffre d'affaires est à attribuer à la hausse des ventes de services d'enrichissement à l'étranger, à l'augmentation significative du chiffre d'affaires réalisé hors groupe par les filiales d'ingénierie et de services à l'industrie, et surtout à la croissance du chiffre d'affaires des activités de retraitement, due à la poursuite de la montée en puissance des usines de retraitement de combustibles usés de La Hague.

Le chiffre d'affaires des activités minières a continué à reculer, sous l'effet de la poursuite de l'érosion des prix des contrats pluriannuels de fourniture de concentrés d'uranium et de la baisse du dollar.

### Progression parallèle des résultats nets

Le résultat courant avant impôt des sociétés intégrées globalement s'est établi, en 1995, à 1 760 MF, soit 5,8 % du chiffre d'affaires (contre 5,1 % en 1994). Après notamment une charge fiscale passée de 268 MF en 1994 à 547 MF en 1995, le résultat net consolidé reste stable, relativement au chiffre d'affaires. Le résultat net part du groupe de COGEMA pour l'exercice 1995 s'élève à 973 MF, en progrès de 15,8 % sur le chiffre correspondant de l'exercice précédent

(à 841 MF), soit, dans les deux cas, 3,2 % des chiffres d'affaires correspondants.

### Les investissements

Les investissements industriels ont continué à décroître assez fortement en 1995, en relation avec l'achèvement de grands programmes. Ils s'élevaient à 7,3 GF en 1993, et à 6,3 GF en 1994 : ils se sont montés à 4,3 GF en 1995. Les investissements financiers réalisés en 1995 ont eu pour objet essentiel la poursuite de la constitution d'un portefeuille de placements à long terme, en prévision des opérations de démantèlement dont COGEMA aura à assumer la charge le moment venu. COGEMA a participé à l'offre publique de vente de titres de la société USINOR-SACLOR (3,4 %), et est entrée dans le capital de la société SAGEM (7,5 %). Les deux groupes COGEMA et SAGEM ont constitué une société commune, EURISYS MESURES, qui a l'ambition de prendre une position forte dans le domaine de la mesure nucléaire.

### Perspectives pour 1996

L'objectif de l'exercice 1996 est de conforter les résultats obtenus. En cours d'année, en application des décisions des pouvoirs publics, il sera mis un terme aux activités de l'usine d'enrichissement de Pierrelatte.



# Le retour des privatisations

## REVUE DES ACTIONS

AGROALIMENTAIRE	19-04-96	Diff.
Bouygues	2780	-0,89
Danone	289	-0,12
Eridania Béghin	845	+1,45
Fromageries Bel	5010	-1,57
LVMH Moët Vuitton	1278	-0,39
Pemou-Rikard	315,20	-0,88
Remy Cointreau	147	+0,68
Saint-Louis	1458	-1,60

ASSURANCES	19-04-96	Diff.
AGF-Ass. Gen France	135,50	-3,20
Assa	243	-2,01
GAN	148	-5,67
SCOR SA	187	+2,46
Union Assur Fdal	109,10	-0,09
Union Assur Fdal	639	+1,42

BÂTIMENT ET MATÉRIEL	19-04-96	Diff.
Bouygues	508	-1,24
Ciments Fr. Priv. B	243	-2,01
Colson	902	-3,81
Elfrage	819	+5,53
Eurotunnel	5,70	-0,86
GTM-Entrepose	324,90	-1,12
Imetel	750	+2,85
Jean Lefebvre	325,10	-1,49
Lafarge	346,20	+1,90
Poliet	507	+0,19
Saint-Gobain	627	-0,15
SGE	128,10	+0,07

CHIMIE	19-04-96	Diff.
Air Liquide	904	+0,66
Gascoine (B)	512	-3,01
Michelin	450,20	+0,68
Plastoc-Omnily	251,90	+9,61
Rhône-Poulenc A	126	-2,55
Roussel Uclaf	1243	+11,39
Sanofi	395,10	+2,83
Synthelabo	404,30	+0,62

CONSUMATION NON ALIMENTAIRE	19-04-96	Diff.
BIC	567	-2,57
Carrefour	1385	+0,87
Christian Dior	710	+0,85
Clanet	664	+11,59
DMC (Dollfus M)	262	-1,61
Essilor Int	1290	-1,82
Groupe André S.A.	455	+2,24

A L'IMAGE de l'ensemble des places, la Bourse de Paris a terminé la semaine en hausse. En dépit d'une évolution plutôt hétéroclite, l'indice CAC 40 affichait vendredi 19 avril en clôture un gain de 17,71 points, à 2 092,45 points, soit une progression de 0,85 %.

Les résultats des entreprises ont continué à rythmer cette semaine boursière. Ainsi, lundi, l'annonce d'une nette réduction des pertes du Comptoir des entrepreneurs pour l'exercice écoulé (560,4 millions de francs contre 1,02 milliard de francs un an plus tôt) et d'une prévision d'un retour à l'équilibre en 1997 a redonné un semblant de baume au cœur des actionnaires. Entre lundi et jeudi, le cours de l'action de l'établissement financier a progressé de 40 %, passant de 12,75 francs vendredi en clôture à 17,75 francs jeudi au terme des échanges. Quelques prises de bénéfice ont toutefois érodé les gains au cours de la dernière séance de la semaine. Vendredi 19 avril, le Comptoir des entrepreneurs a terminé en tête des plus fortes baisses, à 16,20 francs, conservant toutefois une avance de 27,06 % sur son cours de la semaine précédente.

La Générale des eaux, qui a annoncé jeudi

après la clôture du marché une perte nette de 3,7 milliards de francs, termine la semaine sur un gain de 6,38 %, à 550 francs. Selon les intervenants, le titre a bénéficié de prises de position spéculatives, du prochain remplacement de Guy Dejouany par Jean-Marie Messier ainsi que de l'annonce d'une plus-value de 50 millions de francs sur la cession d'un hôtel à la Défense par la CGIS, filiale du groupe. Selon un spécialiste du secteur cité par l'agence Reuter, 1995 a été pour la Générale l'année des restructurations exceptionnelles. Désormais, la stratégie est claire, le nettoyage est en cours et les perspectives sont bonnes.

Le groupe a par ailleurs annoncé qu'il allait très prochainement proposer aux actionnaires minoritaires de sa filiale CGEA spécialisée dans la propriété et le transport, détenue à 84 %, une offre publique d'échange simplifiée. La parité de l'offre d'échange devrait tenir compte d'une analyse multicritère et sera sous réserve de l'accord des autorités de marché de 11 actions pour 5 actions CGEA. La Compagnie de navigation mixte a annoncé qu'elle apporterait sa participation de 10 % à l'offre publique.

Les Assurances générales de France (AGF) terminent la période sur un repli de 4,66 %, à 137 francs. A l'origine de cette baisse, une in-

formation des Echos faisant état de la privatisation de la compagnie d'assurances dans les semaines à venir. Comme le relevait un intervenant, à chaque fois qu'il y a une rumour de privatisation sur une société, le titre baisse. La privatisation du groupe devrait intervenir au début du mois de mai.

Notons encore, pour cette semaine, qu'Infonie n'est plus seule depuis mercredi sur le nouveau marché. La filiale de la société lyonnaise Infogrames spécialisée dans les réseaux en ligne a été rejointe par High Co, entreprise spécialisée dans le marketing opérationnel. A la première cotation, le titre de cette dernière s'échangeait à 305 francs pour un prix d'introduction de 275 francs, soit un gain de 10,95 %. Infonie termine la semaine à 525 francs et High Co à 286 francs.

Dès jeudi 25 avril, le nouveau marché devrait s'enrichir d'une nouvelle valeur, Joliet-Regol, entreprise spécialisée dans le courtage d'assurance. Les actions sont proposées aux investisseurs au prix de 100 francs l'action. Une partie des titres (331 500) fera l'objet d'un placement garanti, une autre partie (110 500 titres) sera mise sur le marché par le biais d'une offre à prix ferme. Les résultats de l'offre seront connus le 24 avril.

François Bostravaron

VALEURS	19-04-96	Diff.
L'Oréal	1513	-0,39
Moulinex	67,40	-1,41
Salomon (Ly)	3327	+6,82
S.E.B.	814	+3,05
SFR-Rossignol	1810	-2,35
Sommer-Albert	1475	-1,16
Zodiac exch divld	1165	+0,86

CREDIT ET BANQUES	19-04-96	Diff.
Banque (Cie)	545	+0,36
B.N.P.	206,10	+1,07
C.C.F.	244,50	+1,25
Cetelem	1058	+0,95
Comptoir Entrep.	16,20	-27,05
CRF	436,80	-0,68
Credit Fon France	60,90	-3,17
Credit Local Fce	385,40	-0,75
Credit Lyonnais CI	183,40	-1,2
Credit National	401	+1
Société Générale A	564	-1,91
UFB Locabail	479	+1,69
UIC	81,40	-1,69
Val Banque	195	+0,41
Sovac	610	-

DISTRIBUTION	19-04-96	Diff.
Carrefour	3800	+2,81
Casino Guichard	184	+2,22
Carrefour DI (L)	889	+0,11
Comptoir Modern	1481	-0,70
Damart	3980	-4,09
Docks France	920	-1,07
Galeria Lafayette	1600	-2,28
Gilbert	816	+4,61
Guyenne Gasconne	1456	+2,01
Pinault-Prim. Red.	1387	-0,36
Primogaz	549	-8,04
Primoprom	1391	+6,59
Reaif	1140	-1,29

ELECTRICITE ET ELECTRONIQUE	19-04-96	Diff.
Alcatel Alsthom	466,20	-0,80
Alcatel Cable	459,20	-0,60
CS Sigma (CSE)	248	-8,96
Internelectronique	550	-0,18
Labinal	675	-3,29
Legrand	995	-1,05
Matra-Hachette	131,80	+0,67

IMMOBILIER ET PONCHER	19-04-96	Diff.
G.F.C.	411	-8,22
Rue Impériale (Ly)	4302	+0,65
Sefimeg	347,10	+0,61
Simco	480	-1,69
UIF	450	-1,55
Lucia	50,10	-5,42
Sitic	747	-0,68
Sogeparc (Fin)	698	+3,67

INVESTISSEMENT ET PORTFOLIAIRE	19-04-96	Diff.
Bolore Techno.	355	-1,57
Corus Europ. Reun	99,05	-2,21
CEP Invest	1191	+3,16
Eurofinance	1914	-3,28
Gas et Eau	2238	-1,22
Lagardère (MMB)	137,10	+0,86

MINES D'OR, DIAMANT	19-04-96	Diff.
Anglo American	333,10	+3,12
Buffetfontein	15	-15,79
De Beers	163,20	+2,64
Driefontein	80,50	+0,62
Gencor Limited	18,90	-0,78
Harmony Gold	60	-0,36
Kimberly	43	-1,12
Saint-Helena	33,90	+11,83
Western Deep	240,20	+3,09

PETROLE	19-04-96	Diff.
Elf Aquitaine	375,40	+6,42
Esso	646	+2,62
Geophysique	344,10	+0,02
Total	344,80	-0,20
BP France	140	+1,71
Esso-Elf Cptel	339,10	-1,68

SICOM OU EX-SICOM	19-04-96	Diff.
Ball Investis.	860	+0,61
Interball	252	+0,66
Kieffer	629	+0,16
Lochard	889	+0,45
Selecobanque	106	-1,21
Unibail	502	+2,50
Gerefin	149	-
Immobail	130,50	+1,87

TRANSPORTS, LOISIRS, SERVICES	19-04-96	Diff.
Accor	793	+3,38
BIS	533	+3,89
Carrel	1197	+2,83
Cap Gemini Sogeti	190,90	+2,19
CEP Communication	469	-1,47
Club Méditerranée	464	-1,48
Eaux (Cie des)	549	+0,16
Esso	1104	-0,69
Euro Disney	15,15	+8,40
Filipacchi Media	1025	+7,53
Hines	436,30	-1,97
Lyonnais Reun	519	+0,80
Publicis	402	+1,95
S.T.A.	1139	+7,25
Silgas	407	-2,16
Sodexo	1926	-1,23
Technip	447,60	-0,96
Scie Delmas (SVD)	840	+0,86
Dauphin OTA	296,50	+2,34
OCF Omni Ges. Fin.	2,85	+2,43
TP1	337	+2,43

VALEURS A REVENIR FINE OU MISEE	19-04-96	Diff.
Emp. Eur. 69/99-97	101,97	+0,09
EDF-GDF 3%	7700	+0,38
CNR TMO 62-97 (5)	357,80	+0,19
CNR Parth. 97 TMO (5)	—	+0,03
CNR Suez 97 TMO (5)	—	+0,03
CNR TMO 182-97 (5)	—	+0,19

## LES PERFORMANCES DES SICAV ACTIONS

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 12 avril

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. 1 an	Rang	Perf. 5 ans	Valeur liquid.
---------	---------------------	------	------------	------	-------------	----------------

### ACTIONS FRANCE

Performance moyenne sur 1 an : 13,66 %, sur 5 ans : 34,58 %

ETIOLIS SA	CDT NORD	1	34,90	5	38,84	3884,22
INVESTISSEMENT FRANCE	INVESTIS	2	32,46	5	39,32	174,14
PARIBAS FRANCE EMERGENCE (C)	PARIBAS	3	31,59	—	—	1881,92
PARIBAS FRANCE EMERGENCE (C)	PARIBAS	4	31,59	—	—	1881,92
INDOSUEZ CROISSANCE FRANCE	INDOSUEZ	5	30,67	—	—	664,25
OFIWA MIDCAP	OFIWA	6	30,05	17	28,88	187,78
UNI-HOCHÉ (C)	SANPAOLO	7	24,71	40	31,36	345,39
UNI-HOCHÉ (C)	SANPAOLO	8	24,71	39	31,39	367,36
AGF INVEST	AGF	9	35,70	4	60,36	170,17
AAA SECOND MARCHÉ COMPTANT (C)	AAA	10	23,19	—	—	124,48
AAA SECOND MARCHÉ COMPTANT (C)	CL	11	22,61	6	57,99	905,88
SYNFRANCE	CCBP	12	22,27	19	42,15	1463,09
ACTIONS AGRO-ALIMENTAIRE (C)	CCBP	13	22,27	18	42,16	1389,13
ACTIONS AGRO-ALIMENTAIRE (C)	GAN	14	22,16	17	42,15	1362,80
FRANCE GAN	GAN	15	22,16	17	42,15	1362,80
PARIFRANCE (C)	PARIFRANCE	16	21,43	10	51,46	846,76
PARIFRANCE (C)	PARIFRANCE	17	21,41	11	51,28	830,15
MDIA FRANCE	MDIA	18	20,56	8	37,67	177,90
FRANCO-REGIONS	CIC PARL	19	20,44	15	45,61	181,79
UNION FRANCE	CIC BUE	20	20,33	15	45,61	181,79
MAFIRINE	BICP	21	20,14	12	49,94	385,19
MEURICURE ACTIONS FRANCE	AGF	22	19,99	—	—	1246,85
AGF EPARGNE ACTIONS	AGF	23	19,78	—	—	1246,85
SAINT-MICHEL PNE	CF ROTHS	24	19,36	22	41,89	709,25
NATOP OPPORTUNITES	BNP	25	19,18	—	—	159,34
OBJECTIF DYNAMIQUE	LAZARD	26	18,83	7	57,79	1781,27
SICAV SUE	ACORD	27	18,74	—	—	292,89
HAUSSMANN FRANCE (C)	WORMS	28	18,74	26	39,96	1356,02
HAUSSMANN FRANCE (C)	WORMS	29	18,74	25	39,95	1356,02
FRANCE ENTREPRISES (C)	NSM	30	18,51	28	38,17	1238,71
FRANCE ENTREPRISES (C)	NSM	31	18,51	29	38,17	1238,71
UNI-REGIONS	CNCA	32	18,47	35	22,95	1540,43
FRANCE CROISSANCE	CCF GEST	33	18,19	—	—	963,10
SG FRANCE OPPORTUNITES (C)	SG	34	17,98	—	—	1437,51
SG FRANCE OPPORTUNITES (C)	SG	35	17,98	—	—	1437,51
OPTIMIS-ALOP	CDT NORD	36	17,82	14	48,13	285,33
FLACRENT A	SMC	37	17,19	41	31,36	1705,79
FRANCO	CIC PARL	38	16,78	44	33,36	544,29
FRANCE VENER	BRED	39	16,69	15	46,17	145,68
NATOP VALEURS	BNP	40	16,57	17	42,63	198,13
SELECTION Avenir	CCF	41	16,48	23	40,83	2234,95

### ACTIONS EUROPE

Performance moyenne sur 1 an : 21,06 %, sur 5 ans : 32,63 %

EUROPE MID-CAP	PARIBAS	1	34,90	—	—	1191,10
RENAISSANCE EUROPE	CONGEST	2	32,69	—	—	1711,87
ASA EUROPE ACTIONS	AXA	3	32,46	2	36,29	346,29
HAUSSMANN EUROPE	WORMS	4	29,09	5	36,01	9580,53
BURACTIVE	CCF GEST	5	27,12	—	—	1407,72
ATLAS VALEUROPE (C)	ATLAS	6	27,08	6	34,69	207,44
ATLAS VALEUROPE (C)	ATLAS	6	27,08	6	34,69	207,44
EURODYN	CNCA	8	26,58	8	35,36	1687,56
EURO PME	CF ROTHS	9	26,55	—	—	619,01

### ACTIONS AMERIQUE

Performance moyenne sur 1 an : 28,08 %, sur 5 ans : 42,04 %

USA INDEX GESTION	CCF GEST	1	37,42	—	—	1247,79
QUANTUM	PARIBAS	2	36,16	8	40,49	285,79
ETIOLIS INDEX USA	CDT NORD	3	35,20	—	—	8785,90
PHENIX USA	PHENIX	4	35,44	2	44,09	5886,47
ATOUT AMERIQUE	CNCA	5	34,34	—	—	133,17

### ACTIONS ASIE-PACIFIQUE

Performance moyenne sur 1 an : 6,51 %, sur 5 ans : 16,81 %

STATE STREET ACTIVE ASIE	STATE ST	1	26,06	—	—	1581,11
INDOSUEZ ORIENT (C)	INDOSUEZ	2	27,18	3	74,26	291,31
INDOSUEZ ORIENT (C)	INDOSUEZ	3	27,17	2	74,26	314,10
INVESTISSEMENT ASIE EMERGENCE	INVEST	4	26,59	—	—	114,29
CIC BUE	CIC BUE	5	26,46	—	—	160,38
LA MONDI	LA MONDI	6	25,19	4	71,91	1070,



## La Bundesbank relance le processus de détente monétaire

La banque centrale a annoncé, jeudi 18 avril, une baisse d'un demi-point de ses deux principaux taux directeurs. Le deutschemark a bien résisté à l'assouplissement de la politique monétaire allemande

Le conseil de la Bundesbank a réduit, jeudi 18 avril, d'un demi-point le taux d'escompte et le taux Lombard, ramenés respectivement à 2,5 % et 4,5 %. Si les économistes s'attendaient à un assouplissement

de la politique monétaire allemande, ils estimaient en majorité qu'il interviendrait plus tard au cours du trimestre. Officiellement justifiée par l'absence de tensions inflationnistes, la baisse des taux direc-

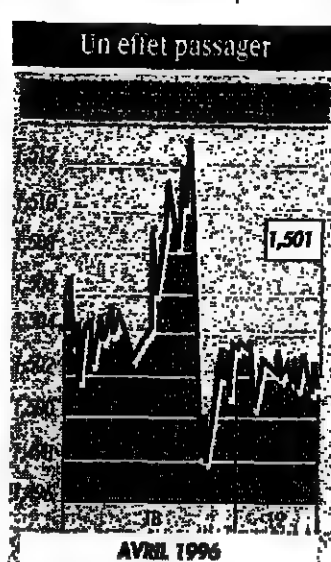
teurs de la Bundesbank est d'abord destinée à aider l'économie allemande à sortir de la crise qu'elle traverse actuellement. La Bundesbank a été imitée par les banques centrales d'Autriche, du Dane-

mark, des Pays-Bas, de Belgique, d'Irlande et du Portugal. La Banque de France devrait quant à elle attendre son prochain conseil, jeudi 25 avril, pour réduire ses propres taux directeurs.

EN DÉBUT de semaine, les marchés financiers européens avaient fait preuve d'un calme inhabituel, les investisseurs retenant leur souffle avant la réunion du conseil de la Bundesbank. Leur attente n'aura pas été déçue. La banque centrale allemande a annoncé, jeudi 18 avril, une baisse d'un demi-point de ses deux principaux taux directeurs. L'escompte a été ramené de 3 % à 2,5 % et le Lombard de 5 % à 4,5 %.

La réaction des marchés financiers n'a pas été aussi enthousiaste qu'on aurait pu l'imaginer. Le contrat à terme sur les emprunts d'Etat allemands a modestement progressé de 12 centimes jeudi. La réaction la plus surprenante a toutefois été observée sur le marché des changes. Après un accès de faiblesse jeudi après-midi (elle est tombée jusqu'à 1.5140 mark pour 1 dollar et 3.3880 francs), la monnaie allemande s'est nettement reprise. Elle s'échangeait vendredi soir à 1.5050 mark pour 1 dollar et 3.3950 francs. Cette résistance du deutschemark, si elle se confirmait, serait sans doute un sujet de déception pour la Bundesbank, dont l'un des objectifs, à travers la baisse de ses taux directeurs, était de corriger la surévaluation de sa devise et de restaurer ainsi la compétitivité de l'économie allemande.

Deux éléments peuvent avoir été de nature à dérouter les inves-



AVRIL 1996

tisseurs. En premier lieu, la Bundesbank a annoncé qu'elle maintenait inchangé, pour les deux prochaines semaines, au taux de 3,50 %, le niveau des prises en pension (REPO), qui détermine directement les rendements du marché monétaire outre-Rhin. Cette décision signifie que la Bundesbank entend rester vigilante et qu'elle ne va pas s'engager dans une relance monétaire débridée. Les investisseurs préfèrent juger sur pièces l'ampleur réelle de la baisse des taux de marché pour prendre

des positions. Second élément susceptible d'avoir troublé les opérateurs, la Bundesbank a annoncé, jeudi, une hausse de 12,2 % de la masse monétaire M3 au mois de mars, un rythme nettement supérieur à l'objectif de croissance, compris entre 4 % et 7 %, que la banque centrale allemande s'est fixée pour l'année 1996. La baisse de l'escompte et du Lombard apparaît peu conforme avec la politique d'orthodoxie traditionnellement menée par la Bundesbank.

### REPRISE AU JAPON

Quoi qu'il en soit, sa décision relance à point nommé un processus de détente monétaire en Europe qui semblait arriver à son terme. Dès jeudi, les banques centrales des Pays-Bas, de Belgique, d'Autriche, du Danemark ont imité la Bundesbank, suivies vendredi par celles d'Irlande et du Portugal. Il faudra en revanche sans doute patienter jusqu'à la prochaine réunion du conseil de l'Institut d'émission, jeudi 25 avril, pour assister à un assouplissement de la politique monétaire française. Le taux des appels d'offres, corrigé au REPO de la Bundesbank et non à l'escompte, pourrait être réduit d'environ 0,20 %, selon les analystes.

Le repli du dollar a été plus marqué encore vis-à-vis du yen (de 108,90 yens lundi à 106,90 yens vendredi soir) que du deutschemark. Il est vrai qu'au Japon la perspective d'un resserrement monétaire se précise, justifiée par la reprise de l'économie. L'établissement financier améri-

cain Merrill Lynch estime que la croissance du produit intérieur brut (PIB) japonais atteindra 3,5 % en 1996, bien au-delà du rythme prévu par le gouvernement nippon (2,5 %). Compte tenu de l'envolée de l'agrégat monétaire M1 (+16 % au mois de février), la Banque du Japon ne peut éternellement maintenir une politique monétaire très accommodante sans risquer de perdre la confiance des investisseurs. Son gouverneur Yasuo Mutsushita a déclaré, mardi 16 avril, que la politique de détente prolongée des taux d'intérêt avait contribué à la mise en place de la bulle spéculative de la fin des années 80. Les opérateurs ont aussitôt interprété ces propos comme le prélude à un relèvement du taux d'escompte nippon, fixé à 0,5 % depuis le 8 septembre 1995. Selon les cotations à terme, ils prévoient que les taux à trois mois japonais, qui s'établissent aujourd'hui à

0,6 %, s'inscriront à 1,4 % en fin d'année.

La question est toutefois de savoir si le gouvernement japonais ne cherchera pas à s'opposer à un durcissement de la politique monétaire. La banque centrale nipponne ne jouit pas d'une réelle indépendance. « Si la politique de crédit souple est maintenue et que les taux de changes sont stables, entraînant un redressement des dépenses d'investissement et de la production, alors nous pourrions passer à une reprise guidée par la demande privée », a prévenu Shusei Tanaka, ministre du plan. Certains experts craignent qu'un éventuel bras de fer entre l'Institut d'émission et le gouvernement ne déstabilise le marché des obligations japonaises, qui joue un rôle capital pour l'équilibre des marchés de capitaux internationaux.

Pierre-Antoine Delhommais

### Les taux français sous les taux américains

En l'absence de statistiques économiques majeures, l'évolution des emprunts du Trésor américain a été essentiellement rythmée, cette semaine, par les fluctuations des cours des matières premières. Si les investisseurs ont été rassurés par le repli des prix du pétrole (chaud du baril est repassé sous la barre des 24 dollars sur le marché à terme de New York), ils ont en revanche trouvé un motif d'inquiétude dans la nouvelle hausse des matières premières agricoles. Le taux de rendement de l'obligation américaine à trente ans s'inscrivait, vendredi, à 6,79 %.

Le mouvement de déconjonction entre les obligations américaines et européennes, favorisé par le décalage conjoncturel entre les deux continents et les perspectives monétaires différentes qui en découlent, s'est confirmé. Les rendements des titres à dix ans sont désormais inférieurs, en France, au niveau qui est le leur aux Etats-Unis (4,47 contre 6,54 %).

## Marché international des capitaux : les emprunteurs français sont encore très discrets

LES MEILLEURS emprunteurs français se montrent assez discrets depuis le début de l'année sur le marché international des capitaux. Leur effacement tranche avec l'attitude suivie par de nombreux établissements publics de pays voisins qui, eux, multiplient leurs émissions et leur donnent une grande publicité. Ce faisant, ces étrangers poursuivent un double objectif. Ils veulent certes se procurer des ressources, mais également accroître leur notoriété. Cela vaut tout particulièrement pour ceux qui proviennent de pays qui ont de bonnes chances de participer d'emblée à l'Union économique et monétaire européenne. La suppression de leur propre monnaie et son remplacement par l'euro feront disparaître les frontières de leur marché national à l'intérieur d'un ensemble beaucoup plus vaste où la concurrence sera vive.

Ceux qui auront réussi à bien se faire connaître des principaux investisseurs bénéficieront d'un avantage immédiat. Leurs obligations se placeront plus rapidement que les autres dans un grand nombre de portefeuilles et ils pourront lever des fonds à bon compte. Les emprunteurs s'y prennent à l'avance, se manifes-

tant souvent, faisant valoir leur qualité ou même, beaucoup plus simplement, s'assurant que leur nom soit compris aussi bien à Amsterdam qu'à Paris ou à Francfort.

Trois raisons principales expliquent pourquoi les émetteurs français sont un peu en retrait actuellement. Les deux premières sont générales et tout indique qu'elles devraient bientôt perdre de leur importance. La première tient à la pénible impression laissée par les difficultés de plusieurs établissements financiers, notamment par les déboires du Crédit foncier. Prudents, beaucoup d'investisseurs internationaux sont devenus plus exigeants que d'habitude à l'égard de presque toutes les signatures françaises. Dans ces conditions, il était sage de ne pas trop s'afficher, et le nombre d'opérations françaises offertes en souscription publique a logiquement diminué.

Cela n'a pas empêché certaines entreprises de poursuivre sans discontinuer leur activité, par le biais de transactions privées. Cette attitude leur a d'ailleurs réussi. Ils ont pu d'une part se procurer des fonds dans d'excellentes conditions et d'autre part se faire à nouveau désirer sur

le marché public. La plus récente de telles transactions privées a été conclue par le Crédit local de France, qui vient de lancer au Japon des titres de longue durée, de plus de quinze ans d'échéance, dont il a échangé le produit en dollars américains.

### LA DETTE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

La deuxième raison paraît liée à la perspective des grandes émissions destinées à amortir la dette de la sécurité sociale dont on attendait au début de l'année qu'elles soient le jour à partir du mois de février, ou au plus tard en mars. Les spécialistes tablaient sur une succession de grandes transactions obligataires jusqu'au début de l'été. Dès lors, le bon sens voulait qu'on évite de surcharger le marché international de signatures françaises. Or aujourd'hui, la situation apparaît tout autre. L'établissement chargé d'emprunter pour la sécurité sociale ne s'est pas encore manifesté, et il est probable qu'il émette ses emprunts sur une période plus étendue qu'on ne prévoyait initialement. Il lui faut certes se procurer 140 milliards de francs d'ici à la fin du mois de juin. Mais on pense qu'il différenciera plusieurs emprunts à long terme en le-

vant une grande partie du montant requis sur le marché monétaire, celui des effets à court terme, où il est facile d'obtenir des volumes importants. Cet été ou cet automne, au fur et à mesure que ces financements à court terme viendront à échéance, ils seront consolidés sur les marchés obligataires.

Enfin, il convient de rappeler que certains des émetteurs français qui se présentaient régulièrement durant les années 80 sont en train de réduire leurs dettes. Ils remboursent davantage qu'ils n'empruntent. Ils ne veulent pas pour autant se faire oublier car, d'ici quelques années, leurs besoins pourraient augmenter. Un des moyens qui leur permettent de se rappeler au souvenir des investisseurs, au défaut d'une présence assidue sur le marché, est de moderniser et de rationaliser le cadre dans lequel ils opèrent. C'est ce que vient de faire Electricité de France en lançant un programme dit d'euro medium notes, qui lui permettra d'émettre des titres internationaux quand elle le souhaitera, pour un encours allant jusqu'à 2 milliards de dollars au total.

Christophe Vetter

Carole Petit

## Les places européennes et Tokyo confirment leur bonne santé

LES PLACES BOURSIÈRES ont poursuivi sur leur lancée et affiché encore, dans l'ensemble, de bonnes performances cette semaine. Les perspectives de ralentissement de la croissance, en Europe et aux Etats-Unis, ne semblent pas trop les affecter. Mais les progressions simultanées de New York, Londres, Tokyo, Paris et Francfort recouvrent des réalités économiques dissimilables et des comportements d'investisseurs très différents.

Wall Street reste la place la plus fragile et affiche d'ailleurs la hausse la plus faible d'un vendredi à l'autre, de seulement 2,89 points, soit 0,05 % pour l'indice Dow Jones qui termine à 5 535,48 points. La Bourse de New York fait preuve d'une très grande nervosité depuis plusieurs semaines. Les séances de forte baisse, suivies souvent de reprise également violentes se sont succédées à Wall Street depuis un mois. L'indice Dow Jones a perdu 171 points le 7 mars, 88 points le

8 avril et 73 points le 10 avril. A chaque fois, les systèmes de coupe-circuit destinés à freiner l'évolution des cours lorsque l'indice connaît des fluctuations de plus de 50 points ont dû être actionnés, en vain.

Si la plupart des analystes ne pronostiquent pas un krach à Wall Street, ils imaginent difficilement ne pas assister à une poursuite de la correction dans les prochains mois, compte tenu de la hausse assez sensible des taux à long terme et du ralentissement inéluctable de la croissance. Les craintes d'un retour de l'inflation, alimentées par la hausse des matières premières énergétiques et agricoles, et les tensions sur les taux d'intérêt à long terme qui en ont découlé sont à l'origine des accès de nervosité sur le marché des actions. Les investisseurs se souviennent que le krach d'octobre 1987 de la Bourse américaine avait été précédé par une remontée brutale des rendements obligataires. La peur de l'in-

flation s'est un peu dissipée, mais les taux à long terme restent à des niveaux très supérieurs à ceux du début de l'année : 6,79 % pour les obligations à trente ans, contre moins de 6 % au début janvier.

En Europe, le contexte est totalement différent. L'inflation et la surchauffe ne menacent pas au point que la Bundesbank a abaissé jeudi, un peu à la surprise générale, de 0,50 % ses deux taux directeurs, les portant à leur plus bas niveau depuis décembre 1987. C'est la croissance qui fait défaut, qui pousse le chômage et les déficits publics à la hausse et pourrait compromettre l'union monétaire. La croissance du produit intérieur brut devrait être limitée à 1,3 % en France cette année et à 1 % en Allemagne, après respectivement 2,4 % et 1,9 % en 1995.

Mais les marchés de taux, de changes et d'actions ne s'en inquiètent pas et préfèrent « surfer » sur la poursuite de la baisse des taux courts en espérant qu'elle soit

suffisante pour faire repartir l'activité. Elle profite également aux entreprises endettées et aux financières, dont comme la reprise du dollar depuis le début de l'année bénéficie aux exportatrices et aux groupes implantés aux Etats-Unis. Enfin, les restructurations industrielles jugées nécessaires par les milieux financiers participent à l'animation des marchés, surtout à Londres et, fait nouveau, à Paris depuis quelques mois. Cette semaine, Schneider a encore fait l'objet d'énormes échanges, à l'image de Paribas la semaine précédente.

### SOMMETS HISTORIQUES

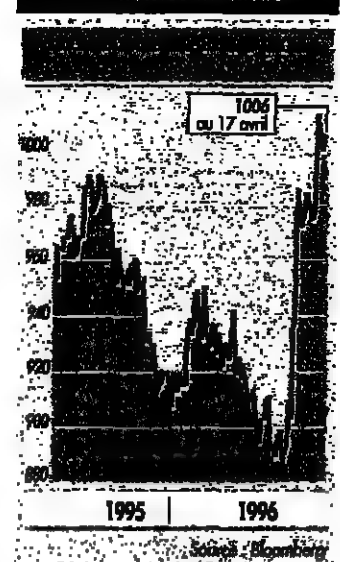
Dans ce contexte, Paris a encore gagné 0,85 % d'un vendredi à l'autre, mais éprouve des difficultés pour franchir le seuil des 2 100 points de l'indice CAC 40, qui décline à chaque fois, à son approche, des prises de bénéfice. Le CAC 40 n'a pas encore réussi à passer cette barrière vendredi et a fini

à 2 092,45 points. Le terme d'avril, qui s'achève mardi 23 avril, est positif de 5,98 %, et la hausse depuis le début de l'année s'élève à 11,78 %.

Francfort et Londres ont atteint respectivement, lundi et vendredi, de nouveaux sommets historiques et ont avant tout profité de la détente monétaire. La palme revient à Londres, qui a gagné 2,4 % sur la semaine. Poussé à la fois par l'environnement de baisse des taux d'intérêt en Europe, les signes de bonne santé de l'économie britannique et les rumeurs d'OPA, l'indice Footsie des cent principales valeurs a dépassé la barre des 3 800 points. Il a battu trois records en clôture la semaine, pour terminer à 3 857,1 points vendredi. Francfort affiche un gain plus faible de 0,98 % en cinq jours. Après avoir atteint lundi un nouveau record historique à 2 545,16 points, réagissant à la détente des marchés obligataires outre-Atlantique, l'indice DAX a

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Remontée du cacao



1000 ou 1700

LE MARCHÉ du cacao se porte bien. L'équilibre se fait entre les producteurs et les consommateurs et la fièvre se traite en fin de semaine, à Londres, à 1 020 livres (1 550 dollars) et à New York à 1 350 dollars. La récolte 1995-1996 s'annonce sous les meilleurs auspices et en particulier celle de l'Afrique de l'Ouest. La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, devrait obtenir à elle seule près d'un million de tonnes sur une production mondiale estimée à 2,5 millions de tonnes environ. Mais des motifs d'inquiétude existent.

C'est l'Ivoirien Edouard Kwamé, directeur exécutif de l'Organisation internationale du cacao (ICCO), qui a semé le premier sur le marché un léger vent de doute en s'interrogeant sur la qualité des fèves vendues dans le circuit international. Bruxelles enquête également car la Commission a actualisé la directive sur le chocolat qui datait de 1973. Elle vient de rendre en un avis dans lequel elle estime que le chocolat doit garder son appellation qu'il soit à base de cacao ou d'autres graines végétales (noix de kadi ou huile de palme). Cela veut dire que les pays qui le désirent pourront utiliser des matières grasses végétales de substitution au beurre de cacao à hauteur de 5 % du poids du produit.

INQUIÉTUDE Cette pratique qui était interdite à l'origine aux membres de l'UE (sept d'entre eux, les derniers arrivés en général, y dérogeant) pourra donc se généraliser. Les producteurs sont catastrophés et les Ivoiriens les premiers. Selon eux, un processus faisant intervenir des matières grasses de substitution dans la fabrication du « chocolat » se traduira par une réduction des exportations de 100 000 tonnes par an, ce qui représente une perte de 1,5 milliard de francs. Le conseil des ministres de l'Agriculture des Quinze et le Parlement européen doivent maintenant approuver la mesure retenue par la Commission. Ainsi, il y a, on le voit, de réels motifs d'inquiétude pour le marché du cacao.

TOKYO	NEW YORK	PARIS	LONDRES	FRANCFORT
↑ + 1,08%	↑ + 0,05%	↑ + 0,85%	↑ + 2,40%	↑ + 0,98%
INDICE NIKKEI	DOW JONES	CAC 40	FT 100	DAX 30

ensuite souffert de l'instabilité de Wall Street. La baisse, jeudi, des taux de la Bundesbank a permis à la Bourse allemande de se reprendre et au DAX de finir vendredi à 2 536,52 points.

Profitant du net regain d'optimisme sur l'économie japonaise, la Bourse de Tokyo a également connu une nouvelle semaine de hausse. L'indice Nikkei a même brièvement atteint, mardi, son plus haut niveau depuis quatre ans, à plus de 22 000 points. Le Nikkei a finalement terminé vendredi à 21 883,84 points, soit une progression de 233,37 points (+ 1,08 %) par rapport à la clôture de la semaine précédente. L'indice élargi, le Topix, a gagné 6,71 points (0,40 %), à 1 679,40 points. « Une reprise économique modérée est en cours » actuellement au Japon, a estimé vendredi 19 avril la Banque du Japon dans son rapport trimestriel sur la conjoncture dans l'archipel.

Eric Leser



nistre de la culture doivent présenter, avant l'été, des dispositions législatives afin de définir un nouveau statut pour la télévision par satellite.

Inaugurant le Marché international des programmes de Cannes (MIP-TV), le ministre de la culture a évoqué l'avenir de ce nouveau mode de communication et appelé les opérateurs français à choisir un boîtier unique avec l'aide de France Télécom

numérique. Une vision qui est partagée par les partenaires regroupés dans TPS.

Pour ne pas rééditer la désastreuse compétition de la télévision couleur - Pal allemand contre Secam français - ou des magnétoscopes - V 2000 français contre VHS et Betamax japonais -, les opérateurs de TPS pourraient s'entendre sur un boîtier numérique unifiant les spécificités techniques des décodeurs Irdtelco (groupe NetHeld) et Viacces (France Télécom). Autre solution : l'adoption du décodeur de Canal Plus. Mais la chaîne cryptée devra alors réduire ses prétentions financières.

Dopé par la réussite de son journal, Eugenio Scalfari avait cru à son exportation : avec le directeur du *Nouvel Observateur*, Jean Daniel, et le quotidien britannique *The Independent*, il avait fondé au début des années 90 une société d'études chargée d'implanter en France - Eugenio Scalfari est un francophile, admirateur du siècle des Lumières et de la Révolution de 1789 - un nouveau quotidien national. Mais le projet n'est pas abouti. Ces derniers mois, le *Corriere della Sera* avait de nouveau distancé *La Repubblica*. En septembre 1995, le quotidien d'Eugenio Scalfari avait donc mis au point une nouvelle formule qui a tenté de rompre avec « le journalisme émotionnel » des années précédentes.

Il avait donné à *La Repubblica* un ton dynamique, voire agressif, en multipliant les révélations, les titres accrocheurs et les photos. Les lecteurs naturels du nouveau quotidien étaient plutôt de gauche, mais son patron ambitionnait que de la faire évoluer dans un sens libéral. Le journal, dont son directeur ne cachait pas sa volonté de faire un quotidien engagé, ne ménagea ni le socialisme chrétien ni la Démocratie chrétienne, l'andréisme et encore moins Silvio Berlusconi.

**LA FRANÇAISE** Isabelle Severino a obtenu, vendredi 19 avril à San Juan de Porto Rico, la médaille de bronze aux barres asymétriques des championnats du monde de gymnastique par appareils. Elle termine derrière la Russe Svetlana Chorkina et la Biélorusse Elena Biskoun. Outre cet exploit individuel, l'équipe de France de gymnastique a réalisé la performance inédite de qualifier pour les finales six gymnastes sur les sept engagés dans le championnat. Il s'agit, hormis Isabelle Severino, d'Elvire Teza (asymétriques), Ludvine Furton (sol), et des garçons Eric Ponjaded et Patrice Casimir (cheval d'arçon) et Thierry Aymes (sol). - (AFP)

■ **ÉQUITATION** : le Britannique Nick Skelton, sur *Dollar Girl*, a gagné, vendredi 19 avril à Genève, la deuxième épreuve de la finale de la Coupe du monde de saut d'obstacles, devant le Néerlandais Jan Tops (*Top Gun La Silka*) et le Suisse Willi Melliger (*Calvaro*). - (AFP)

« Contrairement à d'autres sports collectifs, comme le basket, nous y serons tout de même présents avec le beach volley », tente de rassurer André Glaive, directeur technique national depuis novembre 1994. Mais la place en Géorgie de la France, à la présidence, Christian Pelissier, entraîneur de l'équipe de Pailhau-Jean-Philippe Laroche, une pierre satisfaite. Quand il a obtenu de l'équipe de France de volley à six, respecté et craintu au Mondial de 1986 comme aux Jeux olympiques de Séoul ?

« Installés dans notre petit confort, on a oublié la relève », avoue André Glaive. L'avenir du volley semblait pourtant lumineux au moment des championnats du monde organisés en 1986 par la Fédération française. A cette époque,

Parallèlement, le professionnalisme a fait son apparition. Soudain séduites par la percée de l'équipe de France, des entreprises ou des municipalités ont offert aux meilleurs joueurs la possibilité de vivre du volley. D'ambitieuses politiques de recrutement assorties d'une surenchère sauvage ont finalement conduit plusieurs clubs de première division (Mulhouse, Saint-Etienne, Reims, le champion de France, ou Lyon) au dépôt de bilan au début de la décennie.

**un mental émoussés. Aujourd'hui, ils ont retrouvé l'envie de jouer »**

Progressivement, la motivation s'est amoindrie. Le doute s'est installé. « Lorsque j'ai pris l'équipe de France, en 1993, explique Jean-Marie Fabiani, ex-entraîneur national, frère d'Alain, on avait encore une génération mixte d'anciens et de jeunes. Puis on s'est vite retrouvé à la tête d'un collectif très jeune et inexpérimenté. » A l'automne 1994, après les sous-performances qui ont conduit à l'éviction du précédent

pris des heures matinales pour ne pas rater à nouveau le renouvellement. Huit pôles espoirs répartis sur toute la France forment de 80 à 90 joueurs qui s'entraînent une quinzaine d'heures par semaine en suivant des études aménagées. Nous réfléchissons aussi sur les moyens de développer l'aspect fun de notre discipline, notamment grâce au beach volley, pour initier les jeunes. »



## La Twingo, pari réussi

Après trois ans de carrière, l'aura dont s'est entourée la petite Renault fait oublier ses quelques défauts

IL EST PERMIS de critiquer la Twingo. En revanche, affirmer que l'on n'aime pas cette voiture suscite en général un mouvement de surprise légèrement désapprobateur. C'est s'inscrire à contre-courant et peut-être passer pour un mauvais coucheur. Les concurrents de Renault s'irritent de ce statut d'enfant gâté. Mais tous, ou presque, en conviennent : cette voiture a apporté quelque chose de neuf.

Le succès commercial - 700 000 unités produites, dont plus de la moitié exportées - n'est pas tout. Trois ans après son lancement, le 2 avril 1993, la Twingo a pris place dans la galerie des objets-repères des années 90, à côté du VTT, du CD-ROM ou du téléphone portable. Derrière l'originalité de sa forme monovolume, un concept réservé jusqu'alors aux grosses berlines monospaces, son habitabilité supérieure à la moyenne, sa dégaîne de petit animal complice (chaque phare évoque irrésistiblement un œil malicieusement entrouvert) et certaines teintes extérieures comme intérieures délibérément « allumées », la Twingo cultive le décalage comme d'autres le classicisme. Tour de force : elle plaît au plus grand nombre alors qu'elle a été conçue à partir de choix très tranchés.

La caractéristique première de la petite Renault est de ne pas se prendre au sérieux. « Elle convient à ceux qui, de plus en plus nombreux, apprécient une certaine dérive des rites automobiles », résume le sociologue Denis Stoclet. « Ce pari est d'autant plus malin, ajoute-t-il, qu'en période de crise les signes ostentatoires sont déconseillés. De même, la Twingo refuse la sophistication apparente et gratuite, ce qui épouse bien une autre attitude des consommateurs. »

En misant sur la proximité pratique et affective plutôt que sur



l'aspect statutaire et technologique - vingt ans auparavant, la Renault 5 avait joué la même carte -, la Twingo a également trouvé l'occasion de faire passer ses défauts au second plan.

**« Elle refuse la sophistication apparente et gratuite »**

La voiture est un peu lourde. Son moteur (de type « C », inauguré lors du lancement de la Dauphine) est assez bruyant et, surtout, affiche des moyennes de consommation excessives. Il sera heureusement remplacé en fin d'année par le tout nouveau groupe propulseur de 12 litre qui anime la dernière Clio.

« C'est vrai qu'elle est gourmande et un peu sonore. Mais elle est tellement rigolote que cela devient secondaire », avoue Simone, une jeune retraitée de la région nicoise, propriétaire d'une Twingo grise depuis février 1994. « Pour moi, dit-elle, une voiture était un objet surtout utilitaire, mais, celle-

là, je l'aime. Je n'ai jamais entre-tenu un tel rapport avec une auto. » « Ce modèle, qui se veut jeune, a manqué la cible. Ce sont les plus âgés qui la plébiscitent », persifle-t-on chez Peugeot.

Les chiffres ne semblent pas donner corps à cet argument : la proportion de plus de cinquante ans parmi les acheteurs de Twingo (18 %) est inférieure à ce qu'elle est pour la Peugeot 106 et elle est comparable à la moyenne du marché des petites voitures. A contrario, la Twingo a un réel problème avec les jeunes. Les moins de trente ans représentent 18,8 % de ses propriétaires, contre 19,7 % pour sa grande sœur Clio et 24,7 % pour la 106.

Cette auto, qui multiplie les références aux valeurs dites « féminines » (formes enveloppantes et non agressives, priorité aux aspects pratiques), peut rebuter quelques femmes (« elle est trop ronde, cela fait gadget, pas assez

voiture », soutient l'une d'elles), mais dissuade surtout les jeunes hommes. « La Twingo n'est pas le truc des 18-25 ans. Les plus jeunes cherchent d'abord des références automobiles classiques », constate Yves Dubreil, l'un des concepteurs de la voiture.

Pour les mêmes raisons, la Twingo n'est pas parvenue à percer dans les pays d'Europe du Sud, alors qu'elle a reçu un excellent accueil en Europe du Nord. En 1995, les ventes ne dépassaient pas 32 700 unités en Italie et 14 700 en Espagne alors qu'elles caracolent à 43 000 en Allemagne. « Il s'agit d'une auto trop anti-statutaire et pas assez conventionnelle pour s'imposer au Sud, où l'image de Renault est, en outre, assez classique. Ce qui nous apparaît comme un décalage novateur a pu être ressenti en Italie ou en Espagne comme un manque de sérieux », concède Roberto Pallota et Patrice Baveux, spécialistes du marketing chez Renault.

« Nous sommes volontairement allés à contre-courant en refusant de la rendre acceptable à tout le monde », renchérit Yves Dubreil, qui affirme « avoir rompu avec la pratique qui veut que le prix de base corresponde à une voiture pratiquement nue ». Au fil des mois, ces

principes ont été quelque peu assouplis : séries limitées Allée et Benetton, multiplication des options (embrayage piloté, direction assistée variable, notamment, teintes intérieures assagies et dérogation accordée aux Twingo de société pour qu'elles s'habillent de blanc...). En revanche, aucune version diesel ne figure au catalogue.

Malgré tout, l'équation personnelle de la Twingo paraît intacte, même si quelques-uns jugent qu'elle s'est banalisée. Cas d'école favori des étudiants en marketing, cette voiture est ce que l'on appelle dans le jargon des professionnels un « véhicule de conquête » : seuls la moitié de ses acheteurs étaient auparavant propriétaires d'une Renault. Ration du succès, sa remplaçante s'annonce difficile à imaginer. « Il faudra inventer d'autres formes d'originalité tout en conservant des éléments qui rappellent le modèle précédent, réfléchit Yves Dubreil. D'ailleurs, peut-être conservera-t-on l'appellation Twingo. »

Jean-Michel Normand

★ Renault Twingo : à partir de 59 300 francs (65 400 francs pour la version Easy à embrayage piloté).

### LIEU

## Impressions américaines

MONET a toujours refusé d'avoir des élèves, mais il n'a pas pu les empêcher de devenir ses fidèles. Ainsi naquit la colonie américaine de Giverny. Le peintre s'y installe en 1883 et, dès 1887, les mordus de ce style avant-gardiste débarquent en Normandie. Cent ans plus tard, un ami américain de l'art et des artistes inaugure le musée qu'il avait fait construire dans cette même rue, attirant depuis 1980 des visiteurs du monde entier.

L'amitié franco-américaine s'était déjà manifestée lors de la rénovation de la maison, des ateliers et des jardins où Claude Monet et sa famille avaient vécu pendant plus de quarante ans, et où, revenant entre de multiples voyages, il menait à bien ce qui sera le coup de sa carrière, la réalisation des *Nymphéas*. Grâce à Gerald Van der Kemp, ancien conservateur du château de Versailles, et à son épouse, américaine, qui avait su rallier à la cause des fortunes d'outre-Atlantique, le domaine du peintre allait être remis en scène et en couleurs. Au plus près d'une mémoire artistique telle qu'elle a pu s'exprimer dans ce lieu.

### LE SECRET DES NUAGES

Non seulement Monet fait tracer l'étang qui reflète le ciel dont il veut saisir les lumières fugitives, mais, rentrant chez lui, il fait peindre en bleu toute la cuisine, en jaune toute la salle à manger, emprisonnant du soleil jusque sur les vases, les chaises, les volailles et les portes : le capteur de lumières, le voleur de couleurs, ne pouvait renoncer à les faire entrer dans son monde familial et quotidien. Est aussi respectée son obsession et son admiration pour la pensée graphique du maître Hokusai, son japonais préféré, dont on retrouve les gravures par dizaines sur les murs de toutes les pièces.

Le ciel, les saisons et le soin que l'on met à faire vivre ce jardin d'anthologie font le reste. Il était fatal que ce village, au confluent de la Seine et de l'Epte, première frontière de la Normandie, devint l'un des carrefours solaires de l'impressionnisme. Il est heureux qu'un amateur passionné de peinture américaine, Daniel J. Terra, de Chicago, ait voulu aussi rendre hommage à ceux de ses compatriotes qui avaient choisi de suivre la voie des maîtres français en leur dédiant un musée, là où était née leur attraction et cette manière d'interpréter la réalité et de traduire le nouveau silhouettage des hommes en mouvement.

Le tableau pionnier de cette collection célèbre deux fois les noces de la rencontre franco-américaine : c'est une *Wedding March*, un cortège nuptial sur fond de village. Le peintre a pour nom Theodore Robinson. Le marié est Theodore Butler, fils de peintre et devenu le gendre américain de Claude Monet en épousant Suzanne, fille d'Abel, la compagne du patriarche de Giverny.

Autour de cette œuvre et d'une centaine d'autres, signées par quarante artistes de la même époque, l'architecte Philippe Robert a réussi à insérer dans un paysage sensible une enveloppe blanche. A l'intérieur, la modernité est franche, palpable et efficace. Américaine de bon aloi : bois et pierre, plan incliné, et une entrée prise entre deux parois de verre. Jardin géométrique, en référence au désordre savant qui régnait chez Monet.

Et quand, au bout du chemin, on croit que Giverny a tout dit, le voilà qui revient avec l'ancien hôtel Baudy, celui-là même où le patronne fit construire un atelier pour ses hôtes étrangers, aujourd'hui musée et jardin de roses et, depuis un an, café-auberge à la façon débonnaire de cet accueil qui a dû être pour beaucoup dans la poursuite infinie du secret des nuages et de leur reflet sur la toile.

Michèle Champenois

★ Maison Claude-Monet et Jardins, 27620 Giverny. De 10 heures à 18 heures, sauf lundi. Tél. : 32-51-28-21. Musée d'art américain de Giverny, exposition Mary Cassatt jusqu'au 31 octobre et collection permanente. Mêmes horaires. Tél. : 32-51-94-65. Dans l'ancien Hôtel Baudy, café La Terrasse, 81, rue Claude-Monet. Tél. : 32-51-36-09.

### L'art du verre

Georg Riedel se présente comme l'héritier d'une longue lignée de cristaliers que les maîtres de l'histoire ont classés de Bohême vers l'Autriche. Un de ses ancêtres, Joseph, aurait inventé un procédé pour supprimer la stipe dans le travail du verre, épargnant ainsi la tuberculose aux souffleurs. Un autre, Walter, qui avait mis au point des verres spéciaux à usage militaire, aurait été kidnappé par des agents soviétiques et aurait travaillé pendant dix ans dans une base secrète de Sibérie. Son père, Claus Josef, a eu l'idée de fabriquer des verres de dégustation pour le vin. C'est la raison pour laquelle Georg est aujourd'hui mondialement reconnu. Excepté, peut-être, en France. Dans le pays où sont vendangés les meilleurs crus de la planète, peut-on prendre au sérieux un Autrichien qui explique que la forme du verre influe sur les qualités olfactives et gustatives des produits de la vigne ? En guise de réponse, Georg Riedel propose une dégustation.

Quatre verres de formes et de contenances différentes sont alignés sur un comptoir. Il les rince avec le contenu d'une bonne bouteille avant de verser dans chacun d'eux une juste dose.

Premier exercice, pour le nez : on fait tourner vivement le liquide dans le fond du verre puis on flaire le breuvage en dilatant les narines. Deuxième exercice, pour les papilles : on aspire bruyamment le vin pour qu'il glisse lentement sur la langue avant de se répandre dans toute la bouche. Dans les deux cas on a l'impression d'avoir affaire à quatre produits différents. Les tanins dominent ici, l'alcool prend le dessus là, l'acidité s'impose ailleurs. Tous ces déséquilibres disparaissent toutefois dans l'un des quatre verres pour laisser glisser sur le palais un pur régal. La démonstration faite, Georg Riedel explique qu'on peut dessiner sur la langue une véritable géographie du goût : le bout



est sensible au sucre, les bords au salé, le dessous à l'acidité, le fond à l'amertume et à l'astringence. Il ne reste plus qu'à trouver le volume mettant le plus parfaitement en valeur les particularités de chaque cépage.

Claus Riedel a commencé à rechercher de cette sorte pharmacienne en tâtonnant. Son fils a obtenu le concours des universités de Yale et d'Harvard. Une trentaine de formes sont sorties de ce travail quarantenaire. Peu d'amateurs auront les moyens d'acheter la collection en cristal soufflé (environ 400 F pièce). Et quelques modèles en simple verre suffisent aux plaisirs de la dégustation. Profond calice au bord légèrement refermé, l'un sera dédié aux grands crus de Bordeaux, issus des raisins de cabernet franc, cabernet sauvignon et merlot, des vins riches en alcool et en tanin, dont l'acidité doit être atténuée pour une

dégustation jeune. Panse rebondie et bord un peu évasé, l'autre recevra les bourgognes corsés en alcool et peu tanniques qui livrent les pinots noirs. Tel un melon d'eau découpé, un dernier met idéalement en valeur la puissante originalité retrouvée des syrah vendangées sur les côtes du Rhône. Bien sûr, la définition du juste goût dépend de paramètres trop personnels pour que les vases de Georg Riedel procurent à tous les mêmes ravissements. On pourra ainsi préférer boire un blanc sec dans un verre à sauternes. En tout cas, Georg Riedel a une certitude : les verres à bord vernicellé, nos petits ballons, rendent uniformément médiocres tous les breuvages.

Alain Giraud

★ La coffret de 8 verres assortis 2 par 2, 810 F dans les points de vente suivants : L'esprit et le vin, 81, avenue des Ternes, 75017 Paris, tél. : 45-74-80-99 ; Caves Legrand, rue de la Banque, 75001 Paris, tél. : 42-60-07-12 ; dans les boutiques du Printemps et des Galeries Lafayette.

**SPACE BOUTIQUES**

Luxueuses draperies  
**LEGRAND**  
Tailleur  
Hommes et Dames  
DE LA RETOUCHE  
AU BEAU VÊTEMENT  
27, rue du 4-Septembre  
PARIS 2<sup>e</sup>  
Tél. : 47.42.70.61

**Ashford**  
Soucieux de mieux faire,  
Améliorez encore au travers de sa nouvelle collection la qualité de sa fabrication. Toutes les formes de montage, les patronages ont été repensés pour un meilleur confort et une meilleure tenue. Les matériaux utilisés pour la fabrication, peausses, semelles, talons ont été choisis chez les meilleurs fournisseurs du marché. Cette fabrication haut de gamme faite en exclusivité pour Ashford est toujours distribuée au plus bas prix.  
De 890F à 1650F  
Du 13 au 24 avril Tous les mocassins à boucles sont en promotion à **880F - 780F**  
4, rue du général Laurezac 75017 Paris. Tél. : 48.88.98.66  
24, rue de Chateaudun 75009 Paris. Tél. : 42.80.43.72  
Vente par correspondance  
Catalogue sur demande. Tél. : 48.88.98.66. Fax : 48.88.98.68

**Finsbury**  
A TOUCH OF CLASS  
Chaussures de luxe, fabrication artisanale  
Très vaste choix en demi-pointure et plusieurs largeurs  
Rapport qualité/prix exceptionnel  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.  
3, rue de Rivoli, 75004 Paris.  
112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris.

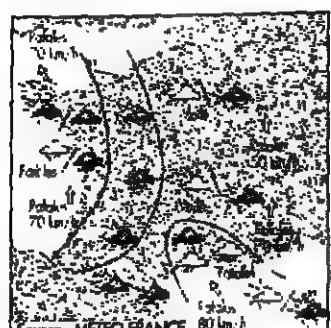
**Princess Mary**  
Bonneterie Fine  
**ZIMMERLI HOMMES**  
le sous-vêtement  
**PUR FIL D'ECOSSE**  
le plus fin du monde  
265, rue Saint-Hovart, 75001 PARIS  
Métro : Tuileries - Tél. : 42.60.70.57

Chaque semaine retrouvez notre nouvelle rubrique  
**"ESPACE BOUTIQUES"**  
Pour vos annonces publicitaires contactez-le  
44.43.76.28  
Fax : 44.43.77.31

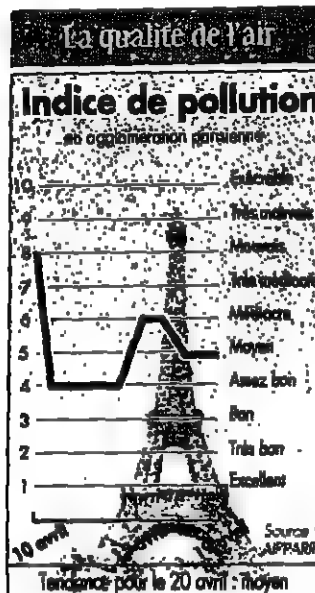


## Nuages à l'ouest soleil ailleurs

**DIMANCHE**, sur la Bretagne et les pays de Loire, les nuages seront nombreux toute la journée avec quelques ondées et parfois un orage isolé près des côtes. De la basse Normandie aux Charentes jusqu'à l'ouest-aquitaine, le ciel sera nuageux avec des éclaircies, laissant parfois encore une impression agréable. Quelques ondées pourront se produire, surtout l'après-midi. Sur les Pyrénées, le ciel restera très nuageux. Du Languedoc-Roussillon au sud du Massif Central, le ciel se couvrira avec quelques pluies faibles. Le vent d'autan soufflera à 80 km/h, en rafales.



Prévisions pour le 21 avril vers 12h00



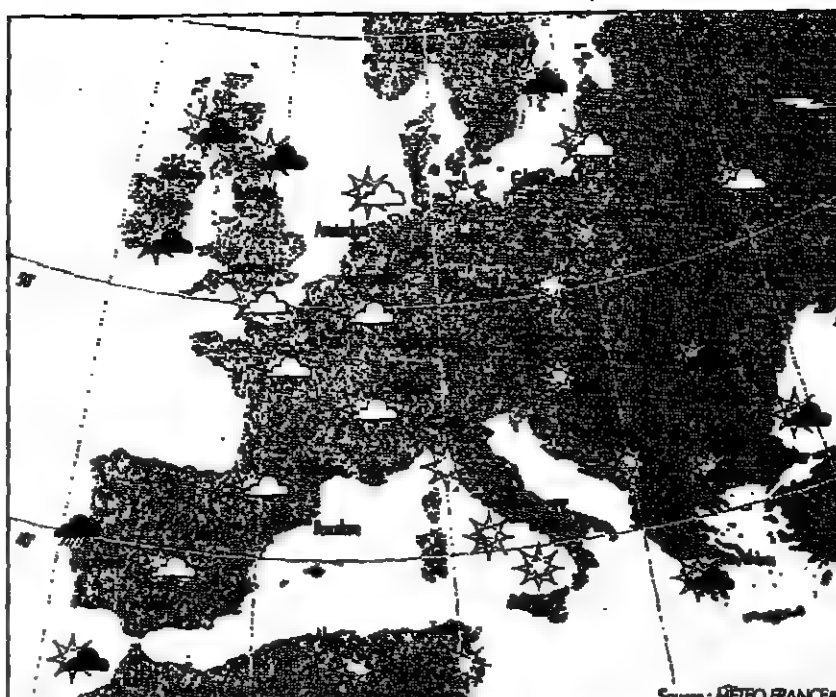
Sur la Provence, les nuages arriveront près des côtes le matin, puis, l'après-midi, le ciel sera couvert avec quelques gouttes. Sur la Côte d'Azur et la Corse, les nuages et les éclaircies alterneront. De l'est-aquitaine au Centre, à l'Île-de-France et aux régions nord, les passages nuageux alterneront avec de belles éclaircies, laissant une impression de beau temps. Des Alpes au Nord-Est, les nuages élevés n'empêcheront pas le soleil de briller.

Les températures minimales avoisineront de 8 à 13 degrés en général. L'après-midi, le thermomètre marquera de 20 à 25 degrés sur l'Est et de 18 à 23 degrés sur l'Ouest.

Lundi, de la Bretagne au Cotentin jusqu'à l'Aquitaine, le ciel sera couvert avec une pluie faible. Du pourtour méditerranéen au sud du Massif Central, les pluies seront faibles, mais plus marquées sur le golfe du Lion. Le vent d'autan soufflera fort. Du Limousin au Centre jusqu'au Nord, les passages nuageux alterneront avec des éclaircies et quelques ondées épaisses. Plus à l'est, le soleil sera encore au rendez-vous malgré les nuages élevés. Il fera encore doux pour la saison.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

## AGENDA



Prévisions pour le 21 avril vers 12h00



### TEMPÉRATURES

du 17 avril

maxima/minima

FRANCE

ALPES 18/6

ARIZON 24/6

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

### TEMPÉRATURES

du 17 avril

maxima/minima

FRANCE

ALPES 18/6

ARIZON 24/6

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

### TEMPÉRATURES

du 17 avril

maxima/minima

FRANCE

ALPES 18/6

ARIZON 24/6

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11

BRETAGNE 24/11







**La Maison européenne  
expose une partie  
de ses collections**

★ Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Saint-Paul. Tél. : 44-78-75-00. De 11 heures à 20 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 16 juin.

**Souraya Baghdadi**

**Souraya Baghdadi**  
Dans le cadre de « Liban 96 », Souraya Baghdadi, chorégraphe libanaise installée à Paris depuis plusieurs années, monte pour la première fois un spectacle de danse. Elle donne sa vision de l'Orient dans une création intitulée *Sifr wa Safir (Magie et voyage)*, avec des musiciens traditionnelles (Musiciens du FN). Spectacle où une femme, des femmes, par le voyage, le dépassement, par le recours à des danses tribales ou traditionnelles, cherchent à exorciser leur mal-être.

*Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6. Le Saint-Placide ou Notre-Dame-des-Champs.*  
19 heures, le 20 : 17 heures, le 21. Tél. : 45-44-72-30, 100 F.

**Melway et le Go Gang**  
Fortement influencé par le soulouais zairois, l'Ivoirien Melway a inventé le *sozoko*, rythme tonique plébiscité à Abidjan et dans toutes les boîtes africaines. Il attire dans ses concerts des bataillons de femmes qui ondulent de la hanche et agitent leur mouchoir. D'un intérêt très relatif en disque, la musique de cet « ambiancier » rusé gagne à être consommée sur le vif.

*Nuits Mondes - 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10.*  
A6 Châteauneuf/Fau, 20 h 30, le 20.

Tél. : 45-23-51-41, De 110 à 130 F.  
**Michel Dalberto** (piano), **Quatuor Vogler**.  
 Avec les Hagen, les Vogler sont le quatuor du moment : le plus pur stylistiquement, le plus homogène techniquement. Michel Dalberto, lorsqu'il est inspiré, peut transformer la glace en feu. Quatuor apollinien, pianiste apollinien : la rencontre crée d'être de haut vol. Raydon : *Quatuor à cordes* n° 74 « Le Cavalier » ; Schumann : *Quintette pour piano et cordes* op. 44.  
**Théâtre des Champs-Élysées**, 15, avenue Montaigne, Paris 8°. **M° Alma-Marceau**, 11 heures, le 21. Tél. : 49-52-50-50, 100 F.  
**Daniel Goyone** **Quartet**  
 Dans le cadre d'une « carte blanche » d'Isabelle Dhordain (animatrice sur France-Inter), le Vingtième Théâtre accueille les mélodies douces et rêveuses du pianiste Daniel Goyone. Sur des rythmes rapportés de voyages en Amérique du Sud ou en Asie et avec un goût pour les mélanges soignés, Daniel Goyone sait s'entourer : Marc Bentaux (contrebasse), Daniel Mille (au cordeon), Laurent Dehors (clarinete).  
**Vingtème Théâtre**, 7, rue des Plâtriers, Paris 20°. **M° Mélinmontant**, 20 h 30, le 20. Tél. : 43-66-01-120 F.

## Nouveaux films

**NOUVEAUX FILMS**

**MARY REILLY (\*)**  
Film britannique de Stephen Frears  
12\* : Mary Reilly, Jodie Foster, John Malkovich  
George Cole, Michael Gambon, Katharine  
Steff, Glenn Close (1 h 48).  
VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 8  
12\* : Rex, dolby, 20 ; Reflex Médias 12  
(43-54-42-34) ; UGC Potence, dolby, 8  
12\* : Rex, dolby, 20 ; Rex Médias 12  
Ambassade, dolby, 8 (43-55-19-08)  
servation : 40-30-20-10 ; UGC Norma  
die, dolby, 8 ; La Bastille, dolby, 12  
(43-07-48-60) ; UGC Gobelins, dolby, 12  
12\* : Gaumont Alibi, dolby, 14 (réservation :  
40-30-20-10) ; 14-Juillet, les  
grenelle, dolby, 15 (45-75-78-79) ; UG  
Maillet, 17\* ; Pathé Vapour, dolby, 8  
(réservation : 40-30-20-10).  
VF : Gaumont Opéra Français, dolby, 12  
(réservation : 40-30-20-10) ; Les Natio  
12\* (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-  
40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12  
12\* : Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 12  
13\* (réservation : 40-30-20-10) ; G  
mont Parnasse, dolby, 15 (réservation :  
40-30-20-10) ; UGC Convention, 15\*.

**MONDO**  
Film français de Tony Gatlif, avec C  
du Balam, Pierrette Fesch, Philippe  
titi, Schahla Aalam, Jerry Smith, M  
rice Nancy (1 h 20).  
12\* : UGC Ciné-Cité les Halles, 8 (43-63-79-13)

**MORT SUBITE (\*)**  
Film américain de Peter Hyams, a  
Jean-Claude Van Damme, Powers  
Boothe, Raymond J. Barry, W  
Wright, Rex Malingar, Doran Ma  
wood (1 h 50).  
VO : UGC Ciné-Cité les Halles, 17\* ; G  
mont Marignan, 8\* (réservation : 40-  
20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8.  
(Rex, dolby, 20 ; 12\* : Rex Médias 12  
12\* : Gaumont Opéra, dolby, 12  
(42-56-31) ; réservation : 40-30-20-  
10) ; UGC Lyon Bastille, 12\* ; UG  
Gobelins, dolby, 13\* ; Miramar, dolby,  
14\* (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral  
dolby, 14\* (réservation : 40-30-20-10)  
UGC Convention, dolby, 15\* ; Pathé  
Vapour, 17\* ; Pathé Vapour, 17\*  
12\* : Le Gambetta, dolby, 20\* (46-  
10-96) ; réservation : 40-30-20-10.

**PROFESSEUR HOLLAND**  
Film américain de Stephen Herek,  
Richard Dreyfuss, Glenn Headly,  
Thomas, W.H. Macy, Alida Witt, J  
Lousia Kelly (2 h 20).  
12\* : UGC Ciné-Cité les Halles, 8

1°: UGC, Montparnasse, 5°; US  
Odeon, Odéon, 5°; UGC Champs-É-  
lysées, 8°; 14-Juillet Beaumarchais, dolli  
15 (45-75-73-79); Pathe Wapier, dolli  
18 (réservation: 40-30-20-10).  
VF: Rex, dolly, 2°; Bretagne, dolli  
(réservation: 40-30-20-10); Saint-  
Louis, dolly, 8° (42-37-35-31-  
réservation: 40-30-20-10); Paramount  
Opéra, dolli, 9° (47-42-56-31); Réser-  
vation: 40-30-20-10; UGC Lyon Réser-  
vation: 40-30-20-10; UGC Gobelins, 13°  
réservation: 40-30-20-10; Gaumont  
Convention, dolli, 15° (réservation:  
40-30-20-10); La Gambetta, dolli,  
(45-36-10-96; réservation: 40-30-20-  
10).  
16°: UGC.  
Film américain de Todd Haynes, a  
Julianne Moore, Peter Friedman, x  
de Berkley, Susan Norman, K.  
McGregor Stewart, Mary Carter (2 h)  
VO: 14-Juillet Beaubourg, 3°; 14-Ju-  
99-40; réservation: 40-30-20-10  
Elysées Lincoln, 8° (43-39-36-14; r-  
servation: 40-30-20-10); Sept Parmissi-  
ons, 14° (43-32-32-30; réservation: 40-30-  
20-10).  
17°: UGC.  
Film israélien de Shmuel Hasfari, a  
Hana Azoulay Hasfari, Orly Ben G.  
Ronit Alkalay, Gilia Almagor, A.  
Lurie, Yarkov Kobi (1 h 40).  
VO: 14-Juillet Beaubourg, 3°; 14-Ju-  
Pernasse, 5° (43-26-58-10).  
WHEN NIGHT IS FALLING  
Film canadien de Patricia Rozema, a  
Pascale Ponsard, Rachel Crawford,  
Helen Shaver, Don McKellar (1 h 35)  
VO: UGC Ciné-Cité les Halles, de 5°  
1°; Espace Saint-Michel, dolly, 5°  
07-20-49; Le Balzac, 9° (45-61-10-10)  
Sept Parmissi-  
ons, 14° (43-32-32-30; réservation: 40-30-20-10).

### LES EXCLUSIVITÉS

À FLEUR DE PEAU (A. v.o.) : UGC Océane, Cité les Malles, 1<sup>er</sup> ; UGC Océane, George-V, 8<sup>e</sup> ; UGC Opéra, 13<sup>e</sup> (rés. 30-20) ; UGC Montparnasse, 13<sup>e</sup> (rés. 30-20-10).

L'ARMÉE DES 12 SINGES (A. v.o.) : Forum, 1<sup>er</sup> ; Ariens Express, 1<sup>er</sup> ; Le Châtelier, 1<sup>er</sup> ; Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (43-54-51) ; George-V, 8<sup>e</sup> ; Sept Parmissiani, 14<sup>e</sup> (20-32-20) ; Rés. 40-30-20-10 ; v.f. : 2<sup>e</sup> ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> ; UGC Lins, 13<sup>e</sup>.

AU BEAU MILIEU DE L'HIVER (A. v.o.) : Lucemair, 6<sup>e</sup> (45-44-57-34).

BABE LE COCHON DEVENU REINE (A. v.o.) : UGC Opéra, 13<sup>e</sup> (rés. 30-20-10) ; UGC Triomphe, 8<sup>e</sup> ; UGC Lins, 13<sup>e</sup> ; Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (rés. 30-20-10).

30-20-10; Grand Pavois, 15\* (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10); Saint-Lambert, 15\* (45-52-31-68).

**BEAUMARCHAIS L'INSOLENT (Fr.) :** UGC Cinéma des Halles, 1\* ; Gaumont Opéra Impérial, 2\* (rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Hauteville, 6\* (46-53-79-38) ; UGC Odéon, 6\* ; Gaumont Ambassade, 6\* (rés. 43-59-19-08) ; 40-30-20-10 ; George-V, 6\* ; Majestic Bastille, 11\* (47-00-02-48 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Nations, 12\* (42-43-04-67 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13\* ; UGC Cinéma des Halles, 14\* (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra, 14\* (rés. 40-30-20-10) ; Miramax, 14\* (rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15\* (rés. 40-30-20-10) ; Majestic Passy, 19\* (44-24-46-24 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17\* ; Pathé Wepler, 18\* (rés. 40-30-20-10).

**BROUILLON BOISSE (A., v.o.) :** Épée de Brel, 13\* (46-37-57-47).

**LES CAPRICES D'UN FLEUVE (Fr.) :** Gaumont les Halles, 1\* (40-39-59-48 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Hauteville, 6\* (46-53-79-38) ; La Pagoda, 7\* (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8\* (rés. 43-59-19-08 ; rés. 40-30-20-10) ; George-V, 6\* ; Saint-Lazare-Pessier, 6\* (43-87-35-43 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Française, 9\* ; UGC Cinéma des Halles, 9\* ; Saint-Basille, 12\* ; Gaumont Gobelins Rodin, 13\* (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14\* (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14\* (rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15\* (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Kinoparadisa, 15\* (rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18\* (rés. 40-30-20-10).

**CASINO (\*) (A., v.o.) :** UGC Ciné-Cité les Halles, 1\* ; Grand Action, 3\* (43-29-44-40) ; Gaumont Marignan, 6\* (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Marignan, 6\* (rés. 40-30-20-10) ; George-V, 6\* ; La Bastille, 11\* (43-07-46-60) ; Ecurial, 13\* (47-07-21-04 ; rés. 40-30-20-10) ; Bienvenue Montparnasse, 15\* (rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18\* (rés. 40-30-20-10) ; P. ramount Opéra, 9\* (47-42-02-31 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Montparnass, 14\* (rés. 40-30-20-10).

**CHACUN CHERCHE SON CHAT (Fr.) :** UGC Ciné-Cité les Halles, 1\* ; 14-Juillet Beaubourg, 3\* ; 14-Juillet Odéon, (43-25-59-38) ; UGC Rotonde, 6\* (45-61-10-50) ; UGC Opéra, 9\* ; 14-Juillet Bastille, 11\* (43-57-90-81) ; Ecurial, 13\* (47-07-28-04 ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14\* (rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15\* (rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18\* (rés. 40-30-20-10).

**CHAMANE (Fr., v.o.) :** 14-Juillet Parnasse, 6\* (43-26-39-38).

**LE CEUR FANTÔME (Fr.) :** Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle (43-26-39-38) ; UGC Cinéma des Halles, 1\* ; LA LOUÏSÈME DE DIEU (Por., v.o.) ; Luna, 6\* (43-78-47-85).

**LE COMPLEXE DE TOULON (Fr.) :** Studio

---

# UNE SAISON

avec Jean-François Blazquez et Blizzard le loup

Spectacle de l'été

---

## LOCATION

46 07 34 50 BOULEVARD

---

des Ursulines, 3\* (43-26-19-09).

**COPYCAT (\*) (A., v.o.) :** Gaumont Alésia, 11\* (40-39-59-48 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, 6\* (43-25-59-38) ; Gaumont Ambassade, 6\* (rés. 43-59-19-08 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 6\* (43-25-59-38) ; 14-Juillet Bastille, 11\* (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14\* (rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18\* (rés. 40-30-20-10) ; 10\* ; Bretagne, 6\* (rés. 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, 9\* (47-42-02-31 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon, 12\* ; Gaumont Gobelins Parnasse, 13\* (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14\* (rés. 40-30-20-10).

**COÛTE QUE COÛTE (Fr.) :** Épée de Brel, 13\* (43-57-57-47).

**DEAD MAN (A., v.o.) :** La Quatrième Vague, 13\* (46-54-45) ; Lucernaire, 6\* (46-57-34).

**LA DERNIÈRE MARCHÉ (A., v.o.) :** Ciné-Cité les Halles, 1\* ; UGC Opéra, 9\* ; UGC Triomphe, 6\* ; La Bastille (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14\* (rés. 40-30-20-10).

**LES DERNIERS JOURS D'ENNEMIS KANT (Fr.) :** Studio des Ursulines, 5\* ; Desiré (Fr.) ; UGC Ciné-Cité les Halles, 6\* ; Gaumont Opéra Impérial, 2\* ; 40-30-20-10 ; L'Arléquin, 6\* (45-80-30-40 ; rés. 40-30-20-10) ; Publicis Châtelet, 6\* (47-20-76-23) ; Elysees, 8\* (47-20-76-23) ; 8\* (4) ; 35-43 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15\* (rés. 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Passquier, 6\* (4) ; 35-43 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15\* (rés. 40-30-20-10) ; Miramax, 14\* (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15\* (rés. 40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17\* ; Pathé Wepler, 18\* (rés. 40-30-20-10).

**DRACULA, MORT ET HEURE D'ÉTÉ (Fr., v.o.) :** UGC Ciné-Cité les Halles, 1\* ; UGC Danton, 6\* ; Gaumont Marignan, 6\* (rés. 40-30-20-10) ; George-V, 6\* ; Gaumont Parnasse, 6\* (rés. 40-30-20-10) ; P. Ramount Opéra, 9\* (47-42-02-31 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Montparnasse, 6\* ; Gaumont C. Française, 9\* (rés. 40-30-20-10) ; Mont Gobelins Fawcett, 13\* (rés. 40-30-20-10) ; UGC Cinéma des Halles, 14\* (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15\* (rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18\* (rés. 40-30-20-10) ; La Gambaettie Bastille, 19\* (46-36-10-96 ; rés. 40-30-20-10).

**L'ÉDUCATEUR (Fr.) :** Épée de Brel, 13\* (46-37-57-47).

**EN VOIR QU'ON PAS** (Fr.) : Saint-André des-Arts I, 6° (43-26-48-18).

**ENFANTS DE SALAUD** (Fr.) : UGC Forum Orient Express, 1<sup>re</sup> ; La Quatrième Latine, 5° (43-26-84-65) ; UGC Montparnasse, 6° ; UGC Triomphe, 8° ; UGC Conventione, 15<sup>e</sup>.

**LA FEMME DU PORT** (\*\*\*) (Mex., v.o.) : Ladrón, 4° (42-76-47-96) ; Épée de Bois, 5°.

**FUNNY BONES** (A., v.o.) : Reflet Médicis II, 1<sup>er</sup>, 5° (43-54-42-34).

**GET SHORTY** (A., v.o.) : UGC Forum Orient-Express, 1<sup>er</sup> ; Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08) ; rés. 40-30-20-10 ; 1<sup>er</sup> : Paramount Opéra, 9° (47-41-55-31) ; rés. 40-30-20-10 ; 1<sup>er</sup> : Gaumont Opéra, 9° (47-41-55-31) ; rés. 40-30-20-10 ; 1<sup>er</sup> : Reflet Médicis II, 1<sup>er</sup> (43-54-42-34).

**HEAT** (A., v.o.) : Cinéchos, 6° (46-33-1-82) ; Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08) ; rés. 40-30-20-10 ; v.f. : La Quatrième Latine, 14° (rés. 40-30-20-10).

**LE JOURNAL DU SÉDUCTEUR** (Fr.) : Les Trois Lourens, 1<sup>er</sup> (43-59-19-08) ; UGC Triomphe, 8° (46-33-97-77) ; rés. 40-30-20-10.

**LAND AND FREEDOM** (Brit., v.o.) : Quartier Latin, 5° (43-26-84-65).

**LEAVING LAS VEGAS** (\*) (A., v.o.) : UGC Forum Orient-Express, 1<sup>er</sup> ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (43-59-19-08) ; UGC Triomphe, 8°.

**LA MADRE MUERTA** (Esp., v.o.) : Espée Saint-Michel, 5° (44-07-20-49).

**LE MONTEUR D'OMBRES** (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6° (43-26-48-18).

**NICO ICON** (All., v.o.) : 14-Juillet Beaugrenelle, 3<sup>er</sup> ; Épée de Bois, 5° (43-37-47-96).

**NIXON** (A., v.o.) : Lucerne, 6° (45-37-53-79).

**NOUS ANNEES SAUVAGES** (H., v.o.) : Le Cine Océan, 6° (43-26-19-58) ; rés. 40-30-20-10.

**LES NOUVELLES AVENTURES DE WALLACE ET GROMIT** (Fr.) : UGC né-Ciné-Halles, 1<sup>re</sup> ; 14-Juillet Beaugrenelle, 3<sup>er</sup> ; Europa Pantheon (ex-Repantheon), 9° (43-54-15-04) ; 14-Juillet Odeon, 6° (43-25-59-83) ; UGC tondie, 6° ; Elysees Lincoln, 6° (43-59-19-08) ; rés. 40-30-20-10 ; Publicis Champs-Elysées, 8° (47-26-76-22) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Opéra France, 9° (43-59-19-08) ; Gaumont Gobelin Faveite, 13<sup>e</sup> (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parmanne, 14<sup>e</sup> (rés. 40-30-20-10) ; Juliet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; v.f. : Publicis Champs-Elysées, 8° (47-26-76-22) ; rés. 40-30-20-10 ; Gaumont belins Fauvette, 13<sup>e</sup> (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parmanne, 14<sup>e</sup> (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alédia, 14<sup>e</sup> (rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79).

**OTHELLO** (Fr., v.o.) : UGC Ciné-Chén-Halles, 1<sup>re</sup> ; Reflet Médicis II, 5° (43-26-48-18).

**PAR-DÉ-LÀ LES NUAGES** (It., v.o.) : Juliette Parmanne, 6° (43-26-58-00).

**Publicité**

**ISON**  
**EN AGE**

**France Inter**

**Jacques Balmer**  
**p**  
**Michel Pascal**  
**duffes du Nord**

**RAISON ET SENTIMENTS** (A., v.o.) : Gaumont les Halles, 1<sup>re</sup> (40-35-99-99) ; rés. 40-30-20-10 ; Gaumont Opération, 2<sup>e</sup> (rés. 40-30-20-10) ; HauteFeuille, 8° (47-26-76-22) ; Georges-V, 8° ; Sept Parmanies, 14-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10 ; Salntbert, 15° (45-32-91-68).

**SMOKE** (A., v.o.) : Épée de Bois, 5° (37-57-47) ; Saint-André-des-Arts, 6°.

**LE TEMPS DE L'AMOUR** (ira., v.o.) : Juliette Beaugrenelle, 3<sup>er</sup> ; 14-Juillet Odeon, 6° (43-25-59-83) ; Rés. 40-30-20-10.

**THE ADDICTION** (A., v.o.) : Action time, 6° (43-29-11-30) ; Max Lindor, 6° (43-29-11-30) ; Gaumont Alédia, 14° ; Sept Parmanies, 14° (rés. 40-30-20-10).

**TOT STORY** (A., v.o.) : UGC Ciné-Chén-Halles, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Marignan, 6° (40-30-20-10) ; UGC Normandie, 6° ; Sept Parmanies, 14° (rés. 40-30-20-10) ; v.f. : R. Grand Red, 2° ; UGC Montparnasse, 6° ; Gaumont Marignan, 6° (rés. 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 6° ; Parana Opéra, 9° (47-41-55-31) ; Rés. 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 6° (43-54-42-34) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13° (rés. 40-30-20-10) ; UGC lins, 13° ; Gaumont Parmanne, 14° (rés. 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 6° (40-30-20-10) ; UGC Conventione Majestic Passy, 16° (44-24-46-26) ; rés. 40-30-20-10 ; Pathe Weper, 16° (40-30-20-10) ; La Gambetta, 20° (40-30-20-10) ; Rés. 40-30-20-10.

**UNE NIAN NEW YORK** (Fr.-bel., v.o.) : Gaumont les Halles, 1<sup>re</sup> (40-35-99-99) ; rés. 40-30-20-10 ; 14-Juillet Odeon (43-25-59-83) ; Les Trois Lourens, 6° (46-33-97-77) ; Rés. 40-30-20-10 ; Pagode, 7° (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Champ-Elysées, 8° (47-26-76-22) ; rés. 40-30-20-10 ; Sept Parmanies, 14° (rés. 40-30-20-10) ; Majestic Paris, 14° (44-24-46-26) ; rés. 40-30-20-10 ; UGC Opéra, 9° ; Gaumont Parmanne, 14° (rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14° (40-30-20-10) ; La Gambetta, 20° (40-30-20-10) ; Rés. 40-30-20-10.

**VALS AU BORD DE LA PETITOU** (gorgéon, v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-57-47).  
**WALLACE ET GROMIT** (Brit., v.o.) : Bestille, 11 (43-50-40).  
**WITTENBERG** (Brit., v.o.) : Luccarni (43-54-47-34).  
**LES REPRISES**  
**LA BELLE AU BOIS DORMANT** (A.), v.o. : Dentfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Ivois, 15 (43-54-46-85) ; rés. 40-30-10 ; Saint-Lambert, 19 (43-52-39-10).  
**LES 101 DALMATIENS** (A., v.f.) : 30-10-10 ; 14 (43-21-41-01) ; Grand Ivois, 15 (43-54-46-85) ; rés. 40-30-10 ; Saint-Lambert, 19 (43-52-39-10).  
**LA DAME DU VENDREDI** (A., v.o.) : tion Eclop, 5 (43-25-72-07).  
**L'IDIOT** (A., v.o.) : Reflet Médics, 5 ; Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).  
**LA JETÉE** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**METROPOLIS** (A., v.o.) : 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**ORANGE MECHANIQUE** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**STUDIO GALENDE**, 5 (43-54-42-34).  
**NAPOULX L'ESQUIMAU** (A.), 5 : Esp. Saint-Michel, 5 (44-07-20-40).  
**ORGAN MECHANIQUE** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**STUDIO GALENDE**, 5 (43-54-42-34).  
**LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTEY** (Brit., v.o.) : Le Champo-És, 5 ; Jacques-Tati, 5 (43-54-42-34).  
**LE ROU ET L'ESQUIMAU** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**UN CADEAU DU CIEL** (A., v.o.) : L. 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**LES VOYAGES DE GULLIVER** (A., v.o.) : 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**ZABRISKIE POINT** (A., v.o.) : Ac. 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**ZAZIE DANS LE MÉTRO** (Fr.) : St. 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**FESTIVALS**  
**AVANT-PREMIÈRE**, Studio 28, 19 (43-54-42-34).  
**AVANT-PREMIÈRE** (v.o.), UGC, 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**LA BELLE AU BOIS DORMANT** (A.), v.o. : Dentfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Ivois, 15 (43-54-46-85) ; rés. 40-30-10 ; Saint-Lambert, 19 (43-52-39-10).  
**LA DAME DU VENDREDI** (A., v.o.) : tion Eclop, 5 (43-25-72-07).  
**L'IDIOT** (A., v.o.) : Reflet Médics, 5 ; Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).  
**LA JETÉE** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**METROPOLIS** (A., v.o.) : 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**ORANGE MECHANIQUE** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**STUDIO GALENDE**, 5 (43-54-42-34).  
**NAPOULX L'ESQUIMAU** (A.), 5 : Esp. Saint-Michel, 5 (44-07-20-40).  
**ORGAN MECHANIQUE** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**STUDIO GALENDE**, 5 (43-54-42-34).  
**LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTEY** (Brit., v.o.) : Le Champo-És, 5 ; Jacques-Tati, 5 (43-54-42-34).  
**LE ROU ET L'ESQUIMAU** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**UN CADEAU DU CIEL** (A., v.o.) : L. 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**LES VOYAGES DE GULLIVER** (A., v.o.) : 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**ZABRISKIE POINT** (A., v.o.) : Ac. 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**ZAZIE DANS LE MÉTRO** (Fr.) : St. 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**FESTIVALS**  
**AVANT-PREMIÈRE**, Studio 28, 19 (43-54-42-34).  
**AVANT-PREMIÈRE** (v.o.), UGC, 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**LA BELLE AU BOIS DORMANT** (A.), v.o. : Dentfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Ivois, 15 (43-54-46-85) ; rés. 40-30-10 ; Saint-Lambert, 19 (43-52-39-10).  
**LA DAME DU VENDREDI** (A., v.o.) : tion Eclop, 5 (43-25-72-07).  
**L'IDIOT** (A., v.o.) : Reflet Médics, 5 ; Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).  
**LA JETÉE** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**METROPOLIS** (A., v.o.) : 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**ORANGE MECHANIQUE** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**STUDIO GALENDE**, 5 (43-54-42-34).  
**NAPOULX L'ESQUIMAU** (A.), 5 : Esp. Saint-Michel, 5 (44-07-20-40).  
**ORGAN MECHANIQUE** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**STUDIO GALENDE**, 5 (43-54-42-34).  
**LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTEY** (Brit., v.o.) : Le Champo-És, 5 ; Jacques-Tati, 5 (43-54-42-34).  
**LE ROU ET L'ESQUIMAU** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**UN CADEAU DU CIEL** (A., v.o.) : L. 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**LES VOYAGES DE GULLIVER** (A., v.o.) : 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**ZABRISKIE POINT** (A., v.o.) : Ac. 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**ZAZIE DANS LE MÉTRO** (Fr.) : St. 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**FESTIVALS**  
**AVANT-PREMIÈRE**, Studio 28, 19 (43-54-42-34).  
**AVANT-PREMIÈRE** (v.o.), UGC, 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**LA BELLE AU BOIS DORMANT** (A.), v.o. : Dentfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Ivois, 15 (43-54-46-85) ; rés. 40-30-10 ; Saint-Lambert, 19 (43-52-39-10).  
**LA DAME DU VENDREDI** (A., v.o.) : tion Eclop, 5 (43-25-72-07).  
**L'IDIOT** (A., v.o.) : Reflet Médics, 5 ; Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).  
**LA JETÉE** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**METROPOLIS** (A., v.o.) : 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**ORANGE MECHANIQUE** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**STUDIO GALENDE**, 5 (43-54-42-34).  
**NAPOULX L'ESQUIMAU** (A.), 5 : Esp. Saint-Michel, 5 (44-07-20-40).  
**ORGAN MECHANIQUE** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**STUDIO GALENDE**, 5 (43-54-42-34).  
**LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTEY** (Brit., v.o.) : Le Champo-És, 5 ; Jacques-Tati, 5 (43-54-42-34).  
**LE ROU ET L'ESQUIMAU** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**UN CADEAU DU CIEL** (A., v.o.) : L. 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**LES VOYAGES DE GULLIVER** (A., v.o.) : 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**ZABRISKIE POINT** (A., v.o.) : Ac. 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**ZAZIE DANS LE MÉTRO** (Fr.) : St. 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**FESTIVALS**  
**AVANT-PREMIÈRE**, Studio 28, 19 (43-54-42-34).  
**AVANT-PREMIÈRE** (v.o.), UGC, 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**LA BELLE AU BOIS DORMANT** (A.), v.o. : Dentfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Ivois, 15 (43-54-46-85) ; rés. 40-30-10 ; Saint-Lambert, 19 (43-52-39-10).  
**LA DAME DU VENDREDI** (A., v.o.) : tion Eclop, 5 (43-25-72-07).  
**L'IDIOT** (A., v.o.) : Reflet Médics, 5 ; Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).  
**LA JETÉE** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**METROPOLIS** (A., v.o.) : 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**ORANGE MECHANIQUE** (P.), 14-Juillet Beaurou, 19 (43-54-42-34).  
**STUDIO GALENDE**, 5 (43-54-42-34).  
**NAPOULX L'ESQUIMAU** (A.), 5 : Esp. Saint-Michel, 5 (44-

Roï, la Vache et le Bananier,  
 19 h 30, mar. 16 h; "Enfant et le  
 man, mar. 16 h 30; "Un taxi  
 zou, mar. 17 h; Tanun, sam. 22 h;  
 fant terrible, dim. 18 h, lun.  
 Manu Mendive, dim. 18 h 30,  
 16 h 30; le Neveu du peintre, dim.  
 17 h; le Crapaud chez ses be-  
 parents, dim. 17 h 15, dim. 16 h 30, 16  
 h 15; la Part de Blintzou, sam. 16 h  
 15, dim. 16 h 30; "21 h 50; Mari-  
 tu, sam. 17 h 10, dim. 17 h 25, lun. 20 h  
 Birôzebo, sam. 17 h 45, mar. 17 h  
 15, dim. 18 h 30, mar. 18 h;  
 ka, sam. 18 h 45; "Faut que je  
 s'explique, lun. 17 h 45; "Dernière  
 folie, lun. 18 h 15; Thomas Se-  
 gale, lun. 17 h; Kidiogo, l'Afrique en  
 mar. 17 h 45; Regards noirs, mar.  
 Tanun, sam. 22 h; Ker Jo Ouakem,  
 16 h; Welekan, le message du bou-  
 quier, lun. 20 h 45, mar. 17 h 10; l'Espe-  
 re de Dossou, lun. 19 h 45; URSS-Afrique,  
 lun. 16 h; Blanche, dim. 16 h 30,  
 Denko, lun. 16 h 45; "Parle nous  
 20 h; Tchilioli, lun. 14 h; les Ar-  
 de la saison sèche, sam. 14 h 30,  
 14 h 40; Koupeula: Far West afri-  
 can, sam. 17 h, lun. 15 h 15; Toumou-  
 rama, dim. 16 h, mar. 14 h 45; "Pré-  
 monitions, lun. 15 h 15; "Prémonitions,  
 18 h 30; Toumoumarane, mar. 14  
 h; la pluie, mar. 16 h; Soirée de  
 ture, mar. 19 h.  
**PREMIERE NUIT CINÉ MANA (v.)**  
 Saint-Germain-des-Prés, Salle  
 Beaugrand, (42-22-67-87), 19 h  
 15 h; "Galaxy Express 999, sam.  
 la Guerre des démons, sam. 4 h 16 h  
**PROGRAMME DE COURTS MÉTRÉS**  
 DE GARRI BARDINE (v.o.), l'Entée  
 (45-43-41-43), le Loup griffe et le  
 Chaperon rouge, dim. 14 h 15.  
**PROGRAMME DE COURTS MÉTRÉS**  
 DE GARRI BARDINE (v.o.), Le  
 brique, 11 h (40-05-01-33), le Loup  
 le Petit Chaperon rouge, dim.  
 lun. 13 h 30, mar. 13 h 30.  
**PROCKILLER (v.o.), Max Under-**  
 rama, 9 (44-94-88-88), Petits Mé-  
 entre amis, sam. 0 h 15.  
**RETROSPECTIVE MATTI PELLOCCO**  
 (v.o.), Institut Finlandais, 9 (40-  
 09), Calamari lunari, 9 (40-09),  
**SCRATCH RESECTION (v.o.), Le**  
 19 (45-43-41-43), Automati-  
 nularité, mar. 20 h.  
**SORRÊES DE L'AURORÉ (v.o.),**  
 des Usulines, 9 (43-26-19-09), les  
 vœux de feu, mar. 20 h.  
**WERNER FASSINDER (v.o.),** Max Un-  
 derama, 9 (44-94-88-88), Passio-  
 11 h, lun. 11 h.  
**WERNER FASSINDER (v.o.),** Acadé-  
 (45-43-36-88), Le Droit du pu-  
 mar. 19 h 20; "L'Amie des treize  
 lun. 18 h 20; "L'Amie des treize  
 lun. 18 h 20; "L'Amie des treize  
 21 h 30; Alice dans les villes  
 13 h 40; Jusqu'au bout du monde  
 21 h 50; les Altes du délai, dim. 21 h.  
**LE CINÉMA THÉÂTRE**  
**PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-25)**  
**DIMANCHE**  
 Alain Delon: l'Homme pressé  
 d'Edouard Molinaro, 16 h 30; "Le  
 (1970), de Jacques Demy, 19 h 30;  
 d'après le roman de Georges de  
 21 h.  
**MARDI**  
 Conférence de Philippe A  
 18 h 30.  
**SALLE RÉPUBLICAINE (47-04-24-25)**  
**DIMANCHE**  
 Cinéma cinématographique: ge-  
 tour débute deux enfants, ge-  
 (1980), de Jean-Luc Godard, 17 h 30.  
**CENTRE GEORGES-POMPIDOU**  
**SALLE GARANCE (42-78-37-28)**  
**DIMANCHE**  
 Le Chénia noir: Au revoir, à  
 14 h 30; "Le Chénia noir, 14 h 30; "Le  
 14 h 30; Frappes la putain (1940  
 t. f.), de Luiti Orm, 17 h 30;  
 fauché (1985), v.o. s. t. f.), de Ne-  
 geer, 20 h 30.  
**LUNDI**  
 Le Chénia noir: Cœur de ve-  
 14 h 30; "Le Chénia noir, 14 h 30;  
 Comment peut-on sauver Asie  
 v.o. s. t. f.), d'Adf Yilmaz, 17  
 Vengeance des serpents (1962,  
 t. f.), de Metin Erksan, 20 h 30.  
**VIDÉOTHÉQUE DE PARIS**  
 26, grande galerie, 40-26-25  
 tache, Forum des Halles (40-26-25)  
**AVANCÉ 20 ans: Hierrot le Pou-**  
 tchou Kassozi: Jit (1981), v.o. s. t. f.,  
 Michael Rebuff: 14 h 30; les  
 14 h 30; "Le Chénia noir, 14 h 30;  
 rax, 16 h 30; les Yeux mer-  
 quoy; Sandrine à Paris (1991), d.  
 Anscaph, 19 h; le Rap du Su-  
 de Michel Meyer; Jussi Anon-  
 (1985), v.o. s. t. f.), de Leslie Har-  
 MARDI  
 Avancé 20 ans: la Vie parisienne  
 filles de prière (1993), de  
 Maillot, 14 h 30; Belfast: Saraj-  
 se le feu (1995), v.o. s. t. f.), de  
 v.o. s. t. f.), de Joseph B. Vascquez, 21 h.  
**GALERIE NATIONALE D'ART MODERNE**  
**DE PAUMIE**  
 (42-03-52-50)  
**DIMANCHE**  
 La Vie de Marinette, de Benoît  
 15 h 30.  
 (1973) Les Interdits aux moins de  
 (v.o.) Fils Éclairés aux moins de  
**TOUS LES FILMS PARISIENS**  
**3615 LÉMON**  
 ou tél.: 36-68-03-78 (22 h)

on.  
 ont.  
 Cal.  
 our-  
 En-  
 i h ;  
 lun.  
 9 h,  
 aux-  
 lun.  
 35,  
 nie.  
 20 ;  
 45 ;  
 di-  
 me  
 pour  
 nka-  
 vie,  
 9 h ;  
 dim.  
 bab,  
 ence  
 que,  
 2 h ;  
 lun.  
 listes  
 lun.  
 calin,  
 nika,  
 ve à  
 dim.  
 n 45 ;  
 e clo-  
 ), Le  
 s. de  
 rion,  
 2 h ;  
 AGES  
 sept,  
 Petit  
 mar.  
 AGES  
 Répu-  
 h 30,  
 Pano-  
 utes  
 NPAA  
 51-89-  
 Entre-  
 Gra-  
 itudio  
 s Che-  
 tcho  
 ler Pa-  
 a, dim.  
 atone,  
 s fort,  
 lums,  
 de Fe-  
 les  
 ne, 5<sup>e</sup>  
 mar.  
 i, lun.  
 s, sem.  
 2 h 10.  
 (4)  
 (1976),  
 (Gang  
 ; Mort  
 aurner,  
 ennaud,  
 (4)  
 France  
 raphie,  
 s.  
 DOU  
 rangère  
 Baser,  
 s, v.o. s.  
 l'Agha  
 esili Côt-  
 e 1991,  
 14 h 30 ;  
 7 (1986,  
 30 ; le  
 o. s. t.  
 nt-Eus-  
 34-30)  
 de Ma-  
 t. f.), de  
 Amants  
 des Ca-  
 ours du  
 e Solvaj  
 (1994)  
 rner Grl  
 s, 21 h.  
 ; 75 cen-  
 Jacques  
 vo, ces-  
 de Bau-  
 de Ut-  
 is de la  
 de J.-P.  
 s ; Han-  
 v.o. s. t.  
 JEU  
 Jacquot,  
 e 12 ans.  
 e 16 ans.  
 ROVINCE  
 NDE  
 B F/mn)

100

100

100

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the current situation and what needs to be changed.

2. The second step is to set goals. These should be specific, measurable, achievable, relevant, and time-bound.

3. The third step is to develop a plan. This involves determining the steps needed to achieve the goals.

4. The fourth step is to implement the plan. This involves putting the plan into action.

5. The fifth step is to monitor and evaluate progress. This involves tracking progress and making adjustments as needed.

6. The sixth step is to review the results. This involves assessing the outcomes and determining if the goals were achieved.

7. The seventh step is to learn from the experience. This involves reflecting on what worked and what didn't, and applying these lessons to future efforts.

8. The eighth step is to communicate the results. This involves sharing the outcomes with others and providing feedback.

9. The ninth step is to celebrate success. This involves recognizing and rewarding the team for their achievements.

10. The tenth step is to maintain the results. This involves ensuring that the changes are sustained over time.

1. The first part of the document is a list of names and titles, including "The Hon. Mr. Justice" and "The Hon. Mr. Justice".

1. *Introduction*  
 2. *Background*  
 3. *Methodology*  
 4. *Results*  
 5. *Discussion*  
 6. *Conclusion*  
 7. *References*  
 8. *Appendix*  
 9. *Tables*  
 10. *Figures*  
 11. *Supplementary Materials*  
 12. *Notes*  
 13. *Abbreviations*  
 14. *Conflicts of Interest*  
 15. *Acknowledgments*  
 16. *Author Contributions*  
 17. *Patents*  
 18. *Disclaimer*  
 19. *Copyright*  
 20. *Licensee*  
 21. *Disclaimer*  
 22. *Copyright*  
 23. *Licensee*  
 24. *Disclaimer*  
 25. *Copyright*  
 26. *Licensee*  
 27. *Disclaimer*  
 28. *Copyright*  
 29. *Licensee*  
 30. *Disclaimer*  
 31. *Copyright*  
 32. *Licensee*  
 33. *Disclaimer*  
 34. *Copyright*  
 35. *Licensee*  
 36. *Disclaimer*  
 37. *Copyright*  
 38. *Licensee*  
 39. *Disclaimer*  
 40. *Copyright*  
 41. *Licensee*  
 42. *Disclaimer*  
 43. *Copyright*  
 44. *Licensee*  
 45. *Disclaimer*  
 46. *Copyright*  
 47. *Licensee*  
 48. *Disclaimer*  
 49. *Copyright*  
 50. *Licensee*  
 51. *Disclaimer*  
 52. *Copyright*  
 53. *Licensee*  
 54. *Disclaimer*  
 55. *Copyright*  
 56. *Licensee*  
 57. *Disclaimer*  
 58. *Copyright*  
 59. *Licensee*  
 60. *Disclaimer*  
 61. *Copyright*  
 62. *Licensee*  
 63. *Disclaimer*  
 64. *Copyright*  
 65. *Licensee*  
 66. *Disclaimer*  
 67. *Copyright*  
 68. *Licensee*  
 69. *Disclaimer*  
 70. *Copyright*  
 71. *Licensee*  
 72. *Disclaimer*  
 73. *Copyright*  
 74. *Licensee*  
 75. *Disclaimer*  
 76. *Copyright*  
 77. *Licensee*  
 78. *Disclaimer*  
 79. *Copyright*  
 80. *Licensee*  
 81. *Disclaimer*  
 82. *Copyright*  
 83. *Licensee*  
 84. *Disclaimer*  
 85. *Copyright*  
 86. *Licensee*  
 87. *Disclaimer*  
 88. *Copyright*  
 89. *Licensee*  
 90. *Disclaimer*  
 91. *Copyright*  
 92. *Licensee*  
 93. *Disclaimer*  
 94. *Copyright*  
 95. *Licensee*  
 96. *Disclaimer*  
 97. *Copyright*  
 98. *Licensee*  
 99. *Disclaimer*  
 100. *Copyright*  
 101. *Licensee*  
 102. *Disclaimer*  
 103. *Copyright*  
 104. *Licensee*  
 105. *Disclaimer*  
 106. *Copyright*  
 107. *Licensee*  
 108. *Disclaimer*  
 109. *Copyright*  
 110. *Licensee*  
 111. *Disclaimer*  
 112. *Copyright*  
 113. *Licensee*  
 114. *Disclaimer*  
 115. *Copyright*  
 116. *Licensee*  
 117. *Disclaimer*  
 118. *Copyright*  
 119. *Licensee*  
 120. *Disclaimer*  
 121. *Copyright*  
 122. *Licensee*  
 123. *Disclaimer*  
 124. *Copyright*  
 125. *Licensee*  
 126. *Disclaimer*  
 127. *Copyright*  
 128. *Licensee*  
 129. *Disclaimer*  
 130. *Copyright*  
 131. *Licensee*  
 132. *Disclaimer*  
 133. *Copyright*  
 134. *Licensee*  
 135. *Disclaimer*  
 136. *Copyright*  
 137. *Licensee*  
 138. *Disclaimer*  
 139. *Copyright*  
 140. *Licensee*  
 141. *Disclaimer*  
 142. *Copyright*  
 143. *Licensee*  
 144. *Disclaimer*  
 145. *Copyright*  
 146. *Licensee*  
 147. *Disclaimer*  
 148. *Copyright*  
 149. *Licensee*  
 150. *Disclaimer*  
 151. *Copyright*  
 152. *Licensee*  
 153. *Disclaimer*  
 154. *Copyright*  
 155. *Licensee*  
 156. *Disclaimer*  
 157. *Copyright*  
 158. *Licensee*  
 159. *Disclaimer*  
 160. *Copyright*  
 161. *Licensee*  
 162. *Disclaimer*  
 163. *Copyright*  
 164. *Licensee*  
 165. *Disclaimer*  
 166. *Copyright*  
 167. *Licensee*  
 168. *Disclaimer*  
 169. *Copyright*  
 170. *Licensee*  
 171. *Disclaimer*  
 172. *Copyright*  
 173. *Licensee*  
 174. *Disclaimer*  
 175. *Copyright*  
 176. *Licensee*  
 177. *Disclaimer*  
 178. *Copyright*  
 179. *Licensee*  
 180. *Disclaimer*  
 181. *Copyright*  
 182. *Licensee*  
 183. *Disclaimer*  
 184. *Copyright*  
 185. *Licensee*  
 186. *Disclaimer*  
 187. *Copyright*  
 188. *Licensee*  
 189. *Disclaimer*  
 190. *Copyright*  
 191. *Licensee*  
 192. *Disclaimer*  
 193. *Copyright*  
 194. *Licensee*  
 195. *Disclaimer*  
 196. *Copyright*  
 197. *Licensee*  
 198. *Disclaimer*  
 199. *Copyright*  
 200. *Licensee*  
 201. *Disclaimer*  
 202. *Copyright*  
 203. *Licensee*  
 204. *Disclaimer*  
 205. *Copyright*  
 206. *Licensee*  
 207. *Disclaimer*  
 208. *Copyright*  
 209. *Licensee*  
 210. *Disclaimer*  
 211. *Copyright*  
 212. *Licensee*  
 213. *Disclaimer*  
 214. *Copyright*  
 215. *Licensee*  
 216. *Disclaimer*  
 217. *Copyright*  
 218. *Licensee*  
 219. *Disclaimer*  
 220. *Copyright*  
 221. *Licensee*  
 222. *Disclaimer*  
 223. *Copyright*  
 224. *Licensee*  
 225. *Disclaimer*  
 226. *Copyright*  
 227. *Licensee*  
 228. *Disclaimer*  
 229. *Copyright*  
 230. *Licensee*  
 231. *Disclaimer*  
 232. *Copyright*  
 233. *Licensee*  
 234. *Disclaimer*  
 235. *Copyright*  
 236. *Licensee*  
 237. *Disclaimer*  
 238. *Copyright*  
 239. *Licensee*  
 240. *Disclaimer*  
 241. *Copyright*  
 242. *Licensee*  
 243. *Disclaimer*  
 244. *Copyright*  
 245. *Licensee*  
 246. *Disclaimer*  
 247. *Copyright*  
 248. *Licensee*  
 249. *Disclaimer*  
 250. *Copyright*  
 251. *Licensee*  
 252. *Disclaimer*  
 253. *Copyright*  
 254. *Licensee*  
 255. *Disclaimer*  
 256. *Copyright*  
 257. *Licensee</*

1. The first part of the document is a title page. It contains the title "THE HISTORY OF THE UNITED STATES OF AMERICA" and the author "BY JAMES M. SMITH". It also includes a list of contents and a list of names.

2. The second part of the document is a list of names. It includes the names of the authors, the names of the publishers, and the names of the subscribers.

3. The third part of the document is a list of contents. It includes the names of the chapters, the names of the sections, and the names of the pages.

4. The fourth part of the document is a list of names. It includes the names of the authors, the names of the publishers, and the names of the subscribers.

5. The fifth part of the document is a list of contents. It includes the names of the chapters, the names of the sections, and the names of the pages.

6. The sixth part of the document is a list of names. It includes the names of the authors, the names of the publishers, and the names of the subscribers.

7. The seventh part of the document is a list of contents. It includes the names of the chapters, the names of the sections, and the names of the pages.

8. The eighth part of the document is a list of names. It includes the names of the authors, the names of the publishers, and the names of the subscribers.

9. The ninth part of the document is a list of contents. It includes the names of the chapters, the names of the sections, and the names of the pages.

10. The tenth part of the document is a list of names. It includes the names of the authors, the names of the publishers, and the names of the subscribers.

100



## Radio

**20.30**  
**BOXE**  
En direct de la salle Marcel-Cerdan à Levallois. Championnat WBC des poids lourds-légers ; Championnat WBC des poids légers (100 min). 46373

**23.00**

**THE MANGLER ■**  
Film américain de Tobe Hooper avec  
Robert Englund  
(1994, 106 min). 884419

**0.45 Mufiel ■**  
Film de P.J. Hogan avec  
Toni Collette  
(1994, v. o., 101 min).

**2.30 Les Rolling Stones Stripped.** Musique.  
**3.20 Le Journal du hard.**  
**3.30 Trésors vierges**  
Film classé X de Frank  
Thring  
(1995, 96 min). 827137  
**5.05 Le Nez au vent** ■  
Film de Dominique Guerrie  
(1995, 91 min). 147673

sur  
es européennes

est diable. Film de Brian De Palma (1978)  
Spacek. Fontenay.

**Canal +**  
1225 Flash & Information.

Quand la télé dérape  
(60 min). 15841

**13.30** La Semaine  
de Moustic.

**14.05** Panique au Piazza  
Pièce de Ray Cooney, mise  
en scène de Pierre Mondy  
(140 min). 2851888

► En clair jusqu'à 18,00

**16.20** Décode pas Bunny.

**17.10** Les Superstars

**18.00 Les Ripoux**  
Film de Claude Zidi  
(1984, 103 min). 983518

► **En clair jusqu'à 20.30**

**19.40 Flash d'information.**

**19.50 Ça cartoon.**  
L'Ex-roi des animaux.  
(1942) ; Jerry et l'ennemi  
bien-aimé (1943).

**20.30**

**RIABA,  
MA POULE ■**  
Film russe d'Andrei Konchalovsky  
avec Inna Tchourikova  
(1994, 112 min). 707150  
**22.20 Flash d'Information.**  
**22.25 Surprises.**

**22.35**

**L'EQUIPE  
DU DIMANCHE**  
Magazine présenté par Thierry  
Girard (149 min). **4022537**

**1.05 La Lune et le Téton**  
Film espagnol de Bigas  
Luna avec Mathilda May  
(1994, v. a., 87 min). **2156100**

**2.30 Surprises (30 min).**

## es européennes

Chicago. Film de Daniel Ssein (1993, avec Ian Nicholas). *Comédie*.



## Souvenir de nocces

par Alain Rollat

LES VIGNES courent-elles encore sur les coteaux de Cana ? Y cultive-t-on toujours le raisin, le vrai raisin, celui qui ne se confond pas avec le raisin vert de la coïté ? Y perpétue-t-on le secret des crus goudouliens de Galilée ? Les auberges y servent-elles encore ce nectar divin que recommandait le Nouveau Testament ?

Souvenez-vous : la dernière fois que les trompettes de l'actualité nous ont parlé d'un Cana, il était question de mémorables nocces auxquelles avait été invité un jeune juif errant sur les bords du Jourdain en compagnie de sa mère et de prétendus disciples. Un certain Jésus de Nazareth. Lequel aurait profité de ces circonstances médiatiques pour faire un miracle en changeant en vin l'eau de six vases. Qu'est devenu cet étrange personnage ? On a perdu sa trace depuis ses démêlés avec les autorités de Jérusalem. Y a-t-il des membres de sa descendance parmi les victimes du massacre qui replace un Cana sous l'œil des caméras ?

Et Dieu, dans tout ça ? Cette fois, ce n'est pas Bernard Pivot mais Jean Daniel qui se pose la question. Le directeur du *Nouvel Observateur* assure que Dieu vit à l'intégrisme : « Dieu n'est pas fanatique, mais il fanatise. En tout cas, il peut le faire. Et il le fait, semble-t-il, de plus en plus. Mais Dieu ne peut-il pas en dire autant de l'homme ? »

Il paraît d'ailleurs qu'il existe une catégorie de « nouveaux fanatiques ». Qu'ont-ils de plus que les anciens ? Le *Nouvel Observateur* a convoqué à leur chevet plu-

sieurs spécialistes dont les diagnostics convergent. De l'avis d'un éminent sociologue, ce renouveau du fanatisme trouverait sa cause dans l'exclusion frappant les peuples désertés et serait donc assimilable à une sorte de « protestation » universelle. A en croire un célèbre psychanalyste, cette cuvée 96 ne serait que l'expression achevée d'une « culture de la souffrance » et l'attentat-suicide une manière romantique d'attirer l'attention. Dans le panel réuni par *Le Nouvel Observateur* figure même un expert selon lequel ces « nouveaux martyrs de la foi » ne seraient que de modestes artisans ripostant avec de petits moyens « à l'hyper sophistication des armements de l'adversaire, touché dans ce qu'il a de plus précieux : la vie humaine ».

Et le libre arbitre dans tout ça ? Prions pour qu'il ne vienne pas à l'idée de la Sainte-Trinité de réagir à ces trahisseries en jouant à son tour les kamikazes contre l'humanité tout entière.

Bernard Pivot, lui, s'interrogeait, vendredi soir 19 avril, sur France 2, sur les penchants de Michel Eyquem de Montaigne. Il y fut naturellement question de l'inclination de cet amateur de grands crus bordelais pour Étienne de La Boétie. Et le souvenir de cette amitié n'était pas sans rapport avec l'actualité de ce nouveau Cana. Si Étienne de La Boétie publiait son *Discours de la servitude volontaire* aujourd'hui, il copierait avec Jésus pour faire un sort à tous ces fous de Dieu, d'Allah et de Yahvé qui se croient libres alors qu'ils sont asservis à leur propre folie.

## La Mongolie du président Punsalmaagiin Otchirbat se veut « à équidistance » de la Chine et de la Russie

En visite à Paris, le chef de l'Etat mongol renoue avec la France des liens vieux de sept siècles

« NOUS AVONS, EN 1990, entrepris un grand voyage pour rejoindre la cause commune de l'humanité : la démocratie et les droits de l'homme, l'économie de marché et le développement économique. » En visite à Paris pour quatre jours, jusqu'au dimanche 21 avril, Punsalmaagiin Otchirbat, le président de la Mongolie, ne manque pas de souffle pour célébrer le nouveau cours des choses dans son immense pays (trois fois la France, mais peuplé d'un peu moins de deux millions et demi d'habitants).

Politiquement, les grands changements ont été la prise de distance, dès 1989, avec le stalinisme, permise par la perestroïka gorbatchévienne, après deux tiers de siècle de tutelle soviétique sur ce qui fut la deuxième République populaire de la planète (1924) et, dit-on, « la septième République de l'URSS » ; et l'élection en 1990 d'une Constituante, qui acheva ses travaux en 1992, l'année même où le dernier soldat de l'ex-armée rouge repassait la frontière.

Depuis lors, le pays a vécu ce que M. Otchirbat nomme une « transition démocratique », souple mais réelle : l'élection, en 1992, d'un Grand Hural (Assemblée législative), où a triomphé le PPRM (Parti populaire révolutionnaire, communiste rénovateur) face à une opposition très divisée et celle, au suffrage universel, en 1993, de M. Otchirbat. Cet ingénieur des mines de formation, alors âgé de cinquante ans, ancien ministre communiste ayant vécu au réformisme pour devenir président de l'Assemblée puis chef de l'Etat dans la phase de transition, a finalement rompu avec l'orthodoxie marxiste et vit à présent une coha-

bitation « à la mongole », avec un gouvernement PPRM.

En économie, le « grand voyage » s'est marqué, depuis un lustre, par une vaste reprivatisation (plus de 80 %, à ce jour, de l'ancienne propriété d'Etat), qui a notamment porté sur les terres et le cheptel, éléments cruciaux dans ce pays à moitié rural et nomade ; par une grande ouverture aux investissements étrangers, qui « peut aller jusqu'à 100 % du capital d'une entreprise », précise M. Otchirbat ; et par une libération quasi totale des prix.

Le choc a été rude pour une population habituée au confort d'une aide soviétique représentant près du tiers du PIB : 1991, 1992 et 1993 ont ainsi été des années très noires. Mais, selon le président, « nous sortons de l'état de choc ». Pas au point, cependant, que certains analystes ne pronostiquent une nette poussée, aux prochaines législatives, en juin, de communistes « archaïques ». Pourtant, M. Otchirbat se veut confiant : « La démocratisation est irréversible. »

## SOUTIEN AUX TIBÉTAIS

Le chamboulement des années 90 n'a pas épargné le domaine international. La Mongolie, qui fut « près de sept siècles sous domination chinoise et près de sept décennies sous domination russe » selon un mot commun, a eu pour ambition - naturelle pour un peuple qui a construit au XIII<sup>e</sup> siècle, avec Gengis Khan, la plus vaste empire de l'histoire - de reconstruire et préserver son indépendance. Elle a d'abord, par une politique dite d'« équidistance », pris du large par rapport à la Russie.

Un pays de 2,4 millions d'habitants



Mais elle fait tout, aussi, pour ne pas retomber dans un champ de gravité qu'elle craint plus encore : celui de la Chine. Après avoir signé avec elle, en 1994, un traité d'amitié, Oulan-Bator a marqué de la froideur - autant qu'il est possible envers un voisin six cents fois plus peuplé, et dont le port de Tianjin est le principal point d'entrée et de sortie du commerce mongol - après la découverte, en 1995, de micros à son ambassade de Pékin. La brouille a d'autant moins duré que vivent en Mongolie « intérieures » (chinoises) trois millions de « frères », dont il s'agit de suivre le destin pour, si possible, l'améliorer. L'indispensable prudence d'Oulan-Bator ne lui fait pourtant pas négliger une proximité culturelle avec le Tibet née de sept siècles d'histoire : la redécouverte par la nation, après les persécutions communistes, du bouddhisme lamaïque a même poussé les autorités à accepter la venue, une fois l'an, du dalaï-lama, au grand dam de Pékin.

Le président Otchirbat, responsable en ultime instance de la diplomatie et de la sécurité, conduit

à présent une politique d'ouverture, visant à appeler le maximum d'autres pays (dont les plus importants : les Etats-Unis, le Japon, les puissances européennes, etc.) à s'intéresser à son indépendance et à son développement, afin de desserrer le pesant têt-à-tête avec les deux grands voisins. C'est bien là le sens de son voyage en France.

Jacques Chirac, tout à sa « nouvelle politique asiatique », exprimée le 29 février à Singapour, a voulu, en l'invitant, marquer son « soutien » au nouveau cours des choses en Mongolie : celui-ci s'est vérifié, le 18 avril, tant par la signature d'une traité d'amitié et de coopération que par l'annonce de la prochaine nomination d'un ambassadeur à Oulan-Bator (il n'y en avait plus depuis 1984).

Un crédit de 10 millions de francs sera par ailleurs ouvert par Paris pour mener à bien, avec la société Spot-Images et le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), un inventaire minier du pays. Enfin un centre de culture et de langue françaises sera bientôt ouvert à Oulan-Bator.

Note piquante, le chef d'Etat se rend en fin de semaine dans la région de Lille afin de s'acquitter d'un devoir : l'inauguration d'un musée en l'honneur de Guillaume de Rubrouck, clerc nordique qui, un demi-siècle avant Marco Polo, fit le voyage d'Extrême-Orient, demeurant trois ans en Mongolie, et qui, au retour, fut porteur d'une lettre du Grand Khan, petit fils de Gengis, au roi Louis IX, ce qui autorise M. Otchirbat à évoquer « plus de sept cents ans de liens entre la France et nous ».

Jean-Pierre Clerc

## Le TPI pourrait lever l'inculpation d'un général serbe bosniaque

LE PROCUREUR DU TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL pour l'ex-Yougoslavie (TPI), Richard Goldstone, a proposé aux juges, vendredi 19 avril, de lever l'inculpation pour crimes de guerre prononcée en mars contre le général bosno-serbe Djordje Djulic. Dans sa requête, qui sera étudiée lundi par les juges du TPI, le procureur a invoqué des raisons de santé. Un examen médical a révélé que l'officier supérieur souffrait d'un cancer du pancréas en phase terminale. Arrêté le 30 janvier à Sarajevo par la police bosniaque, en compagnie de son adjoint le colonel Aleksa Krsmanovic, le général Djulic a été transféré à La Haye le 12 février. Le TPI a déjà renvoyé le 3 avril à Sarajevo le colonel Krsmanovic, considérant qu'il n'avait pas de preuves contre lui. D'autre part, le Parlement croate a voté, vendredi, une loi sur l'extradition de ses citoyens accusés de crimes de guerre par le TPI qui, selon l'agence de presse croate Hina, met la législation croate en conformité avec les exigences de coopération avec le tribunal. - (AFP, Reuters.)

■ EGYPTÉ : la Djamaa Islamiya a revendiqué, samedi 20 avril, l'attentat qui a coûté la vie, jeudi au Caire, à dix-huit touristes grecs. Ce mouvement, la principale organisation islamiste armée en Egypte, a menacé de s'en prendre aux « intérêts juifs » en Egypte si l'opération militaire israélienne se poursuivait au Liban. - (AFP)

■ CORSE : un attentat non revendiqué, qui n'a pas fait de victime, a en partie détruit un bar-restaurant situé non loin de l'hôtel de police de Bastia (Haute-Corse) dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 avril. La déflagration, aux environs de minuit, d'une charge de moyenne puissance a provoqué des dégâts assez importants à l'établissement, portant l'enseigne Anastasia.

## « Le Monde » déménage

LE 1<sup>er</sup> MAI 1990, *Le Monde* quittait l'immeuble qui l'avait vu naître, en décembre 1944, au 5 de la rue des Italiens, dans le quartier de l'Opéra. Cette migration entraîna un éclatement de l'entreprise en plusieurs sites : la rédaction traversait la Seine pour rejoindre le quartier de la gare Montparnasse, au 15 de la rue Falguière ; l'administration et l'imprimerie s'installaient en proche banlieue, à Ivry-sur-Seine, autour d'une place que la municipalité baptisa pour l'occasion du nom de notre fondateur, Hubert Beuve-Méry.

Six ans plus tard, *Le Monde* déménage à nouveau. A partir du dimanche 21 avril, il rejoint le Quartier latin, au pied de la montagne Sainte-Geneviève. L'esprit de ce déménagement est différent du précédent : afin de mieux réunir ses forces et de renforcer une culture commune d'entreprise, il rassemble ce que la migration précédente avait divisé. Si l'imprimerie reste à Ivry, la rédaction et l'administration sont de nouveau regroupées dans un même immeuble du 21 bis de la rue Claude-Bernard, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ce déménagement s'effectue en deux temps. D'ores et déjà installée rue Claude-Bernard, la rédaction sera rejointe lundi 29 avril par l'ensemble des services de l'administration.

Les nouvelles coordonnées du siège du *Monde* sont les suivantes : 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05, tél. : (1) 42-17-20-00, télécopieur : (1) 42-17-21-21, télex : 206 806 F. Le numéro de téléphone de notre service d'abonnements (24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex) est modifié : (1) 42-17-32-90. Les renseignements sur le paiement par prélèvements automatiques mensuels peuvent être obtenus à ce numéro de 8 h 30 à 17 heures, du lundi au vendredi.

Nous publierons dans nos éditions du vendredi 26 avril, datées samedi 27 avril, quatre pages spéciales présentant à nos lecteurs les nouveaux locaux de leur journal.

Tirage du *Monde* daté samedi 20 avril 1996 : 502 477 exemplaires

## Le Vatican critique Bill Clinton à propos de l'IVG

WASHINGTON de notre correspondant

Il n'y a guère de précédent d'un président américain se faisant ainsi tancer par le Vatican : le « veto honneur » de Bill Clinton représente, assure le Saint-Siège, « une agression d'une incroyable brutalité contre la vie des innocents et contre les droits inaliénables d'être encore à naître ». Cette philippique, lancée vendredi 19 avril, vise le soutien de la Maison-Blanche à la possibilité d'avortements tardifs pratiqués après la vingtième semaine de grossesse, selon la méthode dite de « dilatation et évacuation ». Les adversaires d'une pratique « plus proche de l'infanticide que de l'avortement », selon le Vatican, avaient en effet déposé un projet de loi pour l'interdire. Mais Bill Clinton vient de leur opposer son veto.

La loi, proposée par les républicains et inspirée par l'influent lobby de la Coalition chrétienne, n'admettait qu'une seule exception : l'interdiction de l'avortement tardif : un danger pour la vie de la mère. Bill Clinton avait en vain « imploré » le Grand Old Party d'admettre aussi le risque de « conséquences très graves pour la santé de la mère ». Nuance sémantique ? Pas au dire des cardinaux américains qui estiment que l'exception souhaitée par M. Clinton serait interprétée avec laxisme par les tribunaux, ce qui reviendrait à légaliser l'avortement tardif « à la demande ».

Les républicains ont rapidement fait chorus. A six mois du scrutin présidentiel, Bill Clinton maintient ses positions. Mais il se retrouve pris entre les libéraux du Parti démocrate, qui n'entendent pas avaliser un texte qui constituerait une importante brèche à la législation de l'avortement et le « vote catholique » qui l'a puissamment aidé lors de son élection en 1992.

Laurent Zecchini



George Schaller, directeur scientifique de la Wildlife Conservation Society.

Le temps de George Schaller est précieux. Aussi le mesure-t-il en toute sécurité.



MILLIAUD

Horloger-Joaillier depuis 1883

8, rue Royale Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : (1) 42.86.96.16